La Vie Intellectuelle

LV

1938

10e ANNEE NOUVELLE SÉRIE — T. LV

La Vie Intellectuelle



LES EDITIONS DU CERF
29, boulevard La-Tour-Maubourg,
PARIS-VIIe

10e ANNEE 25 FEVRIER 1938

La Vie Intellectuelle



LES EDITIONS DU CERF
29, boulevard La-Tour-Maubourg,
PARIS-VIIe

Sommaire

25 FÉVRIER 1938

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS . « L'homme d'ordre »....... 6

J. MARITAIN.. Les Juifs parmi les nations.. 9

● *La correspondance de Pierre de Bérulle*, par F. FLORAND, O. P., 54. — *La persécution religieuse au Mexique*, par A.-P. PRINCE, 63.

● *Le mois religieux*, 75.

QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS...... Le statut moderne du travail.. 78

J. AYNARD.. Perspectives 81

● *Les événements du 4 février en Allemagne*, par H. SIMONDET, 98. — *Chronique de politique étrangère*, par A.-D. TOLÉDANO, 104. — *Culture et patriotisme autrichien*, par J.-T. DELOS, 109.

● *L'attitude des organismes professionnels devant le projet de statut du travail*, par A. V., 113. — *Le visage économique de l'Europe*, par V. GRÉGOIRE, O. P., 118.

● *A travers les revues*, 121.

LES LETTRES ET LES ARTS

FRAUTIŠEK LAZECY. Pour mon pays........ 124
(tr. V.-L. Tapié)

G. MARCEL.. La musique française en deuil. 130

● *Lettres américaines*, par W. WEIDLÉ, 142. — *Ferdinand Brunot*, par A. GEORGE, 148. — *Théâtre*, par H. GOUHIER, 152.

● *Les arts au jour le jour*, par G. POULAIN, 155. — *A travers les revues*, 158. — *La vulgarisation par le documentaire en Allemagne*, par PEYREBÈRE DE GUILLOUTET, 159.

T. LV — N° 1 25 Février 1938

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. « *L'homme d'ordre* ».

Le jour où nous avons décidé de faire entendre aux « Ambassadeurs » *les grandes voix de Chrétienté,* nous savions quelles réactions elles provoqueraient. Dès que l'on porte « le fer et le baume de la parole chrétienne » sur les plaies saignantes de notre société, ceux qui prétendent défendre l'ordre établi ne peuvent pas ne pas protester. Car la Croix — qui seule sauve — restera toujours un scandale et une folie. La situation des Juifs dans le monde est plus liée à ce mystère que ne le pensent Juifs et chrétiens. Comment s'étonner que la conférence de Jacques Maritain, ait été, le 5 février dernier, un tel signe de contradiction? Notre devoir n'en est que plus impérieux de ne point laisser la sagesse de ce monde étouffer notre voix.

. MARITAIN. *Les Juifs parmi les nations.*

La Conférence prononcée « aux Ambassadeurs », sous les auspices des « groupes Chrétienté », le 5 février 1938.

F. FLORAND. *La correspondance de Pierre de Bérulle.*

C'est le sort de la noble personnalité de Bérulle de commander le respect et d'exiger la discussion. A l'occasion d'un livre récent et depuis longtemps attendu, voici ces pages d'un historien que tout semble désigner, de plus en plus, pour l'étude des grands problèmes doctrinaux en leur expression littéraire.

..-P. PRINCE. *La persécution religieuse au Mexique.*

Jacques Maritain l'a suffisamment montré : c'est leur vocation surnaturelle — qu'ils ont refusée d'ailleurs — que l'on déteste chez les Juifs. A plus forte raison les chrétiens fidèles seront-ils toujours haïs. Mais comment le calme relatif de notre pays nous ferait-il oublier le martyre de tant de nos frères dans le monde entier, et notamment de ces catholiques mexicains qui depuis tant d'années ne connaissent plus la paix?

Le mois religieux.

Billet de Christianus

« L'homme d'ordre »

L'autre soir, après la conférence de Jacques Maritain su
« les Juifs parmi les nations », j'assistai à un bout de con
versation entre un « homme d'ordre » et un Dominicain
Je n'ai pas fait exprès d'entendre ces propos, mais le ton d
l'un des interlocuteurs montrait assez qu'ils n'étaient pa
confidentiels. Je peux donc m'y référer sans indiscrétion.

L' « homme d'ordre » (c'est lui-même qui se définit ainsi
protestait avec véhémence contre la « doctrine » qui inspi
rait la courageuse et majestueuse conférence de Maritain
Et le Dominicain, prêtre d'abord, et théologien non négli
geable, disait tranquillement à l' « homme d'ordre » que
dans la chaire de Vérité, lui, prêtre et théologien, ne prê
cherait pas une autre « doctrine »...

Je ne suis pas de ceux qui pensent, n'en déplaise au fabu
liste, que Gros-Jean ne doit jamais en remontrer à son curé
Il n'y a pire « cléricalisme », ni plus désagréable, que celu
des laïcs paresseusement empressés à ne pas remuer le peti
doigt avant que leur curé n'ait hoché de la barrette. Mai
entre cette docilité ad nutum *et l'outrecuidance, il y a un*
marge. Or, l'autre soir, il me sembla que Gros-Jean exagé
rait, et qu'en l'occurrence il eût été mieux inspiré de n'e
point vouloir remontrer au curé...



Ce qui est en question, ce n'est pas de savoir si le curé d
Gros-Jean a nécessairement toujours raison contre son pa
roissien s'il advient qu'ils ne soient pas d'accord. Il s'ag

(et c'est plus sérieux) de savoir si la Parole de Dieu peut être enchaînée à certaines préférences « mondaines » (au sens où l'Évangile parle du « monde »), et s'il faut prendre au sérieux les airs scandalisés de quelques « hommes d'ordre » plus soucieux des sophismes du « monde » que de la gloire du nom chrétien. Or, tous les « hommes d'ordre » du « monde » ne feront pas que la Vérité ne soit la Vérité, et qu'elle ne doive resplendir dans tout son éclat, — même si cet éclat offusque et étonne. Ils ne feront pas davantage que le scandale qui accompagne le service de la seule Vérité ne soit salutaire, sain, nécessaire.

*A relire la conférence de Maritain, je n'y trouve pas une phrase qui ne soit le reflet fidèle de la plus exacte pensée de l'Église. C'est tant pis pour ceux qui veulent complaire à l'esprit du siècle avant d'être fidèles à l'esprit de l'Église. Que cette complaisance leur paraisse louable et honorable, c'est affaire entre leur conscience et leur Seigneur, — et je ne m'en mêle point. Mais qu'ils prétendent imposer cette complaisance à des hommes libres qui, au risque de se faire traîner dans la boue (n'est-ce pas, Mauriac ?), font plus de cas de leur fidélité chrétienne que des applaudissements mondains, c'est là que commence l'*outrecuidance *et* CHRISTIANUS *doit s'en mêler, — car cette outrecuidance menace la liberté de la parole chrétienne, l'honneur du nom chrétien, la dignité de la conscience chrétienne, le prestige de la Vérité chrétienne. Cela fait trop de choses mises en péril par les « hommes d'ordre » pour que nous ne disions rien de ce grand désordre des consciences et que nous ne nous dressions pas contre cette entreprise de subversion.*

L'outrecuidance consiste à vouloir en faire accroire aux braves gens au-delà de ce qui est permis et raisonnable. On ne nous fera pas accroire que la parole chrétienne doive régler son expression sur les « convenances » et « se faire bien voir » par les « gens bien ». Pour « se faire bien voir » par les « gens bien », il faut et il suffit de « bien penser ». Il n'est plus nécessaire de rappeler ce que recouvre cette haute ambition... Eh bien ! il faut s'y résigner : l'Église n'est pas « bien pensante » et elle ne se soucie guère de « se faire

bien voir ». Elle a quelque chose à dire aux hommes qui passent sur cette terre. Elle le dit, placidement. Vous êtes contents de son message ? Elle vous bénit. Vous n'en êtes pas contents ? Elle attendra patiemment (elle a les promesses de l'éternité) que vous compreniez, sans vous maudire (à quoi bon ? cela n'aiguiserait pas votre intelligence), mais sans vous permettre de travestir son enseignement, ni de déformer sa pensée, ni d'avilir sa mission, ni de compromettre son autorité dans des causes où elle n'a que faire, et pas davantage d'imposer silence aux voix de chrétienté.

CHRISTIANUS.

Les Juifs parmi les nations

C'est *des Juifs parmi les nations* que je dois parler ce soir. Je traiterai cet immense et douloureux sujet avec le sentiment de mon insuffisance, mais du moins avec tout ce que ma raison et ma foi me peuvent apporter de lumières, et je le traiterai avec cette indépendance que nous sommes décidés à défendre comme notre dernier bien.

Je parlerai d'abord des problèmes spéciaux liés à la situation de certains pays, et dont l'antisémitisme tire profit; puis, de la dispersion d'Israël comprise dans sa signification théologale, et, du même coup, du problème de l'antisémitisme considéré dans son essence spirituelle.

Dans une troisième partie, je parlerai brièvement de questions de fait d'une urgence particulièrement grave, je veux dire de la tragédie actuellement soufferte par les Juifs dans quelques régions de l'Europe.

I

Aspects particuliers du problème

Considérons donc, aussi brièvement que possible, les problèmes concrets qui rendent la question juive spécialement aiguë, non pas sans doute chez nous, mais dans certains pays que je diviserai en deux catégories : les pays à minorité nationale juive de masse considérable ; et les pays, comme l'Allemagne, où la grande

catastrophe due à la guerre a premièrement dérivé sur les Juifs.

Les pays à forte minorité nationale juive

Dans les pays à forte minorité nationale juive, il est évident que la présence d'une masse ethnique ayant ses traditions, ses écoles, sa langue propre, crée un problème spécial à l'égard de la vie civile et du bien commun de l'État. Il en est ainsi même dans un pays comme la Pologne, qui jadis a accueilli les Juifs avec estime, qui les a appelés à plusieurs reprises pour qu'ils lui fournissent une classe moyenne d'artisans et de commerçants, et dans la civilisation nationale de laquelle leur part a été grande. Et ce problème se complique plus ou moins gravement lorsque à la population juive depuis longtemps installée dans le pays s'ajoute une affluence d'immigrants plus récents. De fait, les chiffres que les antisémites polonais et roumains donnent au sujet de ces immigrations plus récentes semblent fortement exagérés. Il reste que le problème existe, il n'est qu'un cas particulier du problème des minorités nationales, dont le sort est souvent si cruel dans l'Europe d'aujourd'hui. Il peut, dans certaines circonstances, là surtout où les Juifs regimbent aux conditions du convivium politique, devenir fort irritant.

Mais je dis que l'antisémitisme *rend impossible* toute solution des difficultés concrètes engagées là. Non seulement il en fausse par ses exagérations les données de fait, mais il en anéantit les conditions de réalisation. Car ces solutions particulières ne sont concevables que dans une atmosphère de compréhension mutuelle et de collaboration; et le pathos antisémite détruit des deux côtés ces conditions morales préalables : ici par lui-même, là par les passions de ressentiment et de reven

dication qu'il provoque en retour, en sorte que l'exaspération et l'incompréhension, comme les torts réciproques, grandissent sans remède de part et d'autre.

Au lieu de solutions proprement politiques à des problèmes d'ordre politique, l'antisémitisme, même l'antisémitisme soi-disant politique dont nous parlons en ce moment, n'apporte à ces problèmes, eux-mêmes illusoirement transformés, que des solutions illusoires : les lois d'exception, et les mesures persécutrices contraignant, ou essayant de contraindre à une émigration massive, par ailleurs impossible.

Non seulement c'est pour un État avouer sa faiblesse vitale que de recourir à l'extermination de certaines couches de sa population, qu'il se juge incapable d'amener au service de l'œuvre commune; mais c'est aussi se préparer de durs lendemains, car c'est abaisser pour autant les énergies intérieures dont le travail positif aurait dû surmonter les crises auxquelles une chirurgie non pas même aseptique, mais infectée de haine et d'injustice, ne remédie qu'en apparence.

Ces solutions illusoires, l'antisémitisme soi-disant politique a pour les justifier une argumentation sans force rationnelle, mais de grande puissance affective, qui glisse d'elle-même à l'antisémitisme racial : en effet, des Juifs récemment immigrés auxquels elle prétendait d'abord s'attaquer seulement, elle s'étend peu à peu aux Juifs depuis longtemps installés dans le pays, et aux Juifs assimilés, voire aux Juifs convertis, bref aux Juifs comme tels, contre lesquels se dresse enfin le mythe raciste. Disons quelques mots de cette argumentation, que la propagande antisémite essaie de populariser partout.

Les Juifs, affirme-t-on, encombrent un certain nombre de professions lucratives, notamment les profes-

sions dites libérales. Qu'on les chasse donc ! Cela fera tant pour cent de concurrents supprimés. Il est à craindre, cependant, que d'autres concurrents ne les remplacent, surgis du détestable pullulement de l'humanité même non-juive, et ne menacent ainsi, par leur déplorable existence, avec votre honnête gagne-pain, votre sens inné de la justice et des valeurs désintéressées, spirituelles, et occidentales. Il est clair, au surplus, que les Juifs, si l'on ne veut pas qu'ils meurent tous de faim, doivent gagner leur vie dans quelque métier, et naturellement ils seront plus nombreux dans les métiers qui leur conviennent davantage. Tout le monde excusera (à condition qu'elle reste modérée) l'irritation naturelle contre des concurrents qui réussissent; mais c'est la haine de clan qui s'élève. Partout où seront les Juifs, on trouvera qu'ils sont de trop. Ce qu'on leur refuse en réalité, c'est tout simplement le droit à la vie.

Laissons de côté les libres accords qui, dans un régime véritablement organique (pluraliste), pourraient être conclus avec la communauté juive. Si vous voulez désencombrer de l'afflux juif les professions dont il s'agit, le mieux serait de faire effort pour les encombrer vous-mêmes en montrant plus d'intelligence et de ténacité au travail que les Juifs, et en combattant par une juste organisation professionnelle les abus, d'où qu'ils viennent, de la libre concurrence.

Ainsi l'émulation entre Juifs et non-juifs provoquerait une élévation du niveau de la culture, tandis que le recours, aussi humiliant pour les non-juifs que pour les Juifs, à la brutale pratique du *numerus clausus* (sinon du *numerus nullus*) tend par elle-même à abaisser ce niveau.

Les Juifs, dit-on encore, se livrent à l'usure, à l'accaparement, à la traite des blanches, à la littérature por-

nographique, ils apparaissent ainsi comme de pernicieux tentateurs des populations autochtones dont les romanciers, les « faits divers » des grands quotidiens et la gazette des Tribunaux nous content la ferveur chrétienne et les vertus. Les Juifs sont responsables, par leur presse et leurs publications, de l'immoralité qui envahit les peuples. Les Juifs se livrent à des activités politiques délictueuses (communistes naturellement, leur présence massive dans les rangs des organisations terroristes d'extrême-droite n'a pas encore été dévoilée).

« Les Juifs », — c'est très naturel à un homme, surtout à un homme de lettres, ou à un homme d'affaires, à qui un ou deux Juifs ont joué un mauvais tour, ou qui ont remarqué, parmi le nombre difficilement assignable de personnages douteux que la vie a mis sur leur chemin, quelques exemplaires particuliers à profil sémitique, c'est très naturel à un homme de dire non pas : *un Juif*, ou *trois Juifs*, ou *dix Juifs* à qui j'ai eu affaire sont ceci ou cela, mais *les Juifs* (il y a 16 millions de Juifs dans le monde), *les Juifs* sont ceci ou cela. C'est très naturel, mais c'est très peu raisonnable.

Ces manières de parler sommaires mènent de soi aux pires sophismes. « Les Juifs », dit l'argumentation antisémite, commettent tels et tels actes délictueux. Quel sens y a-t-il à attribuer à une communauté tout entière les fautes individuelles de *certains* de ses membres ? Si, du reste, telles plaies sociales, comme l'usure dans certains pays agricoles, sont, par suite des conditions historiques en ces pays, imputables surtout à des Juifs, pour d'autres plaies sociales dont l'argumentation antisémite fait grief « aux Juifs », les non-juifs se montrent de brillants concurrents, sans parler d'autres catégories encore de plaies sociales (comme l'alcoolisme, les crimes à main armée, etc.) où partout ils éclipsent nette-

ment les Juifs. Ce ne sont pas *les Juifs,* ce sont *certains Juifs,* et ce sont aussi certains *non-juifs* qui font le mal. A quoi bon se charger la conscience en enfreignant pour les Juifs les règles élémentaires du droit et de la vie civilisée? Le corps social doit se défendre énergiquement contre les maux dont on fait état, contre la presse de calomnie et de corruption, contre les publications abrutissantes, oui! La seule manière efficace est de réprimer, au besoin par une législation draconienne, le délit et l'abus quel que soit le coupable; et non pas de frapper une masse d'innocents pour des abus et des délits commis par certains de leurs frères, — et par d'autres que leurs frères, — et qui trouveraient toujours amateurs même si tous les Juifs étaient exterminés.

Enfin, quant à la propagande des idées fausses et des fausses maximes morales, plût au ciel que « les Juifs » (*certains Juifs*) en fussent les seuls responsables! On sait bien que ce n'est pas le cas, et qu'en valeur absolue l'apport des non-juifs l'emporte de beaucoup à cet égard sur celui des Juifs. M. Julius Streicher et les prêcheurs de pogroms ne sont pas juifs, et ils privent ainsi d'une confirmation puissante leur propre argumentation, qui impute à la race juive tous les fléaux de l'espèce humaine. MM. Rosenberg et Hitler, MM. Goga et Cuza ne sont pas juifs; Lénine ne l'était pas, et Staline ne l'est pas non plus; et M. Céline lui-même n'est pas juif, bien qu'il semble n'être allé au bout de la nuit que pour y trouver les *Protocoles de Sion* qui l'attendaient là, déposés dans ces sales ténèbres par l'ancienne police des tsars.

Charger les Juifs des péchés du bolchevisme, identifier judaïsme et communisme est un thème classique de la propagande hitlérienne, laquelle y ajoute parfois le catholicisme : thème repris avec une belle discipline par

les antisémites de tous les pays. Je ne crois guère qu'en général l'esprit juif, auquel les mêmes puissants cerveaux reprochent une fièvre anarchique de liberté, s'accommode aisément du conformisme communiste. Ce qui est vrai, c'est que, dans certains pays, une partie de la jeunesse juive peut se trouver poussée à l'extrémisme révolutionnaire à force d'être persécutée. Les premiers responsables, en ce cas, seraient ceux qui lui rendent la vie impossible; comme, d'une façon générale, les premiers responsables des suprêmes désordres sont les faux hommes d'ordre, Juifs et non-juifs, qui, préférant systématiquement l'injustice au désordre, fondent l'ordre sur le désordre radical, mais d'abord invisible, par lequel le principe même de l'ordre et l'auteur de la nature est offensé.

Autant et plus que les antisémites (dont les fureurs, généralement, ne frappent que les Juifs pauvres), nous détestons l'hégémonie de la banque et de la finance, mais qu'elle soit juive ou non-juive, et en tant même qu'hégémonie de l'argent; et, en cela, c'est la structure et l'esprit matérialiste du monde moderne qui nous fait horreur, quels que soient les hommes, juifs et non-juifs, et non-juifs plus nombreux que juifs, qui se trouvent, le plus souvent sans faute personnelle de leur part, engagés dans cette structure inhumaine. Nous savons, au surplus, que la grande masse des Juifs n'est faite ni de banquiers ni de financiers, mais d'une population qui se débat contre toutes les formes de la pauvreté citadine.

Nous ne sous-estimons pas la gravité des immenses difficultés économiques de notre époque et de la crise économique générale de la civilisation. Nous disons que ce n'est pas en chassant les Juifs, mais en transformant les structures économiques et sociales qui sont la cause

réelle de ces difficultés et de cette crise, qu'on pourrait efficacement remédier à celles-ci. L'antisémitisme détourne misérablement les hommes de l'effort réel qui leur est demandé. Il les détourne des causes réelles de leur maux, — lesquelles résident à la fois dans notre cœur égoïste et menteur et dans les structures sociales qui sont en causalité réciproque avec cette misère morale, — l'antisémitisme détourne les hommes des causes réelles de leurs maux pour les précipiter contre d'autres hommes et contre une multitude innocente, tel un misérable équipage qui au lieu de lutter contre la tempête voudrait jeter par-dessus bord une partie de ses compagnons, en attendant que tous essaient de s'égorger les uns les autres et d'incendier le navire où l'humanité rêveuse est embarquée.

Le drame allemand

J'ai parlé de l'antisémitisme dit politique, et du terrain qu'il rencontre en quelques pays à forte minorité nationale juive. A vrai dire, c'est l'exemple et la contagion du racisme allemand qui, depuis quelques années, a transformé et exaspéré, *ensorcelé* le conflit dans ces pays.

Peuple pathétique et malheureux, nostalgique de se sentir unanime, le peuple allemand est engagé, lui aussi, dans un drame historique auquel quiconque a le sens de la solidarité des hommes ne peut rester indifférent. Pourquoi faut-il qu'entraîné par une de ces mélodies magiques contre lesquelles il est sans résistance, il s'en aille aujourd'hui à la recherche de lui-même en marchant sur les Juifs et sur les Chrétiens, — à la rechech[e] de lui-même et de la fatalité ? Ce n'est pas ici le lieu de parler en détail de ce drame. Je dirai seulement ceci, en ce qui concerne les Juifs : s'il est vrai, comme l'écri[t]

M. Arthur Ruppin, et comme Karl Marx l'avait dit en termes plus violents, qu'il y a une sorte de préadaptation et de concours mutuel entre l'esprit d'aventure juif et l'esprit d'aventure capitaliste, et que nulle part la judaïcité n'est plus chez elle que dans la civilisation capitaliste (1); si, d'autre part, il est vrai que l'Allemagne, et surtout l'Allemagne d'après guerre, est le pays d'Europe qui a le mieux connu la néfaste euphorie et le vertige spirituel d'un capitalisme désorbité, on s'étonne moins de ce paradoxe que là ce n'est pas dans la mesure où les Juifs restaient séparés, c'est dans la mesure, au contraire, où ils étaient assimilés, substantiellement assimilés à la communauté allemande, au point de jouer un rôle majeur dans la culture et la littérature allemandes comme telles, et d'oublier parfois eux-mêmes le peuple juif et les douleurs d'Israël, qu'une tempête inouïe de haine s'est soudain élevée contre eux, comme si c'était au plus profond d'elle-même sa mauvaise conscience elle-même que l'Allemagne moderne cherchait à punir en eux, bouc émissaire stupéfait et qui criait en vain : mais je ne respire que pour la puissance allemande et pour l'esprit allemand, mais je n'adore que vous, grandeur allemande et force allemande à l'œuvre dans une civilisation lancée tout entière à la conquête de la puissance.

Quand une civilisation hautement et morbidement industrialisée, et tout informée par l'esprit du capitalisme moderne, arrive, après une terrible défaite militaire, à

(1) Qu'il s'agisse de la libre concurrence, ou de l'intérêt de l'argent prêté, ou du prix conçu comme le résultat d'un débat plutôt que comme l'expression de la valeur objective d'une chose « juste prix »), ce sont des idées accordées aux conceptions économiques juives (et, plus généralement, orientales) que le passage du régime médiéval des guildes au régime capitaliste a rendues prédominantes.

une ruine morale générale et à une épouvantable misère matérielle des classes pauvres, cela dans un peuple en lequel on a développé et entretenu tous les poisons de l'humiliation; et quand, à la catastrophe révolutionnaire communiste à laquelle sa logique interne l'entraînait de soi, cette civilisation préfère, sans trouver ni même chercher de principe créatif interne d'un ordre substantiellement nouveau, une autre catastrophe révolutionnaire qui sauve du moins l'État en perdant tout le reste, il n'est guère surprenant qu'entrant dès lors dans un régime général où l'illusion, le mythe et le prestige remplacent et dévorent, comme dans une opération de magie noire, le visage et le jeu des causes réelles, elle fasse d'instinct une place de choix au mythe antijuif, qui fournit au premier sot venu le moyen d'expliquer les malheurs de l'histoire, et de décharger sur un *coupable de tout* le fardeau de son angoisse et de ses mauvais souvenirs.

Mais si les remarques que j'ai proposées tout à l'heure sont exactes, il y a lieu de penser que la relation de l'Allemagne à ses Juifs est plus complexe qu'il ne paraît. Car ni ceux-ci ni celle-là n'ont changé, je dis réellement et substantiellement. Si persécutés, si humiliés, si abominablement foulés aux pieds qu'ils soient, la plupart des Juifs allemands continuent de chérir l'Allemagne, du moins celle du XIXe siècle ; tandis qu'ils pleurent sur les fleuves de Babylone, ce n'est pas de Sion qu'ils se souviennent, c'est du Berlin d'avant le Führer, du Berlin de la grande aventure capitaliste et des conversations sublimes avec un prince de ce monde qui n'avait pas encore revêtu la chemise brune de l'austérité racique. Et, d'autre part, l'Allemagne hitlérienne, en voulant rejeter Israël, a épousé ce qu'il y a de pire en Israël, je veux dire ce sentiment d'orgueil racial qui est

chez certains Juifs charnels la corruption naturaliste de l'idée surnaturelle de l'élection divine. Les racistes restent débiteurs de l'Ancien Testament, comme les communistes du Nouveau. C'est des Écritures des Juifs que les premiers ont tiré pour la corrompre l'idée d'une race prédestinée, d'un peuple de Dieu; c'est de l'Évangile que les seconds ont reçu, en la dénaturant, l'idée d'une universelle délivrance et fraternité humaine.

Comprenez bien ce que je viens de dire. Je ne reproche pas aux Juifs allemands, comme certains l'ont fait bien à contre-temps, de n'avoir pas profité de la persécution naziste pour se convertir au christianisme. Je constate qu'ils n'ont pas imité leurs ancêtres du temps des prophètes, pas assez entendu le cri de leur souffrance pour se tourner vers *leur Dieu,* et se souvenir de *leurs sources,* qui sont en Abraham, Isaac et Jacob. Au terrible fléau que le racisme allemand a fait fondre sur les Juifs, il n'apparaît pas qu'ait répondu chez eux, soit en Allemagne, soit hors d'Allemagne, plus que de justes plaintes et une juste indignation, accompagnée d'un appel au boycottage américain des produits allemands et à la littérature humanitaire internationale. Mais ce mouvement du cœur qui fait descendre aux racines secrètes de l'histoire, mais cette résurrection des forces spirituelles devant laquelle les persécuteurs ne peuvent pas tenir et finissent toujours par avouer ce qu'ils sont : un peu de paille et de boue sanglante, est-ce qu'Israël étonné, et comme paralysé par son rationalisme, ne saurait plus ou n'oserait plus mettre sa confiance dans cette force-là ?

Juifs et Chrétiens sont ici étrangement solidaires. Quand ils pensent à l'état des choses en Allemagne avant 1933, ne sont-ils pas amenés à se demander si, dans ce pays comme dans les autres, mais avec des con-

séquences plus immédiatement tragiques, il n'y a pas eu chez trop d'entre eux insuffisance d'une certaine compassion humblement humaine, dans cet ordre de l'*élémentaire* dont on signalait récemment la terrible importance pour notre temps ? Privilégiés en quelque façon les uns et les autres par une adoption divine, n'ont-ils pas les uns et les autres continué trop tranquillement *leurs affaires*, leurs affaires de la terre et leurs affaires du ciel, sans voir avec assez de douleur la face des hommes et du monde se décomposer à côté d'eux, et sans exister d'une manière assez prochaine avec la misère des hommes et du monde ?

A la fin, c'est un nouveau visage, le sombre visage ardent des forces païennes dans l'homme qui allait se découvrir. Je ne veux pas parler de ces choses sans apporter un hommage d'admiration et d'amour fraternel pour les chrétiens d'Allemagne, catholiques et protestants, qui souffrent persécution comme les Juifs, et qui affrontent tous les périls pour défendre contre une fureur blasphématoire à la fois l'Évangile et l'Ancien Testament. La communauté dans la persécution les mène les uns et les autres à prendre conscience du lien foncier qui unit les hommes, sinon dans la doctrine et la règle de vie, au moins dans la commune origine qui les fait tous à l'image de Dieu. L'avenir dira ce que l'histoire humaine aura pu gagner à une telle expérience.

Mais c'est spécialement des Juifs que nous traitons dans cette conférence. C'est sur eux que le néo-paganisme raciste a d'abord essayé ses coups. Son vœu profond est sans doute, si cela était possible, de les chasser tous hors des frontières. Mais comme il n'y peut parvenir, il s'est arrêté à la solution de leur ôter l'existence politique, et de les murer dans un ghetto certainement plus cruel que le ghetto du moyen âge, puisque ce n'est

pas la différence de foi et de religion, contre laquelle la liberté de l'homme et la grâce de Dieu ont encore un recours, c'est l'irrémédiable différence de sang qui y enferme les hommes. Nous voilà en face de l'antisémitisme racial. Pour se justifier, il ne lui suffit pas que les Juifs soient un peuple, ou une race au sens éthico-historique, il faut qu'ils soient une race au sens biologique et anthropologique du mot, et il faut, en même temps, que le racisme devienne une conception du monde, une science et une religion.

A vrai dire, les Juifs ne sont pas une race au sens biologique de ce mot; vous savez qu'en l'état actuel de l'humanité il n'y a pas, pour les groupes de quelque importance, même pour ceux qui sont à ce point de vue les plus favorisés, de races pures; et loin que les Juifs fassent exception, les mélanges de sang ont été, au cours de l'histoire, aussi importants chez eux que dans les autres groupes humains. Des savants éminents ont pu dire qu'en l'état présent de l'humanité l'idée de race ne répond à aucune réalité anatomo-physiologique, à aucune unité de « sang », mais seulement à des « mentalités » typiques dues aux conditions historiques et sociales ; sa signification repose sur des charges historiques extrêmement complexes (psycho-éthico-sociologiques), qui se sont formées avec le temps, beaucoup plus que sur les caractères héréditaires transmis par le sang.

Ce n'est pas qu'on doive nier l'existence de ces caractères, ni l'importance d'une science comme la génétique; mais ils ont été fortement mêlés dans les brassages ethniques qui ont eu lieu au cours des siècles; et ils ne constituent, en tout cas, qu'un élément matériel absolument inapte à fonder à lui seul une discrimination de valeur entre les hommes et à briser l'unité spécifique de la famille humaine.

Scientifiquement, le racisme apparaît surtout comme une sorte de détournement politique de l'anthropologie, mobilisée pour fournir un critère pratique de la communauté nationale allemande.

Philosophiquement et religieusement, il est difficile de ne pas y voir une des pires dérisions matérialistes de l'homme. Prétendre, comme on l'a fait à Nuremberg en 1933, qu'il y a « une plus grande distance entre les formes les plus basses encore nommées humaines et nos races supérieures qu'entre l'homme le plus inférieur et les singes les plus élevés », n'est pas seulement une absurdité philosophique : c'est aussi une insulte à la religion chrétienne, qui, en affirmant la spiritualité et l'immortalité de l'âme humaine, en prêchant l'amour fraternel pour les hommes de toute race comme de toute condition, en enseignant que le Christ est mort pour leur salut à tous, affirme du même coup l'unité naturelle du genre humain, sa distinction essentielle d'avec les autres espèces animales, et l'égale participation de tous les hommes au titre d'enfants de Dieu.

On dit parfois, tout à l'heure j'ai moi-même employé ce mot, que le racisme est un néo-paganisme : c'est faire injure aux païens, qui ne sont pas tombés dans un matérialisme aussi brutal. Le culte du sang animal soi-disant prédestiné (véhicule, en réalité, du péché originel et de toutes les divisions dont ce péché est le principe) est ce qui s'oppose le plus radicalement au culte chrétion du Sang rédempteur et vivificateur du Verbe incarné, par lequel tous les hommes qui ne refusent pas la grâce divine sont amenés à l'unité surnaturelle de la « race » de Dieu et des fils de Dieu.

Au point de vue social et culturel, le racisme rabaisse et humilie à un degré inimaginable la raison, la pensée, la science et l'art, désormais subordonnés à la chair et

au sang et destitués de leur « catholicité » naturelle; il apporte aux hommes, parmi tous les modes de barbarie qui les menacent aujourd'hui, le mode de barbarie en lui-même le plus inhumain et le plus désespérant, car, ainsi que je le notais à l'instant, il les rive à des catégories et à des fatalités — biologiques — auxquelles aucun usage quel qu'il soit de leur liberté ne leur permet d'échapper.

II

La signification théologale de la dispersion d'Israël

Il est temps de passer à la seconde partie de cette conférence, et d'aborder la question elle-même de la dispersion d'Israël, prise dans sa signification théologale. Comme je l'écrivais dans une étude récente (1) dont je reprendrai ici quelques pages, quelles que soient les formes, économiques, politiques, culturelles, superficiellement revêtues par le problème de la dispersion d'Israël parmi les nations, il est et demeure en réalité un mystère d'ordre sacré, dont saint Paul, dans l'Épître aux Romains, nous livre en un sublime abrégé les éléments principaux.

S'il est des Juifs dans cet auditoire, ils comprendront, j'en suis sûr, que moi chrétien je me tienne dans les perspectives chrétiennes pour essayer d'entendre quelque chose à l'histoire de leur peuple. Ils savent que, selon saint Paul, nous autres chrétiens de la gentilité, nous avons été entés sur l'olivier prédestiné d'Israël, à la place des rameaux qui n'ont pas reconnu le Messie annoncé par les prophètes. Ainsi, nous sommes des convertis au Dieu d'Israël qui est le vrai Dieu, au Père

(1) « L'impossible antisémitisme », dans l'ouvrage collectif *Les Juifs,* Plon (coll. « Présences »), Paris, 1937.

qu'Israël a connu, au Fils qu'il a méconnu. Ainsi le christianisme est la plénitude expansive et l'accomplissement surnaturel du judaïsme.

La vocation d'Israël

Parlant des Juifs, de ses frères selon la chair, pour lesquels il souhaitait être anathème, tant est profonde sa dilection pour eux, « qui sont Israélites, à qui appartiennent l'adoption, et la gloire, et les alliances, et la Loi, et le culte, et les promesses, et les patriarches, et de qui est issu le Christ selon la chair », — « si leur rejet, écrit saint Paul, a été la réconciliation du monde, que sera leur réintégration, sinon une résurrection d'entre les morts? »... « Je ne veux pas, continue l'apôtre, que vous ignoriez ce mystère, afin que vous ne soyez point sages à vos propres yeux. Israël s'est trouvé en partie endurci jusqu'à ce que la masse des Gentils soit entrée. Telle est la voie par où la totalité d'Israël parviendra au salut... Par rapport à l'Évangile, ils sont ennemis, pour votre bien. A l'égard du choix divin, ils sont aimés à cause des Patriarches. Car les dons et l'appel de Dieu sont sans repentance. De même que vous avez autrefois désobéi à Dieu, et qu'à présent vous avez obtenu miséricorde grâce à leur désobéissance à eux, de même eux ils ont à cette heure désobéi à cause de la miséricorde qui vous a été faite, afin qu'eux aussi obtiennent à l'avenir miséricorde. Dieu donc a enfermé tous les hommes dans la désobéissance, en vue de faire miséricorde à tous. »

Dès l'abord Israël nous apparaît donc comme un mystère : du même ordre que le mystère du monde et le mystère de l'Église ; au cœur, comme eux, de la Rédemption. Et il faut dire que si saint Paul a raison, ce qu'on appelle le *problème juif* est un problème *sans*

solution (sans solution définitive), j'entends avant la grande réintégration annoncée par l'apôtre, et qui sera comme une résurrection d'entre les morts.

Il y a une relation supra-humaine d'Israël au monde comme de l'Église au monde. C'est seulement en considérant ces trois termes que je puis, fût-ce énigmatiquement, me faire quelque idée du mystère d'Israël. Une sorte d'analogie renversée avec l'Église est ici, me semble-t-il, l'unique fil conducteur. L'Église, vous le savez, n'est pas une simple administration religieuse. Selon son propre enseignement sur elle-même, elle est un corps mystérieux où des liens vivants unissent, pour une tâche divine à accomplir, les âmes entre elles et avec Dieu, elle est le Corps mystique du Christ. Eh bien ! qu'en un tout autre sens Israël soit à sa manière un *corpus mysticum,* un corps mystique, la pensée juive en est elle-même consciente; un récent ouvrage d'Erich Kahler, *Israel unter den Völkern,* insiste expressément sur ce point. Le lien qui fait l'unité d'Israël n'est pas seulement le lien de la chair et du sang, ou de la communauté éthico-historique; c'est un lien sacré et supra-historique, mais de promesse et de nostalgie, non de possession. Aux yeux d'un chrétien qui se souvient que les promesses de Dieu sont sans repentance, Israël continue sa mission sacrée, mais dans la nuit du monde, préférée, en quelle inoubliable occasion, à celle de Dieu. Israël, comme l'Église, est dans le monde et n'est pas du monde ; mais depuis le jour où il a trébuché, parce que ses chefs ont opté pour le monde, il est rivé au monde, prisonnier et victime de ce monde qu'il aime, et dont il n'est pas, ne sera jamais, ne peut pas être. Voilà comment, dans les perspectives chrétiennes, nous apercevons le mystère d'Israël.

La communion de ce corps mystique est la commu-

nion de l'Espérance terrestre. Israël espère passionnément, attend, veut l'avènement de Dieu dans le monde, le royaume de *Dieu ici-bas*. Il veut, d'une volonté éternelle, d'une volonté surnaturelle et déraisonnable, la justice dans le temps, dans la nature et dans la cité.

Ainsi, comme le monde et l'histoire du monde, Israël et son action dans le monde sont des réalités ambivalentes. Car la volonté d'avoir l'absolu dans le monde peut prendre toutes les formes, les unes bonnes, les autres mauvaises. De là vient que dans l'étonnante complexité des caractères typiques qu'il présente, et qui abondent à la fois dans le bien et dans le mal, on trouvera toujours de quoi exalter Israël et de quoi l'abaisser. « Les antisémites parlent des Juifs, disait Péguy. Je préviens que je vais dire une énormité : les antisémites ne connaissent point les Juifs. » « Je connais bien ce peuple, disait-il encore. Il n'a pas sur la peau un seul point qui ne soit pas douloureux, où il n'y ait un ancien bleu, une ancienne contusion, une douleur sourde, la mémoire d'une douleur sourde, une cicatrice, une blessure, une meurtrissure d'Orient ou d'Occident. »

La question n'est pas de savoir si les Juifs vous sont sympathiques ou antipathiques, c'est affaire de tempérament, mais s'ils ont droit à la commune justice et à la commune fraternité humaine. Si les hommes ne pouvaient se supporter qu'à condition de n'avoir nul grief les uns contre les autres, toutes les provinces d'un pays se feraient constamment la guerre. Le plus curieux, du reste, est que bien des antisémites déclarent n'avoir qu'à se louer des Juifs qu'ils ont personnellement connus, mais ressentir tout de même comme une obligation sacrée le devoir de haïr les Juifs : ce qui est une manière comme une autre de rendre hommage à ce mystère d'Israël sur lequel nous méditons.

Mais quelle est donc cette vocation d'Israël qui continue dans la nuit, et dont nous parlions tout à l'heure ? Il y a d'abord sa vocation de témoin des Écritures. Mais, de plus, tandis que l'Église est assignée à l'œuvre du rachat surnaturel et supra-temporel du monde, Israël, croyons-nous, est assigné, dans l'ordre de l'histoire temporelle et de ses finalités propres, à une œuvre d'*activation terrestre* de la masse du monde. Il est là, lui qui n'est pas du monde, au plus profond de la membrure du monde, pour l'irriter, l'exaspérer, le mouvoir. Comme un corps étranger, comme un ferment activant introduit dans la masse, il ne laisse pas le monde en repos, il l'empêche de dormir, il lui apprend à être mécontent et inquiet tant qu'il n'a pas Dieu, il stimule le mouvement de l'histoire.

L'essence spirituelle de l'antisémitisme

Ces considérations nous expliquent, me semble-t-il, quelque chose de l'essence spirituelle de l'antisémitisme. Les diverses causes particulières que l'observateur peut assigner à l'antisémitisme, depuis le sentiment de haine de l'étranger, naturel au groupe social, jusqu'aux haines religieuses, hélas ! puisque ces deux mots peuvent s'accoupler, et jusqu'aux multiples inconvénients produits par certaines arrivées d'immigrants, dissimulent une racine de haine encore plus profonde. Si le monde hait les Juifs, c'est qu'il sent bien qu'ils lui seront toujours *surnaturellement* étrangers ; c'est qu'il déteste leur passion de l'absolu et l'insupportable stimulation qu'elle lui inflige. C'est la vocation d'Israël que le monde exècre. Haïs du monde, c'est leur gloire, comme c'est aussi la gloire des chrétiens qui vivent de la foi. Mais les chrétiens, eux, savent que le Messie a déjà vaincu le monde.

Ainsi haïr les Juifs et haïr les chrétiens vient d'un même fond, d'un même refus du monde, qui ne veut pas être blessé, ni des blessures d'Adam, ni des blessures du Messie, ni par l'aiguillon d'Israël pour son mouvement dans le temps, ni par la croix de Jésus pour la vie éternelle. On est bien comme on est, on n'a pas besoin de grâce ni de transfiguration, on se béatifiera dans sa nature. Ce n'est pas l'Espérance chrétienne en Dieu auxiliateur, ni l'Espérance juive de Dieu sur terre, c'est l'Espérance de la vie animale et sa force profonde, et en quelque sorte sacrée, démoniaque, quand elle s'empare de l'être humain qui se croit trompé par les messagers de l'absolu.

Le tellurisme raciste est antisémite et antichrétien. L'athéisme communiste n'est pas antisémite, il lui suffit d'être universellement contre Dieu. Dans l'un et l'autre, un même naturalisme absolu se fait jour, une même détestation de tout ascétisme et de toute transcendance. C'est la vie mystique du monde qui va s'épanouir héroïquement, tout corps mystique constitué à part du monde doit être rejeté comme tel.

La prosternation devant le monde ne séduit pas les Français; quand ils perdent la tête, c'est tout de même la déesse Raison qu'ils adorent. C'est pourquoi je ne pense pas qu'ils soient jamais profondément antisémites. Ils blaguent les Juifs comme les curés; mais la vraie manie antisémite ne déborde guère chez nous les cadres d'une idéologie petite-bourgeoise exaltée. Je n'ignore pas la propagande qui se fait actuellement dans certains milieux, je la crois artificielle. Ceux qui connaissent bien la jeunesse française, en particulier cette jeunesse catholique française qui se prépare avec tant de ferveur à servir le bien commun, et cette J.O.C. que vous applaudissiez ici même samedi dernier, ont con-

fiance qu'elle ne se mettra jamais en route qu'au nom de la liberté, de la générosité et de l'intelligence.

Juifs et chrétiens

Avons-nous réussi à donner quelque idée du pathétique de la situation du peuple juif ? A faire comprendre comment, souvent malgré lui, et en manifestant parfois sous des modes contrastants un messianisme matérialisé qui est la face obscure de sa vocation à l'absolu, mais aussi avec une ardeur, une intelligence, un dynamisme admirables, il témoigne du surnaturel au sein de l'histoire humaine ? De là les conflits et la tension qui, sous toutes sortes de masques, ne peuvent pas ne pas exister entre Israël et les nations.

C'est une illusion de croire que cette tension peut complètement disparaître; c'est une vilenie, — une de ces vilenies naturelles à l'homme animal (qu'il soit arabe et lui-même descendant de Sem, ou slave, ou latin, ou germain...) et dont le christianisme seul peut, dans la mesure où il est réellement vécu, délivrer les peuples, — de vouloir en finir avec la question par la violence antisémitique, ouvertement persécutrice ou politiquement mitigée. L'unique voie est d'accepter cet état de tension, et d'y faire face, en chaque circonstance particulière, non dans la haine, mais dans l'intelligence concrète que l'amour exige de chacun pour qu'il s'accorde vite avec son adversaire pendant qu'il fait route avec lui, et dans la conscience que « tous ont péché et ont besoin de la gloire de Dieu », *omnes quidem peccaverunt, et egent gloria Dei.* « L'histoire des Juifs, disait Léon Bloy, barre l'histoire du genre humain comme une digue barre un fleuve, pour en élever le niveau. »

Sur le plan spirituel, le drame d'amour entre Israël et son Dieu se dénouera seulement, si nous en croyons

saint Paul, par la réconciliation de la Synagogue et de l'Église. Sur le plan temporel, s'il n'y a pas non plus, avant ce temps-là, de solution vraiment décisive à la question d'Israël, il y a cependant *des* solutions partielles ou provisoires, des réponses particulières dont la recherche est le propre de la sagesse politique et qu'il appartient aux divers âges de l'histoire de tenter.

La période historique que nous traversons est pour le peuple juif un âge de difficultés accrues. Dans l'ordre économique, l'abandon de la libre compétition, l'avènement des régimes d'autarcie et du capitalisme d'État, portent un coup redoutable aux activités laborieuses des Juifs. Des études récemment publiées sur la situation économique des Juifs dans le monde signalent la paupérisation grandissante des masses juives.

Dans l'ordre politique et moral, le développement des diverses sortes de totalitarismes, qui toutes regardent le non-conformiste comme un ennemi biologique de la communauté temporelle, menace l'attachement naturel des Juifs à l'indépendance et à la liberté.

Dans l'ordre spirituel, le surgissement de formes de paganisme d'une férocité inédite signifie un inévitable conflit — déjà terriblement commencé — avec le peuple qui, au milieu des païens d'autrefois, a su rendre un témoignage héroïque à la sainteté du Dieu personnel et transcendant.

Je suis porté à croire que si le monde triomphe des erreurs et des maux qui l'oppriment à présent, et parvient à instaurer un régime de civilisation nouveau plus consonant à la dignité humaine, les solutions de type pluraliste et personnaliste à la fois qui devront généralement prévaloir dans un tel régime caractériseront aussi les tentatives de règlement de la question juive appelées par ce climat historique.

Quoi qu'il en soit, il nous apparaîtra, si maintenant nous nous tournons plus spécialement vers les chrétiens, qu'étant eux-mêmes insérés sur l'olivier d'Israël, c'est d'un regard fraternel, et, comme leur dit l'apôtre Paul, non sans trembler pour eux-mêmes, qu'ils doivent regarder les hommes engagés dans la tragédie juive. Que des chrétiens soient antisémites, cela est certes possible, puisque le cas se rencontre assez fréquemment. Cela ne leur est possible qu'en obéissant à l'esprit du monde, non à l'esprit du christianisme.

Bien des confusions historiques, chez des auteurs inattentifs ou passionnés, naissent ici du fait de l'entremêlement, dans la civilisation médiévale, des choses de l'Église et des choses d'une cité temporelle sacralement constituée, où les intérêts terrestres et tout le bien et tout le mal de la vie sociale humaine trempaient dans la religion. Si l'on fait le départ, on voit que dans une civilisation temporelle où le régime du ghetto, — sans parler du drame des marranes et de l'Inquisition espagnole, — prêtait aux pires passions et excès antisémites, l'Église elle-même et comme telle, sinon tels ou tels de ses ministres, n'est pas responsable de ces excès. On sait assez que les Papes ont à maintes reprises défendu les Juifs, notamment contre l'absurde accusation de crime rituel, et qu'à tout prendre les Juifs étaient ordinairement moins malheureux et moins mal traités dans les États pontificaux qu'ailleurs.

Aussi bien, en sortant du Saint-Empire et du régime médiéval, la civilisation occidentale, tout en périclitant par ailleurs comme nous le savons, s'est-elle libérée des fortes impuretés que ce régime entraînait de fait, et ce serait une singulière aberration que des chrétiens voulussent revenir à celles-ci dans l'instant qu'elles ont perdu leur occasion historique d'exister. L'antisémi-

tisme, aujourd'hui, n'est plus une des tares accidentelles d'une chrétienté temporelle mêlée de bien et de mal, c'est comme une erreur de l'esprit qu'il contamine les chrétiens. Je rappelle pour mémoire que dans un document du Saint-Office daté du 25 septembre 1928 l'Église catholique a expressément condamné cette erreur.

Au point de vue de sa caractérisation morale dans les perspectives catholiques, et lorsqu'il se répand parmi ceux qui se disent les disciples de Jésus-Christ, l'antisémitisme apparaît comme un phénomène pathologique qui révèle une altération de la conscience chrétienne quand elle devient incapable de prendre ses propres responsabilités dans l'histoire, et de rester existentiellement fidèle aux hautes exigences de la vérité chrétienne. Alors, au lieu de reconnaître dans les épreuves et les épouvantes de l'histoire la visitation de Dieu, et d'entreprendre les tâches de justice et de charité requises par cela même, elle se rabat sur des fantômes de substitution concernant une race entière, auxquels certains prétextes particuliers, fondés ou non, lui servent à donner consistance; et en donnant libre cours à des sentiments de haine qu'elle croit justifiés par la religion, elle se cherche à elle-même une espèce d'alibi.

Pourtant, ce n'est pas peu de chose pour un chrétien de haïr ou mépriser, ou de vouloir traiter d'une manière avilissante la race d'où son Dieu et la Mère immaculée de son Dieu sont issus. C'est pourquoi le zèle amer de l'antisémitisme tourne toujours à la fin en un zèle amer contre le christianisme lui-même.

« Supposez, écrivait Léon Bloy, que des personnes autour de vous parlassent continuellement de votre père et de votre mère avec le plus grand mépris et n'eussent pour eux que des injures ou des sarcasmes outrageants, quels seraient vos sentiments? Eh bien! c'est exacte

ment ce qui arrive à Notre-Seigneur Jésus-Christ. On oublie, ou plutôt on ne veut pas savoir que notre Dieu fait homme est Juif, le Juif par excellence de nature, le Lion de Juda ; que sa Mère est une Juive, la fleur de la race juive ; que les Apôtres ont été des Juifs, aussi bien que tous les Prophètes ; enfin que notre Liturgie tout entière est puisée dans les livres juifs. Dès lors, comment exprimer l'énormité de l'outrage et du blasphème qui consistent à vilipender la race juive ? »

III

La tragédie actuelle du peuple juif

Chacun sait que les Juifs ne perdent pas une occasion de se lamenter. S'ils savent si bien pleurer, c'est qu'ils ont une habitude sempiternelle de la douleur, et qu'ils sont désarmés. Aujourd'hui, en tout cas, on peut dire qu'en fait de persécutions ils sont abondamment servis.

La troisième partie de cette conférence, où je parlerai des questions de fait concernant la situation actuelle des Juifs en divers pays, ne sera évidemment qu'un très court abrégé ; s'il fallait énumérer par le détail toutes les sortes d'oppressions dont il s'agit, on n'en finirait pas.

Avant de nous occuper brièvement des effets de l'antisémitisme en Allemagne, en Roumanie, en Pologne, disons quelques mots de la situation des Juifs en Russie.

En Russie

Certains en seront surpris peut-être : est-ce que l'U.R.S.S. ne se fait pas gloire, et à bon droit, d'avoir officiellement proscrit l'antisémitisme ? est-ce qu'elle n'a pas donné aux Juifs, comme aux membres des autres

groupes ethniques, l'égalité des droits et le libre accès aux écoles et universités ? Oui, cela est vrai. Et, cependant, la Russie est un des pays du monde où Israël est le plus menacé.

Je ne fais pas seulement allusion ici à la ruine économique que le régime soviétique a entraînée pour les masses juives. 90 % des Juifs de Russie vivaient du commerce, de l'industrie et des petits métiers. Ils ont été atteints plus que les masses paysannes dans leurs moyens d'existence eux-mêmes, puisque le régime nouveau ne tolère plus les marchands ou artisans indépendants. Le désastre économique est complet pour eux.

Non, ce que je veux faire avant tout remarquer, c'est que si *les Juifs* peuvent vivre — si misérablement que ce soit — en Russie, la *judaïcité* et le *judaïsme* y sont frappés à mort : l'assimilation — forcée — y réussit *trop bien*.

Ce n'est pas contre la race juive que la lutte a été et est menée, c'est contre la religion juive, comme contre toutes les autres religions. Sur les Juifs religieux s'est abattue une persécution violente — menée par quelques Juifs athées ; « ici, comme l'écrit un auteur israélite, c'est le Juif qui était le pire ennemi du Juif ». Finalement, la grande masse de la jeunesse juive s'est écartée de la religion, seule la vieille génération tient encore bon, mais « devant l'hostilité des classes gouvernantes, elle n'ose pas agir, et la religion est condamnée ».

« Dans le pays, écrit le même auteur, où les Juifs, il y a vingt ans, formaient encore le plus solide rempart du judaïsme, la religion juive est bien près d'être détruite (1). »

Et, du même coup, la culture juive est condamnée

(1) Arthur Ruppin, *Les Juifs dans le monde moderne*, Paris, Payot, 1934.

Les écoles rabbiniques et presque toutes les synagogues étant fermées; l'enseignement en langue hébraïque, les traditions populaires, les fêtes religieuses, la circoncision, les rites de la loi mosaïque, tout cela étant pratiquement interdit; une très forte pression étatique s'exerçant, d'autre part, en faveur des mariages mixtes, le résultat est que l'entité ethnique et culturelle juive disparaît rapidement (1). Aussi bien le sionisme, regardé comme un mouvement « impérialiste », est-il rigoureusement réprimé, et toute tentative de propagande sioniste fait-elle l'objet d'une arrestation immédiate et de l'exil (2).

De la poésie yiddish on écrivait récemment que sa force et son originalité « viennent de son *impuissance à ne pas être religieuse* (3) ». D'une façon générale, il n'y a pas de culture juive, il n'y a pas de peuple juif sans le Dieu des Écritures, celui-ci fût-il présent seulement dans ces ossements morts de la tradition vidée de foi que le sionisme, du moins, respecte et rassemble.

Phénomène singulièrement significatif et qui confirme nos réflexions de tout à l'heure, tout se passe comme si une haine profonde des Écritures où Dieu se rend témoignage rejaillissait sur Israël lui-même comme corps mystique, et Israël-corps-mystique n'est pas frappé sans qu'Israël-peuple soit frappé aussi, et du même coup.

En Allemagne

Nous avons parlé du racisme allemand, considéré plutôt dans ses principes. Faut-il rappeler maintenant comment il passe à l'application ?

(1) Dans l'État juif — c'est-à-dire peuplé de Juifs — que les soviets essaient de créer au Birobidschan, la culture spécifiquement juive n'est pas dans de meilleures conditions.

(2) Olav Leroi, *La Croix*, 30-31 janvier 1938.

(3) Paul Fierens, *Revue des poètes catholiques*, n° 1, 1937.

D'après la loi du 7 avril 1933 (celle du fameux *paragraphe aryen*), complétée par d'autres dispositions législatives de la même année, tous les non-aryens, c'est-à-dire tous les êtres humains qui portent en eux 100 % ou 50 %, ou, s'ils ont eu un grand-père juif ou une grand'mère juive, 25 % de sang juif, sont exclus des fonctions publiques, et aussi, par voie directe ou par voie indirecte et à force de tracasseries, des professions libérales ou « culturelles ».

Défense aux Juifs de s'occuper du théâtre, de la presse, de la littérature, de la musique destinées aux masses aryennes ; de pénétrer comme professeurs ou comme élèves dans les universités allemandes. On leur fait un statut spécial, mais pour les séparer comme une race inférieure et porteuse de poison, non pour les unir à la vie commune de la cité (1). Qu'ils élaborent une culture de ghetto, soit ! Peut-être même les y encouragera-t-on, mais comme des esclaves à chanter entre eux leurs chants avant que vienne la mort. Qu'ils se livrent à des activités économiques, soit ! Quelques-uns y occuperont même parfois des positions importantes, mais en même temps, dans bien des secteurs de la vie économique, on les dépossède au profit des aryens; on boycotte les boutiques juives, on moleste et menace les aryens coupables d'acheter chez des commerçants juifs. L'origine juive d'un employé est une raison valable pour le congédiement de celui-ci.

(1) On notera que les Juifs ne forment qu'une faible proportion de la population allemande. Avant l'arrivée de M. Hitler au pouvoir, il y avait en Allemagne environ 550.000 Juifs. De 1933 à la fin de 1937, il ressort de sérieuses études statistiques (Dr. Kurt Zielenziger, d'Amsterdam, dans la revue *Population*) que 135.000 Juifs environ ont quitté l'Allemagne; 30.000 environ se sont répartis en Europe, le reste en Palestine, en Amérique du Sud, aux États-Unis et en Afrique du Sud.

Le sang prime tout, il prime l'intelligence et la bonne volonté, il prime la grâce et le baptême : les enfants d'un Juif baptisé doivent être élevés à l'école juive, non à l'école chrétienne.

Vous savez qu'en septembre 1935, les lois de Nuremberg, les « lois pour la protection du sang et de l'honneur allemands », ont retiré aux Juifs le titre de citoyens et les droits politiques; vous savez que les mêmes lois interdisent le mariage et les relations sexuelles hors mariage entre Juifs et non-juifs, sous peine de prison et de réclusion. Que dis-je ? Ces sanctions s'étant montrées trop peu efficaces, c'est la peine capitale que certains antisémites projettent actuellement de demander pour les crimes de *honte raciale* ou de *souillure raciale,* comme on dit.

L'imagination ne peut se représenter qu'une faible partie de ce que ces diverses dispositions légales, avec les excès illégaux qui leur font cortège — ignobles promenades de malheureux porteurs d'écriteaux dérisoires, cimetières juifs profanés par centaines, violences et humiliations de toute sorte, confiscations de biens, dénonciations et dénis de justice —, entraînent de souffrance et d'angoisse, de misère et de déshonneur pour le pauvre être humain. Le suicide, naturellement, prospère. Par le travail des instituteurs et des propagandistes, c'est la conscience du petit peuple, des enfants, des pauvres, qu'on empoisonne de haine et de mépris pour les Juifs (et pour d'autres persécutés). Mais quoi ! Le pire est l'abaissement de la dignité humaine chez les persécutés eux-mêmes. Ce n'est pas qu'il y ait dans certains squares de Berlin des bancs jaunes réservés aux Juifs, c'est qu'on puisse voir des Juifs, de tristes Juifs fatigués assis sur ces bancs. On a vu aussi, dans des familles où le père était juif et la mère aryenne, des en-

fants arracher à leur mère l'aveu de son adultère pour pouvoir établir qu'ils étaient nés de pur sang aryen, et avaient droit à la vie civile.

Je sais que l'Allemagne n'est pas le racisme. Bien que ces choses « aillent sans dire », je tiens à marquer ici que la haine contre un peuple serait une grande folie, et qu'en dépit du racisme et de l'antichristianisme qui ravagent les cœurs, les réserves humaines de la culture germanique ne sont pas épuisées. Mais si les cataclysmes moraux qui passent sur un pays ne sauraient empêcher ceux qui espèrent procurer par là la paix du monde d'appeler de leurs vœux des accords politiques internationaux avec lui, ces mêmes vœux, à leur tour, ne sauraient empêcher que la vérité soit dite. L'exemple de l'antisémitisme allemand, que les dirigeants nationaux-socialistes ont déchaîné et continuent à surexciter violemment, et qu'ils cherchent en même temps à *régulariser* dans une certaine mesure, tout en se faisant de lui une arme de choix d'influence à l'étranger, l'exemple de cet antisémitisme et sa propagande, qui s'exerce partout, en Amérique comme en Europe, sont de mauvais signes pour ce qui nous reste de civilisation. Déjà, pour des raisons politiques, l'Italie commence, ce qui est nouveau pour elle, à cultiver les sentiments antisémites. Sous des formes toutes morales et culturelles, sans brutalité extérieure ni apparat législatif, un antisémitisme très dur existe en Autriche. D'autres pays sont touchés, la Pologne, dont je parlerai tout à l'heure et, à de moindres degrés, la Lithuanie, la Yougoslavie, l'Argentine. En Roumanie, une vague de terreur déferle aujourd'hui.

En Roumanie

Les Juifs ont longtemps été traités en Roumanie

comme légalement inférieurs. En dépit des promesses données au Congrès de Berlin en 1878, c'est seulement avec le traité de 1919, consécutif à la guerre mondiale, et avec la Constitution de l'État roumain agrandi, que fut proclamée l'égalité de tous les citoyens roumains devant la loi « sans distinction de race, de langage ou de religion ». En s'annexant la Bessarabie, la Bucovine, la Transylvanie, le Banat, le Marmoures, soit neuf millions d'habitants, la Roumanie s'engageait à reconnaître comme ressortissants roumains les Juifs (600.000 environ) habitant ces territoires : cela conformément à une règle bien évidente de droit international public.

Je n'ai qu'une confiance assez mitigée dans les statistiques, en particulier dans les statistiques démographiques des pays exposés aux conflits et contestations de nationalités. En tablant cependant sur les chiffres officiels du service de statistique roumain, et en portant les limites d'approximation plutôt vers l'excès que vers le défaut, voici les conclusions auxquelles il paraît raisonnable de se tenir. La vieille Roumanie comptait environ 250.000 Juifs, depuis longtemps assimilés. Il résulte de ce chiffre et de celui que je viens de donner pour les territoires nouvellement annexés qu'il y avait avant la guerre, dans le territoire actuel du royaume de Roumanie, 850.000 Juifs. Il y en a aujourd'hui un peu moins ou un peu plus, plutôt un peu moins, semble-t-il (1), environ 4 1/2 % de la population totale. Sur ce nombre,

(1) D'après les statistiques de l'Institut démographique de Bucarest, c'est le chiffre de 760 à 765.000 qu'il faudrait retenir. A 30.000 environ de ces Juifs on a, depuis 1920, refusé la naturalisation, ceux-là n'ont que les devoirs et aucun des droits des sujets roumains. Leur contingent s'est augmenté de quelques milliers d'autres, auxquels le gouvernement libéral de M. Tataresco, qui précéda le gouvernement antisémite de M. Goga, a retiré arbitrairement la qualité de citoyens roumains.

on peut estimer que dix mille personnes environ sont des Juifs réfugiés de Russie depuis la guerre et installés « par fraude » en Roumanie (1).

Eh bien! c'est à 500.000 Juifs, accusés par M. Goga d'être venus dans le pays par fraude (le roi Carol s'est contenté, dans ses déclarations, de la moitié de ce chiffre), qu'on veut ôter maintenant la nationalité roumaine, le droit d'établissement et de séjour dans le royaume. Ce n'est pas contre 10.000 Juifs, c'est contre 500.000 que s'élève le cri de réprobation.

Il apparaît ainsi que, même aux meilleurs prestidigitateurs en statistique, il sera difficile de mettre l'opération projetée en accord avec les engagements solennellement pris au traité du 9 décembre 1919. A quoi bon, d'ailleurs ? La vérité est que le racisme, pour lequel la foi des traités n'est pas grand'chose, souffle en tempête en Roumanie, et veut en finir par les moyens les plus rapides et les plus brutaux non seulement avec 10.000 ou 250.000 ou 500.000 Juifs, mais avec toute la population juive du pays.

Tous les citoyens juifs sont déjà écartés des administrations publiques, on a déjà décidé d'interdire aux Juifs certaines professions et certains négoces, de les exproprier des entreprises agricoles, de les éloigner du théâtre et du cinéma, de retirer à un grand nombre de médecins, d'ingénieurs, d'architectes, d'avocats juifs le droit d'exercer leur profession. Que les campagnes manquent terriblement de médecins, qu'importe ? Guerre d'abord aux médecins juifs. Les trois quotidiens

(1) Après l'établissement du nazisme en Allemagne, un grand nombre de familles juives allemandes ont *traversé* la Roumanie, qui ne les a acceptées qu'en transit. Très peu sont restées. La proportion des Juifs allemands installés dans le pays après 1933 est insignifiante.

israélites de Bucarest ont été supprimés. La garde de Fer organise la terreur contre les étudiants juifs des hautes écoles et les membres juifs du barreau. Les chemises bleues soulèvent contre les Juifs la haine des masses rurales, pourchassent par centaines les paysans juifs et les obligent à fuir misérablement leurs terres. Et tout cela n'est qu'un commencement. Les pires menaces, une angoisse mortelle s'étendent sur des centaines de milliers d'hommes.

« Eh bien! déclarait récemment M. Octavien Goga aux frères Tharaud, ne pourrait-on les envoyer au loin... quelque part... dans une île d'où ils ne pourraient plus sortir... Des navires de guerre de toutes les nations croiseraient tout autour... (1). »

A ce nouveau style de gouvernement il apparaît qu'en Roumanie l'Église et l'État collaborent, si l'on s'en rapporte aux déclarations que le Patriarche de l'Église orthodoxe roumaine a publiées dans un journal de Bucarest (2), et où il émettait l'avis que les Juifs « saignaient à blanc » le peuple roumain et obligeraient bientôt les Roumains à « abandonner leurs maisons et leurs foyers et errer à travers le monde », et qu'il doit bien y avoir quelque part sur le globe, « en Afrique, en Australie, en Asie, dans les îles, etc. », des terres libres où ils puissent être relégués. « Je ne connais pas assez la géographie mondiale pour vous dire où se trouve ce pays », ajoutait ce pasteur évangélique.

Rappelant la déclaration adoptée en 1931 par l'*Union catholique d'études internationales* : « Les membres d'un groupe national (c'est-à-dire d'une minorité) sont tenus, envers l'État dont ils sont les sujets, à tous les

(1) Tandis que nous corrigeons les épreuves, les journaux annoncent la chute du gouvernement de M. Goga.
(2) *Curentul,* 19 août 1937.

devoirs et obligations dont la morale et la politique chrétiennes chargent la conscience des citoyens. Ils jouissent de tous les droits que l'une et l'autre reconnaissent à l'homme et au citoyen », Mgr Beaupin écrivait récemment : « Ce n'est point s'immiscer dans la politique intérieure d'un État déterminé que de rappeler de tels principes qui valent pour tous les pays et tous les temps. »

En Pologne

L'antisémitisme a pris en Allemagne une forme antichrétienne ; en Roumanie, une forme orthodoxe fortement teintée d'anticatholicisme, — au congrès de la « Fraternité orthodoxe roumaine », en novembre dernier, des orateurs ont mis le catholicisme sur le même plan que le communisme, le congrès a demandé la dénonciation du Concordat et dénoncé le « prosélytisme agressif et dénationalisant » du Vatican; les catholiques roumains se plaignent d'être l'objet de calomnies et de campagnes de haine qui mènent à la guerre confessionnelle.

En Pologne, bien que les chefs de l'Église catholique, notamment le cardinal Hlond, aient répudié « l'hostilité systématique et inconditionnelle à l'égard des Juifs », l'antisémitisme a pris une forme catholique, du fait que socialement il est naturel, trop naturel, que les passions qui se réclament, fût-ce de la façon la plus trompeuse, de la défense des intérêts nationaux d'un pays se réclament aussi de la religion traditionnelle de celui-ci.

Je n'ignore pas qu'en général la Pologne se refuse aux doctrines du racisme païen, et que son gouvernement voudrait limiter le conflit au terrain économique seulement; je n'ignore pas qu'elle compte 3 millions [à] 3 millions 1/2 de Juifs, un peu plus de 10 % de sa popu-

lation totale, en sorte que les problèmes dont il a été question au début de cette conférence, et qui concernent les pays à forte minorité nationale juive, sont plus réels pour elle que pour tout autre État. Il reste qu'en fait un antisémitisme intense y sévit, irrité encore par les influences allemandes comme par la mauvaise situation économique du pays; en exaltant d'un côté d'ombrageuses susceptibilités nationales, de l'autre des souffrances et des revendications exaspérées, il risque de conduire à des difficultés parfaitement inextricables. Ces dernières années, l'an dernier surtout, les Juifs polonais ont connu une persécution qui, pour n'être pas organisée par la loi comme en Allemagne, tend cependant à leur rendre la vie strictement impossible.

Je note en hâte — hélas! c'est toujours la même litanie — le boycottage massif des commerçants et des artisans juifs (c'est ce qu'on appelle l'antisémitisme sec) (1), l'affreuse multiplication des rixes, des pillages, des pogroms avec tués et blessés, les dénis de justice systématiques, la montée tragique des violences et des aveugles haines populaires. En lâchant contre les Juifs les paysans qui meurent de faim, pense-t-on trouver une solution à la question agraire et au paupérisme des

(1) Ceux qui prônent ce boycottage en masse comme un remède économique au marasme du commerce non-juif oublient qu'on peut vouloir remplacer un régime de libre concurrence par un régime de communautés de travail organisées, mais qu'on ne peut pas fausser par violence le jeu d'un régime donné. De fait, le boycottage en question répond au dessein de réduire les commerçants et artisans juifs à la famine pour les forcer à émigrer. (Comme si les Juifs, notamment les Juifs polonais, n'étaient pas disposés d'eux-mêmes à fournir une forte proportion d'émigrants, *si seulement ils pouvaient*! Si seulement les autres pays ouvraient leurs frontières!) Un tel boycottage ajoute un assaisonnement de cruauté à une situation déjà, par elle-même, déplorable pour tous. Et ce à quoi il réussit, en tout cas, c'est à développer sans frein les passions mauvaises.

campagnes? Une juste redistribution des propriétés foncières, telle que d'autres États l'ont effectuée pour éviter le pire, voilà ce dont les grands possédants ne veulent à aucun prix, et pourquoi ils s'efforcent de détourner sur les Juifs la colère des pauvres. Les événements les plus odieux sont ceux qui se sont produits dans des milieux qu'on croyait réservés à la science et à la culture, et qui se font les véhicules des influences racistes et les excitateurs des passions. Il y a eu en janvier 1937 des troubles universitaires sur lesquels, pour la bonne réputation des étudiants de Varsovie, je préfère ne pas m'étendre. Vous savez que finalement, cédant à la pression antisémite, les autorités universitaires polonaises ont institué des bancs à part pour les étudiants juifs, créant ainsi comme des ghettos dans les salles de cours. De nombreux professeurs polonais ont protesté contre cette mesure; et certains, — comme les étudiants juifs, plutôt que de s'asseoir sur ces bancs, restent debout pour écouter les cours, — ont tenu à faire, eux aussi, leurs leçons debout.

Il me faut ajouter — je ne dissimulerai pas un trait qui m'afflige — qu'à raison des causes sociologiques auxquelles je faisais allusion tout à l'heure ce sont, en général, les couches catholiques de la population qu'en Pologne l'antisémitisme semble toucher davantage. Des excitations déplorables se produisent là. Et la presse de dénomination catholique s'en rend trop souvent complice. Souvent aussi paraît un état d'esprit qui, sans approuver les excès commis contre les Juifs, s'y résigne, et sans professer l'antisémitisme considère le drame juif avec l'indifférence de l'homme *raisonnable* et froid qui passe son chemin. Pourtant c'est bien notre prochain, ce blessé juif étendu à demi-mort sur la route de Jérusalem à Jéricho...

Et quant à ceux des croyants qui pensent servir le christianisme en liant sa cause à celle de partis politiques, et violents, et injustes, nous savons qu'ils nuisent en réalité profondément à ce qu'ils voudraient servir.

Je rappelle, pour en terminer avec ce chapitre, que, par le traité du 29 juin 1919, le gouvernement polonais s'est engagé à « accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans distinction de naissance, de nationalité, de race ou de religion ». A l'article 7, il est spécifié que « tous les ressortissants polonais seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques, sans distinction de race, de langage et de religion; la différence de religion, de croyance ou de confession ne devra nuire à aucun ressortissant polonais en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions ou honneurs ou l'exercice des différentes professions ou industries ». Ce qui s'accorde assez mal, il faut le reconnaître, avec le *numerus clausus* et les bancs de ghetto, et l'indulgence, pour ne pas dire plus, trop souvent accordée aux pogromistes par les autorités judiciaires (1).

Que faut-il faire?

Nous venons de voir à quels excès l'antisémitisme est parvenu en plusieurs pays, se révélant ainsi comme un des symptômes sinistres de l'avilissement général de notre civilisation, et dressant lamentablement contre des hommes malheureux et souffrants d'autres hommes malheureux et souffrants.

(1) Sur la question du drame juif en Pologne, on consultera utilement les articles très documentés de M. Oscar de Férenzy dans la *Juste Parole* (1937 et 1938).

En présence de telles choses est-il possible de rester dans l'indifférence et l'inertie ? Comment ne pas se poser avec anxiété la question : *que faut-il faire ?* Je sais qu'à propos d'autres horreurs sans nombre les échos du monde redisent aujourd'hui la même question. Ce n'est pas une raison pour nous y dérober. Il faut tout faire, recourir à tous les remèdes possibles, si insuffisant que puisse paraître chacun d'eux pris à part.

Le Président du Conseil polonais, général Składkowski, disait récemment : « Au nom du gouvernement polonais je déclare que nous nous opposerons de toutes nos forces à tout pogrom et à toute campagne de haine, tels qu'ils se sont produits l'an dernier, contre les Juifs. Il n'y a pas de place chez nous pour des luttes de race. Il n'existe qu'un problème de surpopulation, et qui relève uniquement du domaine économique. » En même temps, le rapporteur du budget du ministère de l'Intérieur faisait appel aux puissances coloniales en leur demandant d' « aider la Pologne, matériellement et financièrement, à résoudre le problème de l'émigration juive, et ceci avec le concours des Juifs eux-mêmes (1) ».

L'émigration, voilà donc un des remèdes proposés. A vrai dire, il ne saurait s'agir, en tout cas, que d'un remède partiel; il apporterait un certain soulagement à la crise économique en Europe orientale en compensant au moins l'excédent des naissances, peut-être même en diminuant légèrement le chiffre absolu de la population juive de ces régions. L'idée d'une émigration en masse est absolument hors de question, parce que strictement impossible.

Mais le tragique est que, même réduite à ces proportions, et considérée comme n'affectant qu'une partie re

(1) *La Croix,* 25 janvier 1938.

lativement faible de la population juive, l'émigration se heurte actuellement à des obstacles majeurs. Partout les pays ferment leurs frontières aux émigrants. Nous voilà en face du phénomène général, et funeste à la civilisation, du repliement des nations sur elles-mêmes. En ce qui concerne les Juifs, le Dr Ruppin, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, constatait, il y a quelques années, que « la période des migrations en masse, qui ont transformé la vie juive dans les cinquante dernières années, doit être regardée comme close. L'émigration peut tout au plus retirer 30 à 40.000 Juifs par an d'Europe orientale, c'est-à-dire un tiers seulement de leur augmentation normale de population [pour tous les pays de l'Europe orientale]. C'est une question de savoir si, dans ces conditions, la position économique des Juifs en Europe orientale, en Pologne spécialement, n'est pas menacée d'une véritable catastrophe, puisque, pendant les cinquante dernières années, seule l'émigration la rendait tolérable ». Même constatation, donc, du côté juif que du côté polonais.

Il apparaît ainsi que, dans l'intérêt de tous, la communauté civilisée doit se ressaisir; un effort spécial doit être fait pour, malgré tout, rendre possible une certaine reprise, la plus large qui se pourra, de l'émigration juive, je dis de l'émigration juive librement consentie : comment cela ? D'une part, grâce au sionisme, pour lequel, au surplus, le gouvernement polonais s'est longtemps montré favorable (mais vous savez les difficultés actuelles du foyer palestinien, et qu'il ne peut malheureusement recevoir qu'un faible contingent d'immigrants); d'autre part, en obtenant que les nations, en particulier certaines grandes nations d'outre-Atlantique aux territoires faiblement peuplés, reprennent, moyennant une organisation internationale appropriée, et au

besoin un statut approprié des immigrés, une politique d'immigration plus large (1); enfin en recourant, s'il le faut, au peuplement de certains territoires coloniaux.

Je ne sais si le gouvernement français voit dès main-tenant avec beaucoup de faveur des projets tels que ce-lui d'ouvrir soit Madagascar, soit une autre terre colo-niale à un certain nombre d'émigrés juifs venus de Po-logne; je suppose qu'il attend là-dessus des propositions fermes et bien élaborées. Si ces propositions lui parve-naient, — et sans doute pourraient-elles être conçues de manière à servir aussi les intérêts de notre pays, — il serait souhaitable qu'il leur fît bon accueil. Et le même souhait s'adresse aux autres puissances coloniales (2).

Il n'y a pas à considérer seulement ici le problème démographique juif en lui-même, il y a à considérer la menace horrible qu'y ajoutent les passions antisémites aveuglément entretenues par certains gouvernements. Si une absorption, à répartir sur quelques décades, d'un certain contingent de population juive pouvait être dès maintenant envisagée et décidée, non seulement un sou-lagement réel, quoique partiel, s'ensuivrait pour les po-pulations, juives et non-juives, d'Europe orientale, mais peut-être aussi, politiquement et psychologiquement une sorte de désamorçage des passions antisémites au

(1) Sur ces problèmes considérés en général et indépendamment de la question juive, voir *L'Homme Réel*, février-mars 1936, et divers articles de Mme Magdeleine Paz et de Mme Ancelet-Husta-che. En France, un projet de loi pour un statut juridique des immigrés a été déposé le 11 décembre 1934.

(2) Si l'on considérait dans toute son ampleur le problème démo-graphique de l'Europe, c'est peut-être à l'idée d'un aménagement général de la mise en valeur et du peuplement de vastes territoires de colonisation, pour l'avantage commun des peuples indigènes et des peuples d'Europe, que l'on serait conduit; mais une telle idée suppose une véritable communauté européenne, et là encore l'éco-nomique apparaît comme dépendant du moral et du politique.

rait-il chance de se produire dans les pays où elles sont actuellement au paroxysme.

J'ajoute que la folie de l'antisémitisme se découvre ici d'une façon bien frappante : d'une part, il persécute les Juifs pour les forcer à émigrer, alors que les Juifs ont toujours donné un pourcentage élevé d'émigration et en sont empêchés aujourd'hui par un obstacle matériel : la fermeture générale des frontières; d'autre part, en confirmation d'une remarque que nous faisions au début de cette conférence, il apporte lui-même un empêchement de plus à cette émigration qu'il désire, comme, en général, à tout aménagement réel, quel qu'il soit, du problème juif : il est clair, en effet, que l'émigration, comme tout autre arrangement, suppose le concours des Juifs eux-mêmes, et donc une atmosphère d'entente et de collaboration. Bien plus, il ne semble pas qu'en l'état actuel de l'économie des divers États, les difficultés présentées par l'émigration, en particulier dans les territoires de colonisation, puissent être résolues si les organisations internationales de secours juives ne sont pas disposées à financer en partie l'établissement des émigrés sans ressources.

Mais quoi! A l'égard des persécutions antisémites, le remède dont nous venons de parler, l'émigration, n'est, à mettre les choses au mieux, qu'un palliatif. Y a-t-il autre chose à considérer? Il y a que la grande masse des populations juives doit de toute nécessité rester là où elle est. On ne peut pas expulser des millions d'hommes pour en faire des errants et des sans-patrie, va-t-on les faire mourir de faim? Va-t-on les massacrer tous? Plus l'opinion publique sera partout informée et alertée, plus on peut croire que la persécution perdra ses chances. En droit, les populations juives peuvent en appeler

aux garanties constitutionnelles et aux garanties internationales qui leur ont été reconnues. Et c'est aux gouvernements des pays pour lesquels le mot justice a encore un sens d'agir, appuyés par leur opinion publique pour faire respecter les traités revêtus de leurs signatures. La Société des Nations (qui s'est montrée si faible dans le cas de Dantzig, pour ne pas parler des autres a déjà été saisie du cas des Juifs de Roumanie. Le États-Unis ont fait beaucoup et peuvent beaucoup pou la protection des populations juives.

Et après cela ? Après tout cela il est loisible d'espérer que s'il réussit à éviter une catastrophe générale, o peut-être après avoir passé par elle, le monde civilis tout entier connaîtra un ordre plus juste, et substantiellement nouveau : car il semble que les choses en son au point où rien ne peut être guéri si tout n'est pa changé. Cette constatation n'apporte pas grand secour à ceux qui sont *aujourd'hui* dans les tourments.

Eh bien! il reste de nous tourner les uns et les autres Juifs et Chrétiens, vers les puissances invisibles qui habitent le cœur de l'homme; vers les sources de l'histoire, qui sont en nous, pour purifier ces sources.

Si nous savions à quel point les événements exté rieurs et la forme des choses dépendent des invisible figures que dispose en nous notre liberté, nous aurion une plus grande confiance dans les moyens de l'esprit

Du même coup, nous renoncerions à combattre l haine avec la haine. Nous comprendrions ce qu'est comme un Gandhi l'a si souvent affirmé, à l'égard de choses mêmes de la vie politique et sociale, la forc réelle de l'amour et de la vérité.

Qu'il nous soit permis d'adresser un appel spécia

aux amis que nous avons en Pologne. Ils savent que j'ai été attentif à ne rien dire aujourd'hui qui pût les blesser. Si la Pologne parvient à surmonter, dans un grand sursaut de ses forces les meilleures, les conflits en apparence irrémédiables auxquels le problème juif donne lieu chez elle, c'est un grand exemple qu'elle aura donné à l'Europe.

Selon les paroles du Président du Conseil polonais que je rapportais tout à l'heure, il n'y a pas de place chez les Polonais pour les luttes de race. Qu'ils considèrent que l'union de tous les éléments de leur population est nécessaire, plus que partout ailleurs, à la prospérité de leur pays. Qu'ils se rappellent les déclarations du maréchal Pilsudski lors de la réouverture de l'Université de Varsovie, affirmant qu'après avoir souffert pendant plus d'un siècle l'oppression et la persécution, les Polonais ne pouvaient admettre chez eux les haines entre groupes de nationalité et d'origine différentes. Il y a en Pologne un problème réel, et il est avant tout d'ordre économique et social, les vraies solutions sont à chercher dans le progrès de la justice sociale et de l'équipement économique; et, dans cette voie, la coopération des éléments juifs n'est pas à négliger.

S'ils mettaient à construire et à inventer le même feu qu'à se contrarier, il y aurait moyen pour Juifs et non-Juifs de vivre sur la même terre, dans une commune pauvreté peut-être, et de s'aider dans un travail fraternel. « Juifs et Polonais, a-t-on dit, doivent s'arranger bon gré mal gré pour vivre ensemble, puisque la destinée les y force. » Ils s'arrangeront plus utilement pour le pays s'ils s'arrangent *de bon gré.* Même à l'égard des choses économiques, la question est ici premièrement d'ordre moral.

Entrant à fond dans les raisons de l'Église catholi-

que, qui ont porté leurs évêques à condamner, à la suite du Pape, le chauvinisme, le racisme païen, l'antisémitisme en même temps que le communisme, puissent les catholiques polonais comprendre qu'il ne suffit pas de s'abstenir, au spirituel, de haïr les Juifs comme tels, tout en accordant par ailleurs à leurs ennemis les légendes, les préjugés, les arguments passionnés au nom desquels on les persécute au temporel, mais qu'il nous faut, selon la commune vocation chrétienne et humaine, descendre avec la grâce de Dieu et sa justice au plus profond des douleurs et des conflits terrestres, et de celui-là comme des autres! Alors ils donneraient ses chances à la justice; et beaucoup d'autres choses viendraient par surcroît.

Quant à nous autres, où que nous soyons, notre responsabilité à tous est engagée dans la mesure où, ainsi que je le disais tout à l'heure, le drame de l'histoire humaine est comme la projection sensible de ce qui s'accomplit en nous. Il n'y a rien de plus urgent que le travail secret par lequel, et d'abord en eux-mêmes, ceux qui ont *un peu de foi* remontent le niveau de l'énergie spirituelle dans l'humanité. Ce travail est efficace, il porte ses fruits tangibles plus rapidement qu'on ne croit.

Pour attiser le feu mauvais qui consume les peuples il y a, dans l'Europe d'aujourd'hui, ceux qui veulent l'extermination et la mort, et d'abord l'extermination des Juifs, — car c'est bien de cela qu'il s'agit, n'est-ce pas, en définitive? — et qui, sous l'appareil stupide du scientisme raciste ou des documents forgés, dissimulent aux autres hommes, et parfois à eux-mêmes, l'espoir fou d'un massacre général de la race de Moïse et de Jésus. Ce massacre reste un songe; les germes de haine dont s'emplit l'atmosphère sont une réalité. Il faudrait

beaucoup d'amour, d'esprit de justice et de charité pour assainir cette atmosphère.

Il se fait de nos jours, pour des fins politiques, un singulier abus des noms qui nous sont chers, et dans lesquels l'homme le plus accablé espère encore. En certains pays on *achète chrétien* pour boycotter le commerce juif. Tout en haïssant l'Évangile, les courants dominants du national-socialisme allemand se déclarent *chrétiens* contre le Pape et les églises. Le parti de M. Goga s'appelle, si je ne m'abuse, *national-chrétien*; celui de M. Cuza, « Ligue de défense *chrétienne* ». Il y aura peut-être un jour un racisme chrétien, comme des Thor et des Odin de la civilisation chrétienne, comme de l'ypérite chrétienne ou des bombardements chrétiens de villes ouvertes. Blasphémée par les uns, profanée par les autres, c'est à qui chassera de cette malheureuse planète la sainteté de Dieu. Le désespoir où beaucoup d'âmes risquent d'être jetées par ces choses est lourd de malédiction. Ce n'est pas ainsi que la civilisation chrétienne demande à être défendue. Je ne crois pas céder à un mouvement d'amour-propre national en disant que les catholiques de France ont entendu avec une particulière ferveur ce que le Pape Pie XI disait récemment à leurs évêques : « La prédication de la vérité n'a pas fait faire beaucoup de conquêtes au Christ : elle l'a conduit à la Croix. C'est par la charité qu'il a gagné les âmes et les a entraînées à sa suite. » Il n'y a pas d'autres moyens de gagner notre âme, et les âmes, et un peu de paix pour le monde.

JACQUES MARITAIN.

NOTES ET RÉFLEXIONS

La correspondance de Pierre de Bérulle

M. J. Dagens nous assure que la publication qu'il présente (1) n'est pas de celles qui changent la physionomie d'un personnage et que le Bérulle qui apparaît ici est le même, en substance, que les lettres déjà livrées au public, en dépit de leur édition assez notablement défectueuse, révélèrent.

Il n'est pourtant pas indifférent d'établir à la perfection le texte authentique des lettres d'un grand homme, c'est-à-dire, comme toujours, de quelqu'un qui s'impose du premier coup avec ses traits essentiels, mais dont les traits secondaires apparaissent de plus en plus complexes et résistent curieusement à l'analyse. Le cardinal de Bérulle est de ceux-là, et l'on voudrait rassurer M. Dagens, qui paraît s'être laissé un peu trop émouvoir par certaines critiques. Il n'est pas un seul historien, digne de ce nom, qui n'accorde de la grandeur à celui dont un saint François de Sales envia la vertu. On peut discuter pour désigner le point où cette grandeur atteint son apogée et à partir duquel elle décline. Il est possible, d'autre part, qu'un historien qui ne serait pas en même temps un chrétien ne voie ici qu'un personnage de second plan, inférieur, par exemple, à un Richelieu. Mais M. Dagens s'adresse au jugement d'une histoire intégrale et qui tient compte, dans leur ordre, de toutes les valeurs. Personne ne saurait se placer à ce point de

(1) *Correspondance du Cardinal Pierre de Bérulle,* éditée par Jean Dagens, professeur à l'Université de Nimègue. Tome Ier. Paris, Desclée de Brouwer, 1937.

vue sans reconnaître que Bérulle est grand. Personne, donc, ne considérera comme inutile le travail, d'ailleurs parfaitement conduit, objectif, sobre, exact à souhait, qui va désormais permettre de retracer jusque dans le détail les lignes de cette noble physionomie.

Paraîtra-t-elle plus aimable, plus séduisante? Non, sans doute. Aujourd'hui comme autrefois, elle est faite pour inspirer plus d'admiration que de sympathie. Si quelqu'un incarne le type, d'ailleurs outrageusement stylisé par les manuels, du spirituel de l'École française, c'est bien ce Pierre de Bérulle, qui passe même pour en être le prototype. Il est austère, composé, plus raisonneur que raisonnable, et l'exagération qu'il combat de toutes ses forces dans le domaine de l'imagination et de la sensibilité, il y cède volontiers quand il fait ou prétend faire de la logique, quand il « discourt ». Il lui arrive ainsi d'être un peu confus, comme il lui arrive, dans l'action, d'allier un peu bizarrement la piété et les affaires.

Cette légère inharmonie le distingue de ses illustres amis : saint François de Sales et le P. Coton, qui paraissent souvent dans sa correspondance. Du premier on sait, de reste et depuis longtemps, qu'il fut une merveille d'équilibre humain et chrétien. De l'autre, on sait aussi qu'il réalisa presque à la perfection la difficile alliance de l'humanisme et de la piété, mais le rôle qu'il joua aux côtés de Bérulle et le contraste qui éclate, assez vif, entre les deux caractères ne peuvent que renforcer le jugement de l'histoire. M. Dagens a reproduit de lui quelques lettres qui laissent une impression très agréable de finesse et de solidité. On se prend même à regretter qu'il ne se soit pas trouvé alors beaucoup d'autres gens de cette espèce; nul doute qu'on eût évité un certain nombre de querelles, plus ou moins pénibles, voire quelques hérésies.

Ce qui, du moins, est assuré, c'est que si tous les Jésuites avaient alors ressemblé au confesseur de

Henri IV, nous n'aurions pas à déplorer la polémiqu
plus qu'inélégante qui les opposa, comme on sait, à no
tre cardinal. M. Dagens, dont le jugement rejoint ic
celui de l'abbé Bremond, ne peut que blâmer les excè
qui se commirent dans les deux camps. « C'était, dit-i
à propos du *Mémoire* adressé à Richelieu, la ruptur
rendue publique; c'en était fait de l'unité et de la bonn
entente qui avaient caractérisé jusque-là l'œuvre de res
tauration et de réforme du catholicisme français (1).

Il faut également se garder d'un jugement trop caté
gorique dans l'affaire des carmélites espagnoles et d
l'incroyable tumulte qui s'ensuivit. Les lettres de cett
époque prouvent, d'abord, que l'activité de Bérulle, s
importante qu'elle fût, le céda toujours, pour l'essentie
aux initiatives de Mme Acarie et de Quintanadoine d
Brétigny. « Il n'est, dit M. Dagens, qu'un chargé d
mission (2). » A son accomplissement, toutefois, il ap-
porte le zèle le plus fervent, le plus tenace, — parfoi
aussi le plus naïf, car il fallait une belle candeur pou
s'étonner comme il le fait (3) de la résistance des Car
mes... On peut même se demander si, dans la suite e
peu à peu, il n'a pas cherché à imposer davantage s
personnalité; car il n'y a pas ici de Bérulle fondateur
mais il y a un Bérulle formateur, éducateur, inspirateur
et qui paraît peu disposé à s'effacer devant d'autres in
fluences. Nous ne voulons pas ranimer une controvers
qui s'est éteinte d'elle-même et qui, d'ailleurs, a trouv
récemment son épilogue canonique; mais, à présent qu

(1) *Op. cit.*, Introduction, p. xxv. L'attitude de la Compagnie s
comprend plus facilement si l'on réfléchit qu'à ce moment de so
histoire elle est à la fois en état de croissance et de défense, ave
le double sentiment de sa force intérieure et d'une certaine fai
blesse en présence des événements ou de ses ennemis. Elle ne pou
vait pas ne pas prendre ombrage de ce qui, en fait, constituait un
nouvelle menace.

(2) *Op. cit.*, Introduction, p. XVI.

(3) Voir, par exemple, les lettres 30 et 32 à Madame Acarie.

les données historiques sont en pleine évidence, il est permis de se demander à quel point l'infusion de l'esprit bérullien dans les nouveaux carmels français respectait l'esprit de sainte Thérèse et de saint Jean de la Croix. On a beau tenir compte des difficultés qui venaient des habitudes et du caractère des fondatrices espagnoles, le fait qu'il ne s'en est pas trouvé plus d'une, Isabelle des Anges, pour accepter ou supporter la direction de Bérulle est un indice qui porte à réfléchir.

Doit-on reconnaître, dans l'affaire du mariage anglais, le même mélange d'autorité et de gaucherie? Moins indulgent sur ce point que d'autres biographes de Bérulle, M. Dagens nous autorise à présumer qu'une attitude plus souple aurait été plus efficace. C'était, dit André Maurois, une « grande erreur que de faire venir en un pays encore tout frémissant de la conspiration des poudres une reine catholique suivie d'une maison étrangère... La petite reine de quinze ans prenait contre les Anglais le parti de sa suite. Elle allait prier, au pied des gibets de Tyburn, pour les martyrs catholiques (1)... » Ce que, du moins, tout le monde devrait accorder, c'est que cette maladresse — si maladresse il y eut de la part de Bérulle — ne manquait pas de noblesse. Il s'en fallut de très peu que notre négociateur ne s'élevât ici au niveau de ces grands prélats qui ont paru, de siècle en siècle, dans l'Église pour imposer ou, faute de mieux, opposer les principes de la foi aux roueries de la politique. Peut-être même est-ce dans ce domaine et par cet effort, très supérieur à celui de Richelieu, de politique chrétienne, qu'il est le plus capable de gagner la confiance de notre temps. Le libéralisme qui sépare injustement les deux cités, et que les Souverains Pontifes, depuis plus d'un siècle, nous invitent à écarter rigoureusement, est absolument inintelligible à un Bérulle, — comme, d'ailleurs, à un saint Charles Borromée, à un saint

(1) *Histoire d'Angleterre,* liv. V, chap. III, p. 407.

François de Sales. Il a, dit M. Dagens, des « vues universelles (1) ». Il est « animé de l'esprit de croisade ». Croisade qui entend se faire en collaboration étroite avec le pouvoir temporel et qui n'a rien d'une entreprise théocratique, croisade avec le roi, dont le pouvoir, sans être proprement religieux, est cependant intimement lié, et pas seulement soumis, au gouvernement de l'Église.

Laissons cependant les « grandes affaires ». De plus grandes nous sollicitent. Ce sont, d'abord, les lettres où Bérulle transmet ses directives de gouvernement intérieur aux maisons oratoriennes et carmélites, et où l'on voit paraître — nouveau trait de modernité — un goût prononcé pour les dévotions, plus ou moins organisées et réglées, qui se développent à côté des formes traditionnelles de la piété. Tel est, par exemple, ce « vœu de servitude » qui lui attira les plus graves ennuis et dont on aurait le droit de lui faire grief s'il ne nous avait valu l'immortel *Discours des grandeurs de Jésus*.

C'est, ensuite, une certaine indépendance, voire une certaine défiance de l'état religieux. « Le seul point, remarque M. Dagens, sur lequel il y ait accord entre [Jansénius et Bérulle], c'est la nécessité de défendre l'autorité des évêques contre les empiétements des réguliers (2). » Bérulle est, peut-on dire, ardemment séculier. Non pas qu'il conteste aux religieux le droit de prétendre à une situation privilégiée par rapport à la conquête d'*une certaine perfection*, mais il se place surtout au point de vue de l'action apostolique, et, ouvertement, il regrette que celle-ci ait passé aux mains des réguliers. Ce sont, dit-il, « mains étrangères ». Les religieux « sont étrangers au ministère ». Il semble bien que cette idée soit à la base de son effort d' « institution de prêtrise » et de tout ce qu'il a dit, écrit et fait pour

(1) Introduction, p. XX.
(2) *Ibid.*, p. XXXII.

la restauration du prestige du prêtre en tant que prêtre. Qu'on lise, par exemple, la lettre adressée en 1617 à Hugues Quarré : « Quant à l'état de notre Congrégation, c'est une Congrégation de prêtres assemblés... pour se disposer à la perfection de l'état de prêtrise selon son premier usage... Nous n'exceptons aucune fonction ecclésiastique, comme aussi nous n'en affectons aucune, les embrassons toutes comme étant propres et essentielles à la prêtrise... L'état de prêtrise requiert et porte de soi-même perfection, encore que ce ne soit pas perfection religieuse... Dans le diocèse, nous portons le secours et aide que portent les familles religieuses, et nous y ôtons cette incommodité que quelques-uns y trouvent en ce qu'ils sont *corps séparés du corps ecclésiastique, qui est le premier et le fondamental* (1)... » Il déplore que l'unité de l'ordre simplement sacerdotal ait été brisée, de sorte que « l'autorité est demeurée aux prélats, la sainteté aux religieux et la doctrine aux académies (2) ». Le temps lui paraît venu de faire du nouveau en restaurant l'unité primitive. Il faut tout rassembler autour du prêtre, du simple prêtre, et ainsi repartir à la conquête chrétienne du monde, — car Bérulle, que l'on prendrait volontiers pour un homme de prière, et rien que de prière, nous apparaît plutôt, finalement, sous les traits d'un homme possédé de l'esprit d'apostolat, actif plutôt que contemplatif. Il faut donc « ne s'arrêter à aucun esprit particulier »; cela en théologie dogmatique comme en spiritualité proprement dite, et la faveur qu'on accordera à saint Thomas pourrait bien ne venir que de ce qu'il est, justement, le plus « commun » des docteurs. Si l'on peut, enfin, on établira un corps de doctrine nouveau, en fonction de cette idée centrale de la prédominance et de la suffisance du sacerdoce. « Leur instinct, a écrit Bremond en joignant à Bérulle ses pre-

(1) Lettre 136, pp. 235-237.
(2) Cf. *Œuvres,* éd. Migne, pp. 1473-1475.

miers disciples, leur instinct, ou plutôt leur grâce, les détourne, souvent malgré eux (?), des ordres déjà connus, les pousse à tenter des routes nouvelles (1). » Aussi arriva-t-il que des adversaires leur donnèrent le nom d' « anti-votistes ». C'était, assurément, une injustice, et cette vocation non-religieuse n'était pas, en principe, antireligieuse. En fait, cependant, il arrivait qu'elle jouât ce rôle, ou, du moins, qu'elle professât une abstention, un silence, qui étaient un peu offensants. On prenait garde à ne pas attaquer les ordres religieux ; mais on était remarquablement économe de louanges à leur endroit. Pour le dire en passant, ce n'est pas là une des moindres raisons qui expliquent qu'une réforme, pourtant vigoureuse et brillante entre toutes, comme la réforme dominicaine du P. Michaëlis, ait passé alors au second ou troisième plan, et qu'un Louis Chardon, malgré les gages d'orthodoxie bérullienne que contient la *Croix de Jésus,* soit demeuré dans la pénombre. La publicité jouait au profit d'autres œuvres et d'autres livres. Il en sera de même après la mort de Bérulle.

Il fallait, d'ailleurs, que cette position impliquât une vérité bien nécessaire et qu'elle fût défendue par de bien saintes gens, car nous ne constatons pas — ou guère — qu'elle ait éveillé sur-le-champ les réserves qui nous paraissent aujourd'hui s'imposer (2). Nous ne voyons pas qu'on se soit avisé de lui objecter que l'idée de sacerdoce chrétien peut revêtir, malgré son unité d'origine et de fond, plusieurs aspects statiques et dynamiques, qu'il est légitime d'en servir « particulièrement » l'un ou l'autre, et qu'il est même assez difficile, pour ne pas dire impossible, d' « embrasser » à la fois

(1) *Histoire du sentiment religieux,* t. III, p. 181.

(2) Il n'est peut-être pas sans intérêt de noter que s'il y a ici une exception à faire, c'est au profit de la Compagnie de Jésus qui éleva les plus vives protestations. Ce n'est pas le seul cas où elle apparaît alors plus proche des « anciens » que des « modernes ».

« toutes les fonctions de l'état ecclésiastique ». Le fait est, d'ailleurs, que l'esprit bérullien ne tarda guère à se distinguer, et pas seulement en ce sens qu'il était ou voulait être universel...

Mais c'est justement une des gloires de Bérulle et de sa descendance d'avoir toujours imposé le respect. Son essai d' « ordre nouveau » pouvait être un peu incomplet et méconnaître d'autres valeurs, il suscitait une invincible admiration.

S'il nous fallait dire de quoi, au juste, celle-ci était faite, peut-être soulignerions-nous, plus encore que l'effort de nouveauté, un effort d'*intériorité*. Jamais, sans doute, on ne s'appliqua aussi volontairement et systématiquement à vivre d'une vie « intérieure » et à agir même dans un certain esprit d' « intériorité ». Dans une lettre de 1615, le feuillantin Dom Sans de Sainte-Catherine remarque que les autres « Congrégations de prêtres réguliers qui sont en cette ville de Rome » n'approchent pas, à ce point de vue, du nouvel Oratoire. « A mon petit jugement, dit-il à Bérulle, vous n'aurez besoin d'aucune de ces Congrégations pour mieux appuyer et autoriser la vôtre, mais, au contraire, maintes choses de l'esprit de votre institution leur seront nécessaires... tant on y voit d'extériorité et peu d'intériorité (1). » C'est ce qu'il représente au Pape, ajoutant même ceci, qui rejoint nos remarques précédentes : « ... je lui ai touché d'une autre [affaire] que je vais il y a longtemps pensant en mon esprit pour le bien des réguliers qui est de la nécessité que les religieux ont d'acquérir le bon esprit intérieur, par faute duquel plusieurs Ordres et Congrégations servent, ce semble, aujourd'hui plus à la justice de Dieu qu'à sa miséricorde, à cause d'infinies âmes qui s'y perdent... » (2). Témoignage som-

(1) Lettre 113, pp. 202-203.
(2) P. 203.

maire, certes, mais qui aide à comprendre l'histoire de l'Église de France au XVII[e] siècle. Il fut entendu très vite et assez universellement que la vie religieuse était en décadence, parce qu'elle n'était pas assez « intérieure ». Ce qui était vrai, mais ne l'était que d'une certaine manière qu'on oubliait un peu de définir. Et on se persuada, à la suite de Bérulle, que pour lui rendre ou lui donner cette « intériorité », il fallait user de moyens également « intérieurs », dûment catalogués, dosés et intégrés dans un système de théologie spirituelle. Les réformes s'étaient faites autrefois en ranimant l'esprit propre à chaque Ordre et son idéal particulier, en restaurant ses observances et en le replongeant dans le grand courant, liturgique et théologique, de la vie de l'Église. La plupart des réformes du XVII[e] siècle se feront sous l'influence de personnages plus ou moins étrangers aux familles religieuses elles-mêmes, et par l'adjonction de méthodes d'oraison, de dévotions (au pluriel) et de retraites, qu'on pourrait appeler *méthodes d'intériorité*.

Il arrive aujourd'hui que l'on passe un peu facilement de cette constatation à des critiques plus ou moins âpres. Mais les contemporains sentaient mieux que nous la noble pureté de ces grandes âmes et, par-dessus tout, l'opportunité foncière de leur action. Car les prétentions « intérieures » d'autres « Réformés » appelaient une réplique du même ordre.

Elle fut donnée d'une façon éclatante. On dirait même que Bérulle et les siens eurent quelque conscience de la grandeur de leur rôle providentiel, et on est frappé de voir, par exemple, comme ils le prennent de haut avec leurs adversaires quand ils se lancent dans la controverse (1). Non, ils ne se sentent pas humiliés, et il importe de s'en souvenir quand on lit les doléances d'un

(1) Voir les lettres à M[me] de Mazancourt; en particulier la lettre 47, pp. 99-100.

Bourdoise, les gémissements d'un saint Vincent de Paul sur la misère du clergé et du peuple fidèle. Ils ont conscience, au fond, de la vitalité qui n'a cessé d'animer le grand corps chrétien et du sang généreux qui coule dans leurs propres veines.

« C'est chose rare, a dit Bérulle, que des saints en France (1). » Or, ceci ne fut plus vrai à partir de Bérulle.

FRANÇOIS FLORAND, O. P.

La persécution religieuse au Mexique

Cette année, la grande presse a publié en maintes occasions des communiqués suivant lesquels l'ère des persécutions religieuses au Mexique serait terminée ou presque. Des communiqués de ce genre sont de nature à tromper l'opinion publique. Même quand les agences couvrent leurs communiqués de l'autorité de personnalités ecclésiastiques, il arrive qu'on y déforme ou qu'on y interprète d'une manière tendancieuse les paroles de ces personnalités, quand on ne les invente pas de toutes pièces. Nous voudrions, dans ces quelques pages, brosser un tableau aussi fidèle que possible de la situation religieuse au Mexique depuis l'hiver dernier (2).

(1) Lettre 179, p. 313.

(2) Cet article étant la suite de ceux parus dans *La Vie Intellectuelle* des 25 octobre et 10 novembre 1936, nous ne reviendrons plus sur certains détails déjà signalés.

Abréviations. — Les références sont indiquées comme suit : *R. C.* = *Revista Católica*, de El Paso, Texas. — *P.* = *La Prensa*, journal indépendant de Mexico. — *E.* = *Excelsior*, journal indé-

Vers la fin de 1936, la liberté n'existait que sur le papier.

Au mois d'août 1936, dans une protestation publiée par l'agence catholique de Washington, l'épiscopat mexicain constatait que, contrairement à la Constitution, plusieurs prélats étaient exilés du pays ou de leurs diocèses respectifs; — qu'il était absolument interdit d'exercer le ministère pastoral dans les États de Tabasco, Sonora, Colima, Campeche, Chiapas, etc.; — que, contrairement à la loi, qui demandait uniquement au prêtre qu'il soit Mexicain de naissance, les États de Tabasco, Campeche et Chiapas n'autorisaient le ministère pastoral que si les prêtres se soumettaient à des conditions absurdes.

Suivant les calculs effectués par des enquêteurs de la *National Catholic Welfare Conference*, le nombre des prêtres autorisés dans les États les moins intolérants était à la même époque de 576. (Et plus de quinze millions d'habitants se sont déclarés catholiques-romains au dernier recensement fédéral de 1930 !) Le nombre de prêtres autorisés resta sensiblement le même jusqu'en 1937.

Les arrestations de catholiques étaient fréquentes.

Les descentes de police et les arrestations se succédèrent sans relâche durant les derniers mois de 1936. Qu'il suffise d'en citer quelques-unes.

Le 10 novembre, grand scandale à Guadalajara : la police découvre au 967 de la rue J. Guadalupe Montenegro un couvent de femmes menant clandestinement la vie religieuse. Un prêtre qui y dit la sainte messe est arrêté, ainsi que la Mère Supérieure, neuf novices et trois servantes. Après quelques heures d'arrêt, religieuses et servantes sont chassées brutalement, sans même avoir le temps d'emmener quoi que ce soit. Au nom du gouvernement, un détachement de soldats accompagnés de leurs femmes prend pos-

pendant de Mexico. — *U.* = *El Universal*, journal indépendant de Mexico. D'autres journaux, cités moins souvent, sont indiqués en toutes lettres dans le texte de l'article.

session de l'immeuble (*R. C.*, 6-12-36) tandis que les religieuses, sans ressources aucunes, errent dans les rues jusqu'à ce que la charité des catholiques leur vienne en aide.

De même, des soldats du gouvernement mexicain vexent et malmènent, à bord du *Durango*, quatre-vingts religieuses rapatriées d'Espagne, pendant les cinquante et quelques jours que dure la longue traversée avec force escales, au point que plusieurs Sœurs parvinrent au Mexique épuisées et malades (*P.*, 21-11-36).

Le 23 novembre 1936, deux manifestes émanant, l'un de la *Ligue Nationale pour la Défense de la Liberté religieuse* (L.N.D.L.), l'autre de l'armée des *Libertadores* (1), étaient remis au Procureur Général de la République, sans qu'ils aient eu, du reste, un grand retentissement (*P.*, 24-11-36; *Firmes*, 29-11-36), si ce n'est de faire répéter dans les milieux gouvernementaux qu'une formidable conjuration était en train de gagner tout le pays. Il y allait, disait-on, de la vie du régime socialiste au Mexique. On arrêta au hasard plusieurs catholiques de Mexico et de Guadalajara, qu'on relâcha cependant quelques jours après, pour ne pas trop s'exposer aux critiques du bon sens populaire.

Un peu plus tard, à Tlálpam, un groupe d'employés du ministère de l'Intérieur et de militants communistes, sous la direction de l'écrivain Germán List Arzubide, s'emparait, en dépit de la Constitution Fédérale qui autorise l'Église à ouvrir des séminaires pour la formation du clergé, du presbytère, après en avoir chassé brutalement des séminaristes qui s'y trouvaient pour leur formation théologique (*P.*, 25-12-36). Les catholiques de Tlálpam ont pu obtenir dans la suite la réouverture de l'église fermée et la restitution des bâtiments paroissiaux dont le gouvernement s'était finalement déclaré possesseur (*R. C.*, 7-2-37).

(1) L'activité des *Libertadores* est présentement quasi insignifiante, surtout depuis l'assassinat d'un de leurs chefs, le général Lauro Rocha. Il ne faut pas confondre les *Libertadores* qui luttent pour la religion et la famille avec les nombreuses bandes de rebelles à la solde d'aventuriers ou de politiciens ambitieux, dont les doctrines sont rarement soutenables. Il y a enfin les rebelles de profession qui sont capables d'accomplir les pires cruautés. Pour le moment, tous ces rebelles ne donnent aucun souci à l'État.

Les grèves scolaires, spécialité mexicaine (1).

Depuis plusieurs années, les instituteurs reçoivent leurs traitements avec beaucoup de retard, et, souvent, ne les reçoivent pas du tout. Les États mexicains, ruinés par des années d'anarchie et de révolutions, ne sont plus à même de les rétribuer régulièrement. Aussi ces instituteurs sont-ils presque continuellement en grève, grèves à ajouter à celles des cheminots, mineurs, électriciens, chauffeurs et autres ouvriers qui bouleversent à tour de rôle la République mexicaine. Le tableau ci-dessous donne une petite idée des difficultés que rencontrent les socialistes mexicains dans leur réforme scolaire et aussi de l'anarchie qui règne dans ce malheureux pays. Nos citations se rapportent aux mois de novembre et décembre 1936 et de janvier 1937 :

1. Les maîtres des États de Jalisco et Puebla se plaignent qu'on ne les paye point (*E.*, 8-11-36).
2. Faits semblables à Guayamas, à San Pedro de las Colonias et dans l'État de Sonora (*P.*, 11-12-36).
3. Le gouvernement de l'État de Sonora emprunte au gouvernement fédéral 80.000 pesos pour payer ses maîtres (*P.*, 26-12-36).
4. A Hermosillo, capitale de l'État de Sonora, on disperse de force une assemblée d'instituteurs en leur déclarant ouvertement que l'État, en banqueroute, ne peut leur payer les salaires auxquels ils ont droit (*P.*, 27-12-36).
5. Dans l'État de Coahuila, 30.000 enfants seront sans école par suite de la grève de 669 instituteurs qui suspendent leurs cours jusqu'à ce que le gouvernement accède leurs réclamations (*U.*, 17-1-37).
6. On craint dans d'autres États des grèves d'instituteurs

(1) Des soviets scolaires, fondés d'abord dans les États de Zacatecas, Vera-Cruz et Yucatán, existent maintenant dans plusieurs autres États. Nous renvoyons à notre article du 10 novembre 1936 ceux qui voudraient plus de détails sur la réforme scolaire. Nous ne reviendrons point sur cette question aujourd'hui, car il n'y a guère que les indications de personnes, de lieux et de temps qui varient dans les renseignements que nous pourrions donner, les scandales sont toujours les mêmes.

qui veulent se solidariser avec ceux de l'État de Coahuila (*E.*, 18-1-37).

7. A peine croyait-on la grève du corps enseignant de Tamaulipas terminée que les maîtres hissèrent le drapeau rouge et noir et déclarèrent faire la grève de la faim jusqu'à ce qu'on leur paye le total des salaires dus (*P.*, 23-12-36).

8. Les maîtres de l'État de Tlaxcala ne sont plus payés depuis plusieurs mois, l'État étant en banqueroute (*P.*, 15-1-37).

9. Le 24 décembre arrivent à Mexico, en caravane de la faim, — *en caravana de hambre*, — 150 maîtres de l'État de Hidalgo qui n'ont plus touché de salaire depuis douze mois (*U.*, 24-12-36).

10. Les maîtres des États de Campeche, Tabasco et Yucatán se déclarent également en grève (*P.*, 16-1-37).

Toutes ces difficultés ont contribué à l'échec de la réforme scolaire au Mexique. Les maîtres socialistes, qui ont payé cher leur dévouement à la cause socialiste (en certains endroits, des rebelles de profession sont allés jusqu'à couper les oreilles aux instituteurs socialistes), se montrent plus lents à suivre les directives de Mexico quand les salaires ne leur sont pas versés régulièrement. Les tristes procédés que nous signalions dans *La Vie Intellectuelle* du 10 novembre 1936 n'en sont pas abandonnés pour autant. Socialisation et défanatisation de l'enfant par l'école au Mexique signifient encore toujours corruption systématique de la jeunesse.

La persécution en 1937.

Ainsi, l'année 1936 se terminait au milieu des vexations traditionnelles et de désordres sans fin. Et c'est à peine si l'on aperçut dans cette multitude de méchancetés et de vilenies un geste de tolérance de la part des autorités de l'État de Nayarit. L'évêque et dix-neuf prêtres du diocèse de Tepic reçurent, en effet, l'autorisation d'officier et d'administrer les sacrements dans l'État de Nayarit (*E.*, 17-11-36).

On eut vite l'impression que 1937 continuerait les vexa-

tions de 1936 (1). *El Hombre Libre* notait, dans son numér du 18 janvier 1937, que des prêtres et des laïques catholi ques étaient mystérieusement assassinés. La franc-maçon nerie ne cessait d'établir en quantité d'endroits des liste noires de catholiques qu'on arrêtait, menaçait de mort, e finalement relâchait contre rançon. La grande partie de États, Vera-Cruz, Chiapas en tête, interdisaient toute espèc de culte. La situation empirait, et plus elle devenait inte nable, plus aussi la grande presse nous vantait les senti ments de tolérance des chefs du Mexique rouge. Mais le événements de Chihuahua et d'Orizaba, qu'on essaya va nement de passer sous silence, infligèrent aux mensonge des agences un cinglant démenti.

Le martyre de l'abbé Pedro Maldonado.

A Santa Isabel (État de Chihuahua) vivait un prêtr exemplaire entre tous, le P. Maldonado. Les autorités d l'État, qui ne reconnaissaient qu'un seul prêtre pour to le territoire de Chihuahua, lui avaient interdit toute espèc d'activité religieuse. Mais, comme beaucoup de ses confr res non reconnus, Don Pedro Maldonado continuait de vei ler sur sa grande famille paroissiale, au prix de difficult et vexations de toutes sortes. Il célébrait souvent la saint messe et administrait les sacrements clandestinement.

Les socialistes et les communistes de Santa Isabel, qu n'ignoraient rien de son zèle pastoral, avaient déjà port contre lui une sentence de mort et attendaient, pour s'e débarrasser, qu'une occasion favorable se présentât. L P. Maldonado se savait menacé, d'autant qu'il avait échapp aux balles de ses ennemis un jour qu'il revenait d'avo assisté un mourant dans les environs de Santa Isabel. U autre jour, les plaintes des autorités et des *pistoleros* d

(1) Voici, à titre d'échantillon, un exemple du zèle dont témo gne parfois le socialisme mexicain. La *Revista Católica* du 7 févrie 1937 annonçait que le ministère des Finances avait interdit la ci culation des billets de 5 et 10 pesos, sur lesquels quelqu'un ava écrit : « Nous ne voulons pas de communisme », « A bas l'éducatio socialiste ». Ces billets, « réactionnaires », furent déclarés sans v leur. Que serait-il arrivé si l'on avait demandé le communisme ?

Santa Isabel, qui accusaient Don Pedro de s'opposer à l'éducation socialiste, devenant toujours plus fréquentes, les autorités gouvernementales avaient, par l'intermédiaire d'un particulier, demandé aux supérieurs ecclésiastiques de retirer le P. Maldonado de Santa Isabel, en raison de son opposition à l'école socialiste et « pour éviter des conflits ». A quoi l'Évêque de Chihuahua avait répondu qu' « en s'opposant à l'école socialiste le P. Maldonado ne faisait que son devoir... ».

Le 10 février de cette année, le courageux curé priait dans son appartement lorsqu'une quinzaine d'individus dûment armés se présentèrent soudain à son domicile. Commandés par le chef des milices armées, Rafael Armendáriz, ils étaient envoyés par le maire, Jesús Salcido, et avaient ordre d'arrêter le prêtre pour violation de la loi sur les cultes.

Aussitôt arrivés, les sbires cernent la maison et déchargent leurs armes contre la porte d'une pièce où s'est réfugié le P. Maldonado. Des femmes qui tentent d'intervenir pour sauver la vie du P. Maldonado sont assaillies de propos dégoûtants et crapuleux. Plusieurs hommes, sous l'effet de l'alcool, menacent de mettre le feu à la maison « pour brûler vif le curé ». Arrêté, ce dernier est conduit à la *Presidencia municipal* sous une pluie d'injures et de coups. A peine les assaillants sont-ils partis en camion avec leur victime qu'un autre camion arrive plein d'hommes armés ayant ordre de « liquider » — *liquidar* — le coupable. Il est trop tard, Don Pedro est en route pour la *Presidencia municipal*, en butte aux mauvais traitements.

Devant le bâtiment de la *Presidencia*, on se jette encore une fois sur le prêtre, on le frappe sauvagement à coups de pistolets et de fusils, on le saisit par les cheveux et on le traîne en tous sens. On l'accuse d'être l'auteur d'un incendie à l'école socialiste, alors que les maîtresses elles-mêmes proclament son innocence. Quant aux paroissiens, accourus pour prêter main-forte à leur curé, on les oblige par la force à se retirer. Cependant que Don Pedro, agonisant, est transporté au premier étage de la *Presidencia*, où maire, employés et gendarmes le frappent encore lâchement et sauvagement (cf. les journaux de Chihuahua, surtout *La Antorcha* du 14 février 1937).

A 11 heures du soir, des gendarmes venus spécialement

de Chihuahua en camion y retournèrent avec le P. Maldonado, horriblement blessé, surtout à la tête, à tel point qu'on le reconnaissait difficilement. Ils le déposèrent mourant à l'hôpital de la *Beneficencia*, et, le lendemain 11 février, à la pointe du jour, le P. Maldonado recevait l'extrême-onction des mains d'un confrère que le dévouement d'une infirmière catholique avait amené à son chevet. Quelques heures plus tard, son cadavre était remis à l'Évêque, la tête dans un état tel que le personnel de l'hôpital avoua n'avoir jamais soigné des victimes d'attentats ou d'accidents aussi horriblement meurtries. C'est en vain qu'on voulut, à la demande de l'Évêque, couper quelques cheveux sur la tête du martyr, il n'y en avait plus, et sur sa face meurtrie pendait un œil que la violence des coups avait arraché de son orbite (informations d'un témoin oculaire).

Plusieurs milliers de personnes, hommes, femmes et enfants, prirent part aux funérailles du P. Maldonado et protestèrent publiquement contre les procédés criminels des autorités et des policiers de Santa Isabel. Une nouvelle manifestation des catholiques amena dans les rues de Chihuahua, la capitale de l'État, plus de vingt mille personnes, dont douze mille hommes, auxquels on avait essayé, mais sans succès, d'interdire l'accès de la ville.

L'attentat d'Orizaba.

Le 7 février dernier, à 6 heures du matin, à Orizaba, un groupe de soixante-quinze personnes assistaient à la messe que célébrait clandestinement l'abbé José-María Flores, lorsque soudain la police survient et tente de s'emparer de la maison par surprise. L'alarme est donnée. Plusieurs personnes se sauvent pour échapper à la prison, et, comme s'il s'agissait de criminels, les gendarmes les mettent en joue et tirent. Leonor Sánchez, jeune fille de quatorze ans, tombe mortellement frappée. Il y a beaucoup de blessés, dont une vieille femme qui mourut peu après de ses blessures. Les autres assistants, blessés et non blessés, sont mis en prison. Mais les assassins ne sont nullement tourmentés par les autorités.

Des milliers de personnes exigèrent des autorités la re-

mise du corps de Leonor Sánchez. Le peuple d'Orizaba fit à la jeune victime d'imposantes funérailles. Des personnes de toutes conditions défilèrent à travers les principales artères de la ville, devant le tribunal et l'inspection de police, devant le palais municipal, portant d'énormes pancartes où l'on pouvait lire : *La population d'Orizaba demande des garanties. — Nous demandons le châtiment des assassins. — Une nouvelle victime de l'injustice*, etc... Les enfants, vêtus de blanc et portant des fleurs, formaient des groupes compacts.

Mais ces funérailles et l'envoi de protestations au président Cárdenas furent suivis d'une manifestation de foi et de fidélité à l'Église comme le peuple mexicain seul sait en organiser quand il conduit à leur dernière demeure ses martyrs. Ces jours-là, dans les rues pleines de monde, retentirent les chants liturgiques et les acclamations pieuses auxquels se mêlent les *Viva Cristo Rey — Viva la Virgen de Guadalupe — Viva el Papa* des croyants. L'enterrement de Leonor Sánchez donna lieu à une manifestation de ce genre. Une foule de quinze mille personnes s'empara de toutes les églises catholiques d'Orizaba que l'État avait depuis longtemps nationalisées, et les cloches annoncèrent au loin la triomphale manifestation de foi des catholiques d'Orizaba.

Les assassins ne furent inquiétés d'aucune façon par les autorités, sous le prétexte que l'on aurait vu les catholiques tirer sur Leonor Sánchez. L'un des assassins, dont l'affaire restait un peu louche, s'en tira à merveille, en... accusant les soixante-quinze catholiques d'avoir violé la loi sur les cultes. (Nous empruntons la plupart des détails relatifs à l'attentat d'Orizaba aux journaux indépendants de Mexico : *Excelsior*, *El Universal*, *El Hombre Libre*, *La Prensa*, numéros du 8 au 18 février 1937.)

Ses répercussions dans l'État de Vera-Cruz.

L'attentat d'Orizaba eut de graves répercussions dans l'État de Vera-Cruz, notamment à Cordoba, Vera-Cruz, Amatlán, Panuco, où les catholiques s'emparèrent des églises que l'État leur avait volées et organisèrent manifestations sur manifestations. Ces églises, l'État les leur reprit aussi-

tôt après, et les catholiques décidèrent alors, ainsi que l'annonçait l'*Associated Press*, en date du 6 mars 1937, de recourir à la résistance passive. Des tracts distribués par toute la ville d'Orizaba recommandaient aux fidèles :

1. De ne pas envoyer leurs enfants dans les écoles de l'État.

2. De ne fréquenter ni théâtres ni spectacles publics.

3. De n'acheter que ce qui est absolument indispensable pour vivre, afin de diminuer le plus possible pour l'État la rentrée de l'argent. De cette façon, les commerçants seraient obligés de faire pression sur le gouvernement, afin de ne pas être acculés à la faillite par une politique toujours plus sectaire (1).

Sitôt dit, sitôt fait. Et les autorités d'Orizaba s'empressèrent de rouvrir deux églises de la ville, le 9 mars (*R. C.*, 21-3-37). Il en est de ces deux églises comme de toutes celles que les autorités mexicaines ont rouvertes là où la présence du prêtre est interdite. On y voit chaque dimanche les fidèles assister dévotement à des cérémonies sans prêtre. Là, comme dans la majorité des États mexicains, soit qu'il n'y ait pas assez de prêtres, soit qu'il n'y en ait pas du tout, l'élite de l'Action catholique remplace le curé... pour autant que faire se peut.

Notons cependant que, tout récemment, les catholiques de l'État de Vera-Cruz ont reçu l'autorisation de rétablir le culte dans la capitale, à Vera-Cruz, et dans la cathédrale de Jalapa (*R. C.*, 22-8-37). L'agence catholique de Washington annonçait dernièrement le retour à Jalapa de l'évêque du lieu, Mgr Rafael Guízar y Valencia. Pour éviter des conflits, ce retour se fit en secret, et, pour la même raison aussi, l'évêque refusa de recevoir les fidèles (*R. C.*, 12-9-37). Il paraît même qu'un agent fédéral du ministère des Finances aurait visité l'église du Carmel à Orizaba pour trouver le moyen d'emmener à Vera-Cruz des objets religieux éva-

(1) Un cas semblable s'est présenté sous la présidence de Plutarco Calles. Les Chambres de commerce de Guadalajara et Puebla avaient supplié Calles d'adoucir ses mesures persécutrices contre les catholiques, une véritable épidémie de faillites menaçant d'envahir quantité de localités. Calles, lui, préféra supprimer les deux Chambres de commerce.

lués à vingt mille pesos. A Jalancingo, dans le même État, le peuple s'est révolté contre les autorités qui refusaient d'ouvrir l'église, la police intervint, tua plusieurs manifestants et en blessa beaucoup d'autres (*R. C.*, 12-8-37). Cependant, le gouvernement de l'État ne veut pas ouvrir d'autres églises et refuse d'autoriser le ministère de plus de deux prêtres. Et, pourtant, la Constitution de l'État de Vera-Cruz reconnaît péremptoirement aux catholiques le droit d'avoir un prêtre par 100.000 habitants. Il y aura donc désormais deux prêtres autorisés, alors que de par la loi il devrait y en avoir treize, puisque la population de cet État se monte à 1.377.000 âmes. Il y a un progrès, pourtant, puisque depuis 1931 les autorités n'avaient encore reconnu aucun prêtre.

(*A suivre.*)

A.-P. PRINCE.

LE MOIS RELIGIEUX

FRANCE. — *26 janvier.* — Le cardinal Verdier, reçu par M. Pernot à l'Accueil français, déclare : « On nous reproche souvent à l'étranger de gaspiller par nos luttes un grand nombre de nos forces vives. Mais je ne sais pas s'il n'est pas nécessaire qu'il y ait au monde un grand peuple où toutes les forces puissent se manifester et se déployer librement. Dans cette germination magnifique, peut-être y a-t-il des promesses que l'humanité nous remerciera un jour de lui avoir apportées. »

30 janvier. — 41e Session du Conseil fédéral de l'A.C.J.F. *Le témoignage du chrétien*, par Jacques Maritain: « Il appartient aux choses divines de protéger les choses humaines, de les protéger et de les vivifier. »

— Au théâtre des Ambassadeurs, seconde conférence des « Groupes Chrétienté ». Devant un public d'ouvriers et de bourgeois, Paul Hibout, présenté par François Mauriac, parle des ouvriers.

31 janvier. — Mort de M. Adéodat Boissart, fondateur, avec Marius Gonin, des Semaines Sociales.

5 février. — Au théâtre des Ambassadeurs, au milieu d'un public très attentif, Jacques Maritain parle « des Juifs parmi les Nations » (3e conférence des « Groupes Chrétienté »).

6 février. — Journée annuelle des Secrétariats du Nord. Rapport remarqué de J. Danel sur l'application des récentes lois sociales.
10 février. — A Saint-Germain-en-Laye, commémoration du tricentenaire du vœu de Louis XIII.

ESPAGNE. — Tandis que se poursuit l'instruction du procès de l'évêque de Teruel, *la Vanguardia*, organe officieux du gouvernement publie de longues études, objectives et à tendance sympathique, sur la doctrine sociale de l'Église.

ALLEMAGNE. — On annonce à Berlin que la participation au Congrès de Budapest ne sera pas interdite, mais que les catholiques allemands « fidèles au Führer et au Reich » pouvant s'y trouver exposés aux « attaques répétées auxquelles les plus hautes autorités de l'Église catholique se livrent contre le Führer et contre le Reich », leur participation sera réduite au minimum.

— Ayant reçu du président de la ville de Berlin, l'assurance que les articles du concordat sur le maintien des écoles catholiques étaient encore en vigueur, l'évêque de Berlin exhorte les parents catholiques à envoyer leurs enfants dans les écoles confessionnelles, malgré les pressions illégales de plusieurs organisations scolaires.

— Mgr Orsenigo, nonce à Berlin, attire l'attention du baron von Neurath, ministre des Affaires étrangères, sur une série de points mal définis dans la question scolaire.

— Dix-huit écoles secondaires catholiques de garçons et soixante-quatre écoles de filles, groupant un total de 15.000 élèves, sont fermées en Bavière.

— La police a dissous et interdit les associations catholiques des diocèses de Cologne et d'Aix-la-Chapelle, et toutes leurs organisations annexes, ainsi que celles de Neurigen, Saalfeld, Held-Burghausen, Lonneberg et Camburg (Saxe).

— Le numéro de février de *Wille und Macht*, la revue des jeunesses hitlériennes, attaque le Saint-Siège dans un article intitulé « L'infaillibilité dans la haine ».

— Une protestation de S. Ém. le cardinal Faulhaber contre la dissolution de toutes les jeunesses catholiques en Bavière est lue en chaire dans toutes les églises de Munich, le 6 février. « Les catholiques sont obligés de céder à la force, mais personne ne peut leur ravir le Christ. »

— Le procès du pasteur Martin Niemveller, de l'église de Berlin-Dalheur, est ouvert le 7 février.

— On annonce le voyage d'Hitler à Rome. Le Führer ira-t-il au Vatican.

— Après la rencontre de Berchtesgaden, qu'en sera-t-il des catholiques autrichiens ?

U.R.S.S. — Le conseil central de l'Union des Sans-Dieu vient de se réunir à Moscou en séance plénière pour la première fois depuis

cinq ans. Les leaders se plaignirent amèrement du ralentissement de la propagande depuis plusieurs années. La présente réunion devra être le signe d'une recrudescence d'action antireligieuse. La date du prochain congrès général des sans-Dieu est fixée au mois de septembre 1938.

— A l'occasion du 20e anniversaire du décret de séparation de l'État et de l'École de l'Église, la presse soviétique se livre à une violente attaque contre la religion.

ITALIE. — *L'Osservatore Romano* dénonce l'attitude « peu sympatique à l'égard des catholiques » prise depuis quelque temps par certains éléments fascistes de la ville. Le journal ne demande pas que l'on ait des égards pour les aumôniers de la jeunesse fasciste, « mais on ne peut admettre sans protester que des phrases blessantes leur soient adressées par ceux qui, moins que quiconque, devraient le faire, surtout au sein d'uns institution éducative ».

YOUGOSLAVIE. — A la suite de la déclaration du Conseil archiépiscopal qui a siégé au début du mois, le conflit entre l'État et l'Église orthodoxe, au sujet du concordat avec le Saint-Siège, semble en voie d'apaisement.

CHINE. — Le major Yokoyama, représentant de l'armée japonaise, exprime à l'Ambassade de France ses regrets pour le massacre de la maison catholique (huit prêtres et un laïque) qui eut lieu lors de la prise de Cheng-Tin-Fou.

— Contrairement aux rumeurs, l'église de Nankin, d'après un rapport du P. Kearney, missionnaire américain, est en bon état.

ÉTATS-UNIS. — S. Ém. le cardinal Mündelein, archevêque de Chicago, prononce un discours énergique en faveur des droits de la classe ouvrière. « Notre place est avec les pauvres, avec les ouvriers. Ils sont nos hommes... »

QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS. *Le statut moderne du travail.*

Est-il un progrès vers l'élaboration de l'ordre nouveau et stable que nous appelons de tous nos vœux ?

J. AYNARD. *Perspectives.*

Commandant le problème du loisir et du *standing* de vie, la tendance psychologique, spécifiquement moderne, à l'égalisation des jouissances. Indice de cette révolution dont les conséquences sont encore malaisément discernables : la vie rurale se trouve bouleversée par la pression de la civilisation des villes.

H. SIMONDET. *Les événements du 4 février en Allemagne.*

Que s'est-il passé ? Qui est le vainqueur ?

A.-D. TOLÉDANO. *Chronique de politique étrangère.*

En Méditerranée occidentale.

J.-T. DELOS, O.P. *Culture et Patriotisme autrichien.*

A. V. *L'attitude des organismes professionnels devant le projet de « Statut de travail ».*

Les insuffisances des projets aux yeux des Cégétistes. — Les propositions concrètes de la C.F.T.C.

L'attitude réservée de la C.G.P.F. — La position constructive de la C.F.P.

V. GRÉGOIRE. *Le Visage économique de l'Europe.*

A travers les revues.

Billet de Civis

Le statut moderne du travail

Le Gouvernement a déposé six projets de loi destinés à former la nouvelle ossature du régime Ces projets semblent à égale distance des prétentions contraires qu'il s'agit d'équilibrer. C'est la vocation même de M. Chautemps. Il veut normaliser les rapports du patronat et de la classe ouvrière. Éviter ces expérimentations incertaines à coup de grèves qui ne servent pas l'intérêt général.

Mais la grève reste possible : elle a beau être une survivance de l'esprit de guerre, comme si la masse ouvrière ne pouvait s'exprimer que par la bouderie collective, elle demeure une des pièces essentielles de la nouvelle construction juridique. Mais elle est organisée avec plus de précision : elle ne pourra se décider et se poursuivre que si la majorité des ouvriers se prononce en sa faveur par un vote au bulletin secret. Quant aux sentences surarbitrales destinées à mettre fin aux conflits, elles doivent désormais être soumises, en cas de réclamation de l'une des parties, à l'homologation d'une des sections administratives du Conseil d'État qui peut, en cas de refus, rendre une dernière sentence : voici donc constituée une nouvelle juridiction suprême appelée à devenir, si elle joue son rôle, la grande ordonnatrice de la vie économique future. Le troisième apport essentiel des projets gouvernementaux se rapporte à la fameuse question de l'embauche et du licenciement des travailleurs : les chefs d'entreprise occupant plus de trente salariés affiliés obligatoires aux assurances sociales doivent pour satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre, s'adresser à un office public de placement : ils ne peuvent refuser d'embaucher un travailleur en raison de son affiliation à un

groupement professionnel. En cas de licenciement collectif, ils doivent en aviser quinze jours à l'avance l'office public; les travailleurs licenciés gardent un droit de priorité en cas de réembauchage subséquent.

Enfin, le placement est complètement réorganisé; le statut des délégués du personnel dans tout établissement occupant plus de dix salariés est précisé; le régime des conventions collectives est complété par une disposition donnant aux pouvoirs publics le droit d'appliquer des règlements provisoires au cas où les intéressés ne renouvelleraient pas spontanément leurs accords au bout d'un certain délai.

Tel est, dans son essence, le contenu du nouveau statut. Quelles ont été les réactions à son égard ?

M. Gignoux est censé parler au nom de tous les employeurs intéressés. Il a donné son adhésion de principe. S'il s'agit simplement de normaliser, point d'objection. Mais derrière cette normalisation apparente il perçoit une offensive. C'est surtout la réglementation de l'embauche qu'il suspecte : sous prétexte d'empêcher les abus d'autorité, il redoute une suppression de l'autorité. Une réglementation trop étroite ne peut être qu'une cause de chômage par ralentissement de la production, la création d'un nouveau contentieux, obstacle au progrès économique. Or ce n'est pas rétablir la paix sociale que de gêner la reprise des affaires. Un contrôle social qui précède une réalité économique risque d'être une pure illusion.

Le point de vue est évidemment antithétique de la part de M. Jouhaux. Il a trouvé le projet gouvernemental trop modéré. Et, surtout, il l'a trouvé incomplet : il s'est étonné de ne pas voir figurer dans une charte, qui a pour principal objectif la paix sociale, le seul instrument selon lui susceptible d'assurer cette paix : l'échelle mobile des salaires ou, comme cette expression fait peur, l'indemnité mouvante de cherté de vie.

Si en face de l'augmentation du coût de la vie, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière est automatiquement conservé,

le principal motif des grèves est appelé à disparaître. Assurons d'abord cette sécurité dans la conservation du niveau social, et tout le reste nous sera donné par surcroît.

Les antagonismes qui font le capitalisme demeurent donc. Ce serait illusoire de croire à leur disparition. Les représentants des parties en présence sembleraient trahir leur mission s'ils ne les réaffirmaient pas une fois de plus. C'est la grande dichotomie sociale qui impose à chaque esprit des formes de pensée préalable à tout jugement personnel. Et chacun exagère ses prétentions pour être sûr de ne pas perdre, ou pour être sûr d'obtenir un minimum indispensable.

Le nouveau statut du travail objectivement très légitime, c'est sa force, nous paraît ainsi se construire néanmoins dans l'équivoque, c'est sa faiblesse. Les cégétistes bénéficient d'une forte position stratégique : ils n'ont pas la responsabilité du pouvoir économique. Ils ont donc beau jeu pour imposer des réformes en apparence assez anodines, qui ont l'air de corriger simplement les imperfections de l'ordre établi. En réalité, ils en ébranlent les fondements, ce qui peut être admis, mais sans participer nullement aux responsabilités qu'ils ont, du reste, la précaution de ne pas réclamer : ce qui est totalement inadmissible. Les responsables s'en rendent compte, et comment ne se méfieraient-ils pas ?

Cette situation équivoque explique les hésitations françaises. La France a peur des solutions définitives qui cristalliseraient pour demain ou des abandons trop cuisants ou des conquêtes encore insuffisantes. Avant d'être sûr de la valeur de ces solutions, il faut avant tout gagner du temps.

Un chute de ministère a au moins le mérite de prolonger des échéances. Mais elle ne peut que reculer le moment inévitable où il faudra bien prendre parti.

CIVIS.

PERSPECTIVES

Une évolution sociale est actuellement en cours dans presque tous les pays du monde. Elle s'est accompagnée de terribles violences sur certains points; ailleurs, elle a été paisible, de sorte qu'on s'est à peine aperçu, en Angleterre, par exemple, que l'équilibre de la nation ne reposait plus sur les mêmes bases. Ailleurs encore, les influences qui s'exercent sont si diverses qu'il est impossible de reconnaître dans quel sens va la nation. Mais dans l'ensemble on peut déterminer la direction générale de cette révolution, ce qu'elle a de commun dans tous les pays, et je crois qu'on peut dire que ce trait commun c'est la tendance psychologique, souvent trompée par les réalités, à l'égalisation des jouissances. Les peuples ont souvent renoncé, soit par la contrainte ou la terreur, soit volontairement, à l'égalité, à la liberté politique, mais ils veulent que la vie du plus grand nombre, de ce qu'on appelle parfois les masses, se rapproche dans le bien-être de celle des « classes supérieures » d'autrefois.

L'homme moderne est essentiellement un homme qui recherche plus de bien-être que n'en ont eu ses pères, et qui même voudrait avoir accès à tout ce qu'il connaît ou imagine en fait de jouissances. A ce point de vue, il n'y a plus rien de limité, de hiérarchisé dans la vie moderne. On ne s'étonne plus qu'une domestique cherche

à s'habiller comme sa maîtresse, qu'un paysan ait une auto s'il peut la payer. La notion de « condition sociale » tendant à s'effacer est remplacée par celle de la puissance de l'argent : on a droit exactement à tout ce qu'on peut payer, et l'idéal serait que, tout le monde disposant des mêmes moyens, chacun pût avoir accès aux mêmes jouissances.

Autrefois, dans le monde chrétien, la grande majorité des travailleurs croyait à une autre existence où seraient réalisées la justice, l'égalité, autant que ces mots avaient de sens pour eux. Pendant leur vie sur terre, ces travailleurs étaient habitués à la souffrance, aux privations. La *vie dure* était considérée comme la vie normale. L'idéal était de supporter vaillamment une vie dure, dont les meilleurs moments ne pouvaient être que des heures ou des saisons d'abondance des choses nécessaires à la vie, rien de plus. L'existence des « riches » était toute différente de celle des pauvres, leur alimentation, leur vêtement, leur habitation ne pouvaient se comparer. La plupart des riches habitant la ville, les pauvres la campagne, souvent ils se connaissaient à peine. Les pauvres n'enviaient pas une vie qui ne passait que rarement par leurs chemins.

Aujourd'hui, même dans les pays restés les plus chrétiens, existe une grande majorité de travailleurs sans Dieu, ou pour qui la religion est réduite à un rôle tout à fait intermittent de consolation (dans le deuil), de consécration des grands événements (la naissance d'un enfant, le mariage, la mort), survivance chrétienne qui n'implique pas l'adhésion aux thèses fondamentales du christianisme : lutte contre le mal inné, résignation, acceptation du mal extérieur quand il n'est pas injustice, mais peut être attribué à la volonté de Dieu. On vit encore parfois *avec* de la religion, on vit de moins en

moins *dans* la religion, en en faisant l'axe ou le moteur de sa vie. L'idéal n'est plus « faire son salut » en accomplissant son devoir, en « gagnant sa vie », comme on disait aussi, c'est s'élever à une vie plus facile ou plus riche.

Cet idéal a fini par faire perdre à l'homme moderne même une partie des instincts de l'homme d'autrefois.

L'homme d'autrefois était l'homme de l'instinct. L'instinct de l'amour était encore si primitif que l'homme agissait comme si cet instinct n'était pas séparé chez lui, plus que chez les animaux, de l'instinct de reproduction. L'idée de restriction des naissances était inconnue, et les princes mêmes avaient autant d'enfants de leurs maîtresses que de leurs femmes légitimes. Dans le peuple, les familles n'étaient pas toujours aussi nombreuses qu'on le croirait, parce qu'elles perdaient beaucoup d'enfants, mais les enfants se succédaient souvent très nombreux. La survivance des plus aptes, la sélection naturelle par la vie dure, qui éliminait les faibles, créait des races qui n'avaient peut-être pas autant d'apparences de force que l'homme moderne, parce qu'elles étaient souvent mal nourries, mais d'une extraordinaire résistance à la fatigue et aux privations.

L'homme moderne s'est habitué à un confort relatif. Il faut donc qu'il le paye, et comme son ambition, dans cette direction, est croissante, il faut qu'il ait aussi l'ambition du plus haut salaire possible pour le « niveau de vie » le plus haut possible, et qu'il accepte le moins de charges morales ou matérielles qu'il pourra.

Nous ne prétendons pas ici moraliser, et nous considérons cette évolution sociale comme toute naturelle dans la mesure où elle signifie abandon de toute religion ou morale. Elle est précisément un retour à la nature, que la religion et la morale s'efforcent de contrain-

dre au sacrifice. De plus, la société d'autrefois était hiérarchisée, et les autorités maintenaient souvent les masses dans la pauvreté, croyant ainsi affermir leur autorité. Bien rares ont été les chefs d'États, les ministres, qui ont cru que la prospérité des peuples était aussi la prospérité du royaume, et celui-ci était plutôt conçu comme un domaine où les sujets devaient travailler pour le roi, dispensateur des récompenses.

Les ressources naturelles des pays, leur activité économique ont toujours créé des différences dans le niveau de vie. Alors, comme aujourd'hui, il y avait des « pays pauvres », des « pays riches ». On citait des provinces où le paysan pouvait s'enrichir, d'autres où personne ne pouvait espérer échapper à la pauvreté et où beaucoup devaient même s'expatrier pour pouvoir vivre. Nous connaissons encore cela, mais on ne peut nier qu'on va vers l'unification des besoins chez tous les travailleurs de tous les pays. Il est encore permis d'économiser sur son salaire quand on le peut, mais celui qui accepterait un salaire inférieur parce qu'il accepterait aussi une vie plus dure serait forcément considéré l'ennemi de ceux qui veulent arriver à un plus haut salaire, et ainsi à un niveau de vie plus élevé.

Il faut bien s'entendre sur le sens de cette expression. Par là, nous entendons une vie plus complexe ou plus dispendieuse, et non pas nécessairement plus saine ou plus heureuse. Socialement, l'ouvrier qui boit, qui fume, qui s'habille comme un bourgeois en dehors de son travail, et qui n'a qu'un enfant, a un niveau de vie plus élevé en ce sens qu'il a plus de besoins et fait plus de dépenses pour lui-même. Un paysan qui vit de pain et de légumes parce qu'il a plusieurs enfants à nourrir lui est cependant supérieur, non pas seulement du point de vue moral, que nous négligeons volontairement ici, mais du

point de vue social, puisqu'il continue la société qui l'a fait naître.

On ne peut soutenir que le Chinois a un niveau de vie supérieur à celui du Japonais, parce qu'il fume l'opium dont celui-ci ne connaît pas les voluptés, que le Peau-Rouge s'est élevé à un niveau de vie supérieur quand il a appris à boire l'alcool qui l'a tué.

Il ne faut pas croire à un progrès automatique par *addition* des besoins. Par exemple, les médecins nous disent que l'exigence d'un pain blanc tel que nous l'avons dans nos villes est une erreur physiologique, et que le pain d'autrefois, plus complet, répondait mieux aux nécessités alimentaires.

On n'est privé que de ce que l'on connaît, mais on peut être privé d'autant plus qu'on connaît plus de besoins. C'est pour cela qu'on peut dire que la règle d'autrefois était la souffrance, et celle d'aujourd'hui le mécontentement. Les besoins peuvent s'étendre indéfiniment, car après le désir de la quantité vient celui de la qualité. L'état d'équilibre ne pourrait exister que dans une société où tous jouiraient exactement des mêmes biens suivant leurs désirs. Il n'y resterait à désirer que le nouveau, l'inédit, l'impossible, mais, à ce point, tous les hommes se sentiraient également privés. Nous sommes loin de là, et dans presque toute l'Europe, et une bonne partie du reste du monde, la majorité veut augmenter ou transformer ses consommations et ses jouissances.

Elle est donc forcément en état de révolution ou de revendication indéfinie, et il ne faut pas du tout s'étonner que les progrès qui sont faits, les satisfactions qui sont données augmentent le sentiment du mécontentement, parce qu'ainsi sont suggérés des besoins nouveaux, des possibilités de s'élever plus haut encore,

puisqu'on est en marche. Les possibilités réalisées donnent l'idée que tout est possible.

Étant admis, comme l'a écrit Léopold Caro (*Kapitalismus und Solidarismus,* p. 23), qu'en général l'homme moderne est insatisfait et, d'autre part, ne compte plus sur un autre monde, n'a plus de résignation, l'homme « content de son sort » comme Bach le célèbre dans sa cantate de Leipzig (entre 1731 et 1734) : *Ich bin vergnügt...* « Je suis satisfait de ce que Dieu m'a donné en partage; si je ne dois pas avoir fortune et richesses, je le remercie de ses dons les plus petits, et même de ceux-là je ne suis pas digne », n'existe plus.

Qui pourrait soutenir que de telles paroles, qui n'exprimaient nullement du temps de Bach, il y a deux cents ans seulement, un mysticisme éperdu, bien contraire à son génie, mais seulement la résignation d'une religion raisonnable, ne passeraient pas aujourd'hui pour l'expression d'un ascétisme incompréhensible ?

Les premiers mots du récitatif de la même cantate expliquent cette doctrine : « Dieu ne me doit rien. »

Et, en effet, l'homme se jugeait alors venu au monde sans droits, mais seulement avec des devoirs. Il n'était pas souvent question de justice dans le partage des conditions humaines, mais seulement de charité. Celui qui était trop malheureux, abandonné sur la route, blessé, comme le bon Samaritain, le chrétien lui devait son aide. Mais celui qui avait « de quoi vivre », personne n'était tenu de l'élever à une condition supérieure. La société était charitable dans le cadre d'une hiérarchie, et, en principe, le premier devoir de chacun était de se tenir là où l'avait placé sa naissance. La bourgeoisie seule était une classe « en mouvement » avec des prétentions à s'élever, bien souvent raillées comme des prétentions vaines.

La France, pays où la bourgeoisie est de bonne heure très développée, a fait la première sa révolution bourgeoise, qui a été aussi une révolution sociale, mettant la bourgeoisie à la place de la noblesse et du clergé dans les positions que ces classes conservaient encore : la grande administration, la diplomatie, l'enseignement, etc.

La France a été seulement *en avance* sur le reste de l'Europe.

Le type bourgeois français et moderne, qui s'est vraiment constitué et affirmé de 1830 à 1860 environ, fait prévoir l'évolution postérieure de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la plupart des nations d'Europe. En France il donnera le radicalisme, en Angleterre la démocratie radicale, en Allemagne, après bien des transformations, le national-socialisme. Dans ces trois nations, est apparu simultanément le déclin de la natalité : en France très nettement à partir de 1870, en Allemagne vers 1890, en Angleterre vers 1920. La conséquence du déclin de la natalité, c'est naturellement le vieillissement de la nation. La France a commencé à vieillir gravement vers 1880, l'Allemagne vers 1900, l'Angleterre vers 1920.

Les épreuves les plus extraordinaires, les plus grandes calamités ne semblent pas toucher jusqu'au fond une nation vraiment jeune. Elle les subit, mais ne renonce pas à se relever dans l'avenir, comme une nation où la majorité des individus pense uniquement à son bien-être, car une nation qui en est là ne pense plus à son avenir. Jamais Napoléon n'aurait pu imposer à la France la tâche écrasante à laquelle il l'a soumise si elle n'avait été jeune. Mais après les famines, les exécutions, les brigandages, les guerres de la Révolution, la

France avait retrouvé sa volonté de vivre intacte, comme après la guerre de Cent Ans. Elle était la nation la plus nombreuse et la plus unie de l'Europe en 1814. Elle avait l'idée de sa supériorité, qu'elle tenait de la Révolution et de l'Empire.

Cent ans après, c'était la guerre de 1914, et même une guerre victorieuse, avec l'appui de la moitié de l'Europe, a été trop pour elle : elle n'avait plus le sentiment de sa supériorité, et elle a été plus abattue par sa victoire qu'autrefois par ses défaites, mais la guerre n'a pas été la cause de sa faiblesse, elle l'a seulement manifestée.

***

Comment se traduit cet esprit moderne qui conduit au vieillissement puis à l'abdication des nations? Les Allemands l'appellent parfois *streberischer Geist,* l'effort pour s'élever, pour acquérir, qui ne comporte pas toujours l'esprit de conservation, le désir, par exemple de fonder une famille. On cherche à acquérir sans se demander comment on conservera, et si même on veut conserver, on veut acquérir surtout pour jouir. L'esprit est orienté vers la matière qui peut se consommer, vers l'avenir immédiat. Cet esprit est très éloigné de l'ancienne tradition religieuse et morale, car la religion est la méditation de la mort, c'est-à-dire, entre autres conséquences, de la perte des biens matériels. La religion s'oppose aussi à toute accumulation indéfinie de biens ou de jouissances, puisqu'elle exige la charité. Les anciennes familles chrétiennes et nombreuses ne pouvaient s'enrichir que par hasard, puisque le partage égal y était la coutume, au moins dans la bourgeoisie, et la charité ordonnée, non facultative.

Ne pas partager la terre qu'on a acquise avec tant de peine, idée paysanne, est devenue économie bourgeoise : ne pas partager la fortune. Ces deux tendances devaient créer la famille restreinte.

C'est pour cela, sans doute, que les nobles qui ne partagent pas également leur fortune entre leurs enfants, les ouvriers qui n'ont rien à partager, ont eu longtemps plus d'enfants que les bourgeois ou les paysans, même en France. L'esprit de sacrifice pour les enfants est normal dans les familles où on l'a toujours vu pratiqué. Le sacrifice de quelques-uns des enfants, dans les familles nobles, l'était aussi : la famille étant l'unité, l'individu était d'importance secondaire, il restait toujours privilégié pour avoir *porté le nom*. L'abbé, le chevalier, la religieuse renonçaient au mariage souvent pour une fin utilitaire : ne pas trop diviser la fortune.

Or, l'héroïsme, conscient ou inconscient, et même, sous sa forme la plus simple, l'esprit de sacrifice, ne se retrouve guère, dans les nations modernes, qu'en temps de guerre ou dans un enthousiasme quasi religieux pour une très grande cause : revendication sociale, par exemple. En tout cas, l'homme moderne déteste penser à la mort, puisqu'elle est la fin de tout pour lui. Comme l'éducation des enfants est à la fois préparation et assurance contre la mort, qu'elle prévoit le remplacement des parents par les enfants, c'est une tâche particulièrement odieuse à l'esprit de la famille moderne qui, généralement, aime à s'en décharger.

On connaît moins que jamais cet héroïsme quotidien qui finit par devenir une habitude et qu'on appelait autrefois le renoncement. Son nom même suffirait pour qu'on ne veuille plus le connaître. Il y a des exceptions Il semble que la colonisation, l'ivresse de créer quelque chose de nouveau dans un pays nouveau, aux possibili-

tés encore indéfinies, stimule plus l'esprit de sacrifice que la possession d'une propriété dont les valeurs sont connues depuis longtemps. Ainsi, au Canada, en Algérie, la race française s'est montrée plus prolifique et plus entreprenante qu'en France. Elle a créé l'Afrique du Nord française dans une période d'inaction politique et sociale presque complète dans la métropole. De même, les Anglais des colonies et des dominions se montrent, si l'on peut dire, plus Anglais que les Anglais d'Angleterre. On dira que ce sont les plus entreprenants qui s'expatrient, mais il ne s'agit pas seulement des émigrants, mais aussi de ceux qui sont nés dans l'Empire.

Les nations très vivantes sont celles qui ont beaucoup de capitalistes hardis et beaucoup de pauvres courageux, comme était autrefois l'Angleterre. Le marchand de la Cité payait pour l'émigrant en l'attirant du côté où allaient ses entreprises, l'industriel appelait les fils de paysans sans terre exactement comme au Moyen-Age le seigneur appelait et retenait les serfs autour de lui.

Toutes ces familles avaient des enfants, étaient remplacées et multipliées par leur descendance. Aujourd'hui, riches et pauvres, dans les nations les plus avancées en civilisation matérielle, ne sont pas toujours remplacés, et la baisse de la natalité (nous ne disons pas la dépopulation) est presque universelle en Europe.

On a souvent parlé du déclin des races blanches. Si on examine la question de plus près, on voit qu'elles sont très inégalement avancées sur la voie du déclin. Beaucoup s'accroissent encore, mais toutes ont cessé de s'accroître avec la même puissance qu'au XIXe siècle, qui a été unique dans l'histoire du monde.

Faut-il croire que cet accroissement a été alors catas-

trophique, cause et fonction du paupérisme qui est apparu alors dans le monde, et que peut-être le monde revient maintenant à l'équilibre avec une population qui serait moins dense ? Nous ne le croyons pas, car nous ne pensons pas que le monde entier soit appelé à se dépeupler d'une manière catastrophique. La perspective la plus vraisemblable est bien plutôt que certaines nations sont appelées à jouer un rôle de moins en moins important, et d'autres à les remplacer. Essayer d'entrevoir les perspectives qui s'ouvrent pour quelques-unes des nations les mieux connues, c'est ce que nous voulons faire ici, mais il faut d'abord s'efforcer de découvrir les causes de cette décadence qui atteint déjà les nations les plus riches, les plus peuplées d'Europe, le vieillissement par défaut de naissances qu'on ne peut encore appeler la dépopulation, mais qui y conduit presque infailliblement.

La civilisation moderne signifierait-elle la mort des nations civilisées, ou par la guerre, ou par la paix ? Parmi les nations qui n'ont pas fait la guerre, la Suède, la Norvège, le Danemark, la Suisse et les États-Unis, qui en ont à peine souffert, vieillissent aujourd'hui comme la France et l'Angleterre. Il s'agit d'une transformation complète des idées morales fondamentales de notre civilisation, et ces tendances nouvelles ont complètement bouleversé l'Europe depuis le milieu du XIXe siècle. Elles ont ensuite gagné les colonies des États européens et les États-Unis, l'Amérique du Sud et l'Australie. Il s'agit de nous rendre compte de ce que signifie pour l'humanité, et d'abord pour la France, cette révolution qui dépasse de beaucoup en importance et en diffusion cette Révolution française qui en a été la première manifestation.

En 1800, la France était la nation la plus peuplée

d'Europe après la Russie qui, réellement, ne fait pas partie intégrante de l'Europe, ayant une si forte proportion de sa population d'origine orientale et n'ayant pas de frontières définies du côté de l'Asie. La France comptait alors environ 27 millions et demi d'habitants, l'Autriche-Hongrie 25, l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande unies 16 millions. Le territoire actuel de l'Allemagne nourrissait environ 22 millions d'habitants. De ce simple exposé, où nous arrondissons les chiffres pour plus de clarté, il résulte qu'il s'est passé, au cours du XIX[e] siècle et au XX[e] siècle, une révolution complète dans les proportions relatives des grandes nations d'Europe, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie passant successivement avant la France par l'importance de leur population, et cela quoique l'Allemagne ait perdu, à la suite de la dernière guerre, des territoires très peuplés comme l'Alsace, la Haute-Silésie, quoique l'Angleterre ait perdu les trois quarts de l'Irlande, quoique l'Italie ait suffi à une énorme émigration. La population du Royaume-Uni, celle de l'Allemagne, ont triplé en un siècle. En 1801, toute l'Angleterre, avec le pays de Galles, ne contenait pas autant d'habitants qu'il y en a aujourd'hui dans Londres et ses environs immédiats. En 1801, il y avait dans ce pays à peu près 80 habitants au kilomètre carré, aujourd'hui 265.

En 1870, l'Allemagne était encore à peu près à égalité avec la France en population. L'augmentation de la population allemande s'est produite surtout de 1870 à 1910, elle a continué depuis, mais à un rythme différent.

Il faut se rendre compte que ces augmentations de population, cet accroissement de la puissance des nations étaient sans précédents connus dans l'histoire. Comme si ce phénomène était dû à quelque chose de nouveau dans notre civilisation, et, en effet, cette force

nouvelle c'était la révolution industrielle, l'appel de la main-d'œuvre dans la grande industrie, la masse des salaires offerts principalement à des travailleurs de la campagne pour venir vivre dans les villes, puis aux enfants de ces travailleurs quand il y eut plusieurs générations d'ouvriers industriels.

On sait que la révolution industrielle, amenée par la machine à vapeur, a commencé en Angleterre au XVIIIe siècle, qu'elle s'est étendue en Belgique, en France, en Allemagne, aux États-Unis, enfin dans tous les pays qu'on appelle civilisés et dans les colonies ou empires des pays civilisés. Cette époque est aussi celle des progrès de l'hygiène, qui ont fait que plus d'enfants ont survécu, que la moyenne de la vie humaine a augmenté, et celle des grandes *utilisations* de territoires déjà connus et explorés (États-Unis, Argentine), utilisations qui ont provoqué en Europe des émigrations massives en Amérique du Nord, en Australie, dans l'Afrique du Nord, plus tard dans l'Afrique du Sud, dans l'Amérique du Sud, de sorte que c'est en perdant une bonne partie de leur population par émigration que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie l'ont cependant vue s'augmenter dans de si fortes proportions.

Dans tous ces pays neufs, comme dans les vieilles nations, c'est en même temps le développement des chemins de fer, de la navigation à vapeur, plus tard l'éclairage électrique, le transport de force, etc. En gros, c'est dans le demi-siècle 1840-1890 que notre civilisation a été transformée *dans les villes et sur une série de lignes de communications* rejoignant les villes, les ports et les nations. Cette civilisation reste encore très immobile dans les campagnes des pays les plus développés jusque vers 1870. On y compte encore beaucoup d'illettrés, d'hommes qui n'ont jamais quitté leur coin de

terre. Comme beaucoup de pays n'ont pas de service militaire universel ni d'instruction primaire obligatoire, il n'y a pas de raison pour que le peuple des campagnes soit forcément initié à la vie des villes comme il l'est aujourd'hui. La littérature de presque tous les pays insiste alors sur la différence profonde entre la vie du paysan et celle de l'homme des villes, comme s'il y avait alors peu de communications et d'intelligences de l'une à l'autre. On peut rappeler les témoignages de George Eliot, de Thomas Hardy pour l'Angleterre, de Théodor Storm pour l'Allemagne, de Tolstoï, de Tourgueniev pour la Russie, de Ladislas Reymont pour la Pologne, de Perez Galdos, de Pereda pour l'Espagne. Pour tous ces auteurs, il y a deux mondes qui n'ont pas les mêmes mœurs, la même allure dans la vie, les mêmes aspirations : la ville et la campagne. Il reste quelque chose de cela aujourd'hui, mais dans tous les pays qui vont nous occuper, soit que l'émigration vers les villes ait presque fait disparaître la population agricole (comme en Angleterre) ou l'ait réduite de moitié (comme en Allemagne), soit que la civilisation des villes l'ait seulement profondément transformée, de manière que le contraste entre ville et campagne ne soit plus si violent qu'autrefois (comme en France), la campagne a un rôle social nouveau : fournir à la population des villes, qui ne peut se suffire à elle-même, de la main-d'œuvre, c'est-à-dire y envoyer des hommes, le plus souvent des jeunes gens. Ceux-ci y subiront une transformation mentale, et souvent morale, qui aura sa répercussion dans toute leur vie, et par conséquent dans celle du pays.

A la ville, le but de la civilisation n'est plus de *suffire aux besoins* de l'humanité, mais de s'enrichir, et si cela est possible de s'enrichir toujours davantage en argent, en valeurs, en mobilier, etc., et non pas en terres, en

produits naturels destinés ou non à être vendus, comme dans l'ancienne économie agricole dont le but était de gagner sa vie, comme on disait, et où le paysan propriétaire et même le fermier vendaient peu et achetaient moins encore et faisaient leurs placements en terres ou en bétail. L'économie d'enrichissement en argent, l'économie de vente et d'achat ayant remplacé l'économie domestique, on peut très bien concevoir la misère, en tout cas le mécontentement, même dans les années d'abondance, ce qui aurait été inintelligible autrefois (mévente des vins, du blé, du bétail). Le paysan, le propriétaire qui a dépensé de l'argent pour cultiver perd non seulement sa peine, mais son argent quand il ne vend pas, et son but principal n'est plus de nourrir une nombreuse famille qui lui fournit la main-d'œuvre, sa charge principale est maintenant le paiement d'ouvriers agricoles salariés en argent en plus de leur nourriture et de leur logement. De plus, le propriétaire rural est encouragé par la division du travail et la facilité de se procurer tous les produits, à la monoculture, il ne peut plus vivre sur sa terre, quand même il le voudrait. Il devient spéculateur malgré lui, dépend de marchés mondiaux qu'il ne connaît pas, de tarifs douaniers, de contingentements, données qui, le plus souvent, dépassent son information ou sa compréhension. La vie rurale s'est donc trouvée bouleversée par la pression de la civilisation des villes, qui s'est imposée peu à peu à elle.

De même, dans le commerce et l'industrie, il ne s'agit plus de *suffire aux besoins* de la population locale, comme le faisaient le boutiquier ou l'artisan des villes d'autrefois, et même des villages, qui avaient presque tous leurs petites industries et leur petit commerce. Il faut vendre partout où on le peut et autant qu'on le peut. L'entreprise commerciale et industrielle peut donc

très facilement être ruineuse si elle est trop vaste, ou s'il y a trop de concurrence dans les entreprises. Des résultats qui auraient paru merveilleux autrefois ne suffisent pas quand il s'agit de faire vivre non plus une famille ou quelques ouvriers, mais une usine dont on ne peut modérer la consommation et régler les salaires comme on veut. Les rapports familiers et humains entre l'employeur et l'employé ont disparu dans la plupart des cas. C'est ce que disent tous les enquêteurs sur le monde industriel. Le peuple est presque partout mécontent de ses salaires. De plus, on ne le tient plus comme autrefois par ses attaches locales et corporatives. L'homme est devenu beaucoup plus mobile, il se porte partout où il espère gagner plus, ne voyant plus que le salaire. Il y a ainsi émigration *intérieure*, comme en France, en Russie, en Allemagne, d'une province à l'autre, ou émigration *extérieure* vers les pays neufs, les colonies. (Par exemple l'Allemagne, les pays scandinaves, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande voient émigrer une forte proportion de leur population, surtout agricole.) On ne veut plus souffrir sur place, sans espoir, dans son village perdu ou dans sa ville maussade. Les journaux, les lettres des parents émigrés, les annonces des paquebots ou des Compagnies de chemins de fer rendent familière la pensée de se dépayser, pour quelque temps, ou pour toujours.

Presque toujours, ce sont les plus pauvres qui partent, ils arrivent souvent sans ressources dans les pays ou les villes qui les attirent. Les liens du village, de la municipalité, de la corporation, de la nationalité s'étant relâchés, il y a échange de populations, internationalisation. Les Juifs, émancipés par la Révolution française donnent partout l'exemple de cette transplantation : on peut donc vivre sans patrie, ou changer de patrie.

Cette mobilité des hommes ne signifie pas toujours migration définitive, parfois c'est un flux et un reflux. Les habitants des pays pauvres qui s'expatrient revien-ent parfois au pays une fois enrichis (dans l'Engadine, u pays basque, dans les Alpes françaises). Le senti-nent qui anime les émigrants, ce n'est pas, en effet, la lésaffection de leur pays, mais le mécontentement de eur sort, l'espoir de s'élever, le désir de changer leur ondition. L'ancienne civilisation était fondée sur le oyer, avec une méfiance instinctive pour le voyageur, e nomade. Au contraire, la civilisation moderne est fon-lée sur le mouvement : c'est une circulation, un trans-ert de biens et de personnes qui se fait sur certaines ignes de communications, et bientôt on jugera de la ivilisation d'un peuple par ses moyens de communica-ions.

JOSEPH AYNARD.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Les événements du 4 février en Allemagne

Le vendredi soir 4 février, le Führer-Chancelier publiait une ordonnance par laquelle il prenait personnellement en main le commandement de toutes les forces armées du Reich. La direction centrale des forces armées (*Wehrmachtsamt*) passait sous son commandement direct et devenait son état-major militaire. Le chef de ce service, le général Keitel, devenait chef de l'état-major du commandement suprême sous l'autorité directe du Führer, au nom de qui il exerce en même temps les fonctions de ministre de la Guerre du Reich.

Ces mesures comportaient la mise à la retraite — officiellement pour raisons de santé — du maréchal von Blomberg, ministre de la Guerre, remplacé par le général Keitel, et du généralissime de l'armée de terre, le général von Fritsch, à qui succède un autre officier de vieille noblesse prussienne, le général von Brauchitsch. Il n'est pas inutile d'ajouter que presque en même temps il y eut mise à la retraite ou mutation brutale d'un bon nombre de généraux — une soixantaine, paraît-il, dont les principaux chefs de l'aviation du Reich — et d'un bien plus grand nombre de colonels.

Le même jour, une autre ordonnance instituait un conseil privé du Cabinet du Führer pour le conseiller dans la gestion de la politique étrangère, sous la présidence du baron von Neurath, remplacé comme ministre des Affaires étrangères par l'ambassadeur Joachim von Ribbentrop, homme de confiance du Führer-Chancelier. En même temps, trois ambassadeurs étaient rappelés : de Vienne M. von Papen, de Rome M. von Hassell, et de Tokio M. von Dirksen.

Cet ensemble de mesures, auxquelles s'ajoute la promotion du général Gœring au rang de feld-maréchal, a produit en Allemagne et au dehors un gros effet de surprise. Et, pourtant, on sentait que quelque chose d'insolite se passait dans le Reich : l'un des signes très frappants avait été le silence du Führer le 30 janvier, alors qu'on s'attendait au grand discours traditionnel pour le cinquième anniversaire de la prise du pouvoir par le mouvement hitlérien. On a dit que, dans ses consultations habituelles du mois de janvier, Adolf Hitler avait recueilli les échos de très graves mécontentements, notamment chez les industriels et dans l'armée, et que même il se tramait dans les milieux militaires une sorte de complot monarchiste...

Il est difficile de discerner les dessous de la crise. Et ce n'est certes pas la presse allemande qui nous éclairera : on ne peut qu'essayer d'y lire entre les lignes. Dans les jours qui ont suivi le 4 février, des bruits plus ou moins fantaisistes, et actuellement incontrôlables, ont même couru sur la situation intérieure dans le Reich. Qu'il y ait eu crise, cela ne paraît pas douteux : l'ensemble des mesures prises et leur soudaineté suffisent à en fournir la preuve. Tenons-nous aux seuls faits établis et essayons d'en dégager le sens et la portée.

*
* *

Les ordonnances du 4 février ont été saluées en Allemagne comme des mesures de rajeunissement des cadres et de concentration des pouvoirs. Il y a plus. C'est, en réalité, une étape importante, et peut-être décisive, dans l'histoire du national-socialisme dont il s'agit de compléter le triomphe et d'asseoir l'autorité absolue dans le Reich. En effet, les anciens partis politiques ayant été depuis longtemps écrasés, anéantis, et la persécution hitlérienne ayant réduit la religion chrétienne (catholique et protestante) à une timide défensive dans des con-

ditions très difficiles, quels éléments pouvaient encore opposer une barrière à l'envahissement totalitaire ? C'étaient : 1° les milieux économiques : la classe des grands patrons, magnats de l'industrie ; 2° la diplomatie ; 3° l'armée, ou plutôt la caste militaire où survivent les vieilles traditions de l'armée prussienne.

Or, depuis cinq ans, l'économie allemande est soumise à un régime autoritaire rigoureux. Le caractère autoritaire et tyrannique de ce système s'est encore accentué par le « plan de quatre ans », institué en vue de donner à l'Allemagne une vie économique indépendante de l'étranger et qui aboutit, en fait, à une véritable mobilisation économique en temps de paix. Ce gigantesque effort vers l'autarcie — qui coûte beaucoup d'argent et de privations de toute sorte — est placé sous l'autorité d'Hermann Gœring, qui a délégué récemment ses pouvoirs à un autre national-socialiste de stricte observance, le ministre Dr Funk. L'esprit de résistance et de liberté — au moins relative — s'incarnait dans un grand spécialiste universellement connu, le Dr Schacht. Or, malgré les immenses services rendus à son pays, Schacht a été amené à prendre sa retraite : victoire éclatante du parti, désormais dictateur incontesté sur le terrain financier et économique, et décidé à « mettre au pas » tous les récalcitrants, fussent-ils de grands industriels.

La diplomatie — un peu comme en Russie soviétique — avait réussi jusqu'ici à rester relativement intacte dans son esprit et dans ses cadres. Il était peut-être prudent, en effet, dans les premières années du régime, de ne pas trop changer la façade de la diplomatie allemande, de ne pas heurter les susceptibilités étrangères en envoyant dans les ambassades des miliciens S.A. ou S.S. Sans doute, le parti nazi avait — et il a toujours — son ministère des Affaires étrangères, voisin du ministère officiel dans la même Wilhelmstrasse, et qui surveillait celui-ci d'un œil jaloux, mais enfin le ministère

officiel restait obstinément comme une bastille difficile à prendre d'assaut, placée sous les ordres d'un diplomate de carrière de la vieille école. La première brèche visible fut faite naguère par la nomination à l'ambassade de Londres de M. von Ribbentrop, dont le salut hitlérien devant le roi, au Palais de Saint-James, produisit fâcheuse impression en Angleterre. Or, le vieux diplomate Constantin von Neurath cède maintenant son fauteuil de la Wilhelmstrasse à ce même Joachim von Ribbentrop : c'est encore victoire éclatante du parti nazi, et l'on peut être assuré que le « rajeunissement » des cadres et des méthodes, sous la direction du nouveau ministre, va se poursuivre à bonne allure. Tout dualisme disparaît : le parti tient en mains tous les « leviers de commande ». On ne voit pas bien ce que fera M. von Neurath à la présidence du nouveau conseil privé, lequel est en majorité composé de hauts dignitaires du parti : il ne pourra, semble-t-il, que se rallier toujours à leurs avis ou se démettre.

Reste l'armée, bastille autrement redoutable. En la reconstituant si puissante, Hitler s'est forgé une arme — diplomatique et militaire — contre l'étranger, mais il a peut-être forgé en même temps une arme contre lui-même et son régime. En effet, la caste militaire n'avait pas disparu en quatorze ans : elle a ressurgi avec ses traditions, dont l'une exige pour l'armée une fière indépendance. Or, le parti national-socialiste (N.S.D.A.P.) ne tolère aucune indépendance en Allemagne : rien ne doit échapper à son autorité; il veut avoir partout droit de regard, d'éducation, de surveillance, de direction. Voilà le conflit, et le maréchal von Blomberg a été mal vu dans les milieux militaires pour avoir montré, dit-on, trop de tolérance à l'égard des empiétements du nazisme sur l'armée; le récent mariage du maréchal avec sa jeune secrétaire n'a été qu'une occasion opportune pour le faire éliminer, et, sur ce point, Hitler semble avoir cédé, un peu à regret, aux exigences de la caste militaire.

Pour le remplacer, le Führer n'a pas osé nommer un candidat du parti et de la « mise au pas » intégrale, comme Himmler, chef des milices S.S. et de la Police d'État, ou comme Gœring, qui aurait volontiers ajouté cette dignité à toutes celles dont il est déjà revêtu, ou bien Reichenau, le général nazi. Pris entre des exigences contraires, Hitler s'est dérobé en prenant lui-même le commandement. En fait, il le délègue à un militaire, le général Keitel. Par une anomalie, celui-ci, qui assume des fonctions analogues à celles du général Gamelin en France, en y adjoignant celles de ministre de la Guerre, reste inférieur en grade à ses trois subordonnés immédiats : le général von Brauchitsch, nouveau généralissime de l'armée de terre, le maréchal Gœring, commandant en chef de l'aviation, et l'amiral Raeder, commandant en chef des forces navales.

Il y a donc indéniablement concentration du commandement, et le Führer-Chancelier sort de cette aventure plus puissant que jamais quant aux pouvoirs qu'il détient. Mais du parti ou de l'armée, qui sort vainqueur ? On a pu soutenir deux thèses contradictoires, mais au total l'armée n'a obtenu que des satisfactions plutôt négatives. Si la retraite de Blomberg est un succès pour la caste militaire, l'éviction de von Fritsch, qui la représentait éminemment, fait compensation, et il reste à savoir comment Keitel et von Brauchitsch se comporteront à l'égard du nazisme intransigeant.

Le fait que ces décisions retentissantes du Führer et les nombreuses mutations militaires n'ont pas soulevé de révolte, du moins rien de grave pour le régime, montre bien que le Führer et le parti sont les maîtres. Mais il importe de retenir que la crise militaire a reçu une solution personnelle. Hitler a pris lui-même le commandement. S'il n'avait pas été là, tout porte à penser que l'affaire aurait pu tourner mal. La question essentielle est maintenant de savoir si les militaires se résigneront d'une manière définitive, ou si le parti acceptera prati-

quement de laisser l'armée autonome et « tabou ». Pour qui connaît l'Allemagne, il est difficile de croire à la résignation, à l'abdication des uns comme des autres, des militaires prussiens comme des chefs nazis... Le Führer est l'arbitre, et tout l'équilibre repose sur son autorité personnelle. Lui-même parle sans cesse de l'unanimité du peuple allemand : il semble bien que ce soit plutôt un équilibre sous la contrainte, ce qui est très différent. Le trouble jeté dans les consciences par les persécutions religieuses, et, d'autre part, les rudesses de la mobilisation économique sous tous ses aspects ne sont pas favorables à l' « unanimité », qui existe peut-être seulement en politique extérieure...

*
* *

Nous disons « peut-être », car si le peuple dans son ensemble acclame le relèvement de l'Allemagne, il y a cependant des divergences. Les militaires sont mécontents de la politique extérieure hitlérienne, de l'alliance étroite avec l'Italie, de l'intervention en Espagne, des difficultés créées avec l'Angleterre, de l'hostilité contre la Russie...

Le remaniement diplomatique et la nomination de M. von Ribbentrop semblent devoir accentuer les hardiesses de la politique extérieure du Reich. Le Chancelier fédéral d'Autriche vient d'en faire l'expérience, lui qui, s'étant rendu à Berchtesgaden, a été reçu par Adolf Hitler assisté d'un impressionnant entourage, et s'est vu mis en présence d'une sorte d'ultimatum... Mais sur ce point comme dans le domaine intérieur allemand, il faut attendre la suite des événements. Le prochain discours d'Adolf Hitler va présenter à cet égard un réel intérêt.

16 février.

HENRI SIMONDET.

En Méditerranée occidentale

La mer latine a fait de nouveau parler d'elle — tristement. Deux bateaux anglais bombardés. Par qui ? les conjectures sont toutes possibles. L'*Endymion* et l'*Alcira* ont pu être victimes des torpilles et des bombes nationalistes. Le gouvernement de Salamanque a renforcé récemment sa flotte par l'achat d'unités à l'Italie. Mais la mer, c'est la grande muette. Un périscope apparaît, puis disparaît, une coque de navire est frappée par une torpille insidieuse et anonyme. Ou bien un avion, qui peut être camouflé aux couleurs de n'importe quel pays, laisse tomber quelques bombes, virevolte et disparaît aussi vite qu'il était venu. La guerre moderne est la plus lâche qui se puisse imaginer. On admirera les progrès dans l'art de tuer sans risquer d'être atteint, d'attaquer et de couler rapidement d'inoffensifs bateaux marchands, en se moquant naturellement des dangereuses complications européennes que de tels actes peuvent entraîner.

La réaction britannique a été immédiate. Le cabinet de Londres a décidé de renforcer la surveillance en Méditerranée, et de tirer sans avertissement sur tous les sous-marins immergés hors des eaux territoriales espagnoles. Le gouvernement français a pris la même décision. En outre, le comité de Londres, qui semblait quelque peu s'endormir, a repris une louable activité. Le retrait des volontaires d'Espagne est revenu à l'ordre du jour.

Un résultat important, fort important même, des incidents en Méditerranée orientale et des mesures qu'ils ont provoquées en Angleterre et en France, c'est la reprise éventuelle des pourparlers italo-britanniques pour le règlement des questions pendantes en Méditerranée entre les deux pays. Mais l'heure est-elle réellement venue d'un pareil règlement ? Il conviendrait auparavant d'en finir avec les interventions étrangères en Espagne, autrement les dif-

ficultés d'un nouveau *gentlemen's agreement* risqueraient de faire traîner en longueur la question de la non-intervention.

Les choses n'ont point jusqu'ici marché toutes seules au comité de Londres, mais il semble cependant qu'elles soient en bonne voie. On peut croire que les événements du 4 février en Allemagne n'ont pas été sans disposer l'Italie à la conciliation et au rapprochement avec l'Angleterre. Puis la guerre d'Espagne ne s'oriente point vers une prompte décision; la prise de Teruel par les « gouvernementaux » espagnols a montré chez eux une nouvelle force offensive, et l' « heure H » des nationalistes, que souhaite Rome, a encore reculé. L'Italie, dont les effectifs en Espagne seraient aujourd'hui de 25.000 hommes seulement, ne serait peut-être pas fâchée de se retirer d'une entreprise qui lui coûte cher et reste chez elle impopulaire.

Tandis que Rome s'engageait à fond dans la péninsule, Berlin se contentait d'y maintenir des techniciens, quatre mille, dit-on. Or la question qui apparaîtrait aujourd'hui la plus importante au comité de Londres serait précisément celle des techniciens étrangers, qui sont, assure-t-on, nombreux également au service de Barcelone.

Une commission internationale va partir pour l'Espagne et s'occuper d'abord de recenser lesdits techniciens. Certains prétendent que, dès ce recensement accompli, et sans attendre celui des volontaires étrangers, le droit de belligérance serait accordé aux nationalistes.

***

Ce qui reste acquis, ce sont les heureuses dispositions réciproques de Londres et de Rome, également désireux d'améliorer leurs rapports. Rome a d'ailleurs fourni une preuve de sa bonne volonté en adhérant immédiatement aux mesures proposées par Londres en vue de renforcer la surveillance en Méditerranée. Cette adhésion était naturelle de la part d'un État signataire des accords de Nyon.

Mais l'Empire italien d'Afrique orientale sera-t-il reconnu au préalable par l'Angleterre? On sait avec quelle ardeur cette reconnaissance est souhaitée dans la péninsule, et quelle puissante monnaie d'échange elle constitue pour le cabinet Chamberlain. Abandonner sans plus un

moyen de pression n'est point dans les habitudes de la politique britannique. Celle-ci veut en finir avec la tension en Méditerranée, orientale comme occidentale, et avec les menaces perpétuelles portées à la sécurité de son commerce et de ses communications. M. Mussolini peut tenir, pour des raisons de prestige, à une reconnaissance sans conditions de ses conquêtes africaines par l'Angleterre, reconnaissance qui sans doute entraînerait celle de la France, mais il ne peut s'attendre de la part de Londres, à un geste gratuit qui serait en quelque sorte un abandon. Marchandage, pourra-t-il dire; sage précaution, pourra-t-on lui répondre. Un retard sérieux est cependant à prévoir, en conséquence, dans la marche des négociations.

On paraît tabler à Rome sur des divergences possibles au sein du cabinet britannique. M. Neville Chamberlain, dont la lettre personnelle adressée, en juillet dernier, au Duce n'est pas oubliée, représenterait l'élément conciliant, et M. Eden l'élément intransigeant. Ce dernier fut, il y a quelques jours encore, l'objet de violentes attaques dans la presse italienne. L'unité de la politique anglaise ne saurait cependant faire de doute; elle tient essentiellement à l'observation stricte de la non-intervention en Espagne, comme à des garanties d'avenir pour ce qui est de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale de ce pays.

Des bruits ont couru à Londres même d'un certain désaccord entre le premier ministre et son secrétaire aux Affaires étrangères, ainsi que d'autres membres de son cabinet, au sujet d'un emprunt de vingt-cinq millions de livres sterling à accorder à l'Italie. La guerre d'Éthiopie a coûté cher aux finances romaines, celle d'Espagne également. Les troupes italiennes en Libye viennent d'être renforcées. L'exploitation de l'Éthiopie stagne par suite du manque de capitaux. La situation de la lire n'est donc pas brillante.

M. Mussolini aurait offert, en échange de l'aide financière anglaise, une rectification territoriale en faveur du Soudan anglo-égyptien non loin du fameux lac Tana, dans une région riche, croit-on, en ressources du sous-sol. Or, du lac Tana coule, vers le nord-ouest, une des sources principales du Nil, et l'Égypte est « un don du Nil », et le Soudan anglo-égyptien plus encore, et le Soudan anglo-égyptien fournit aux broches de Manchester le coton que ne lui fournit plus guère l'Inde, qui travaille elle-même sur place

son coton. Si l'offre de M. Mussolini est exacte, elle a pu séduire les hommes d'État britanniques.

Mais ceux-ci sont assez avisés pour se rendre compte de la force de leurs positions. Crédits, reconnaissance de l'Empire italien, ils ont dans leurs mains des atouts sérieux, d'autant plus que la politique européenne forme un tout, et que les moindres événements qui se produisent à un point quelconque de notre continent extra-sensible, réagissent sur les autres points. Deux faits viennent d'avoir lieu, qui doivent incliner Rome vers la conciliation, bien qu'ils ne concernent point la Méditerranée occidentale : les événements du 4 février en Allemagne et la chute du gouvernement Goga.

*
* *

Ce n'est pas ici le lieu de juger le petit coup d'État du 4 février, qui semble marquer la nazification complète du Reich, y compris l'armée et le département des affaires étrangères. Cependant le malaise allemand, conséquence d'un nouveau pas en avant de la révolution hitlérienne, et la décapitation d'une partie de l'armée ne consolident point la position internationale de ce pays. Au surplus, en renforçant les éléments extrémistes, le 4 février a rendu plus difficiles les relations entre Berlin et Vienne. M. Hitler s'en est rendu compte, qui a mandé à Berchtesgaden, le 12 février, le chancelier d'Autriche Schuschnigg. Qu'est-il résulté au juste de cette entrevue ? rien de décisif, semble-t-il. L'Italie néanmoins est sur le qui-vive, et regarde certainement avec inquiétude vers le Brenner.

Quant à la chute du cabinet Goga, elle est un coup pour Rome comme pour Berlin. A quelles pressions a cédé le roi Carol en congédiant le ministère de minorité qu'il venait récemment de former ? A celle de la France et de l'Angleterre, maîtres-ès-phynances d'autant plus importants que les caisses publiques ne sont pas fort remplies en Roumanie ? A la menace constituée par des mouvements inquiétants des troupes à la frontière soviétique ? « Que sais-je ? » dirait Montaigne, car, malgré la multiplication et la rapidité des moyens d'information, nous savons si peu de choses sur les événements actuels.

Quoi qu'il en soit, les circonstances sont actuellement favorables à un rapprochement anglo-italien. Elles ne le

seront peut-être point demain. Les nouvelles forces regroupées en Allemagne autour d'Hitler peuvent vouloir renforcer l'axe. Le nouveau cabinet roumain peut demain faire place à un cabinet soutenu par les Gardes-de-Fer inféodés complètement aux nazis. Le chroniqueur de politique étrangère écrit « sur de l'eau », et il doit se résigner à être vite démenti par les événements...

A moins que la sagesse ne retrouve enfin droit de cité dans notre pauvre Europe, et que les grandes puissances, au lieu de se quereller, ne s'entendent... au grand dam de Moscou. Mais je m'arrête; on m'accuserait de vouloir ressusciter le pacte à quatre.

13 février 1938.

A.-D. Tolédano.

Culture et Patriotisme autrichien

Quatre personnages, un soir de printemps, se rencontrent devant l'élégant palais de Kaunitz, et, du Ballhausplatz, s'en vont devisant le long de la Hofburg. — Ils sont là au cœur de Vienne, de la Vienne de Marie-Thérèse et des Habsbourg; ils représentent les quatre tendances spirituelles, sinon les quatre forces sociales, qui, fidèles à l'Autriche ancienne, s'orientent vers l'avenir : un ancien diplomate habsbourgeois, que la philosophie préserve de toute rancœur, un poète, un jeune officier de la *Heimwehr,* — et un Père Jésuite. Ils continuent à discuter, non pas, comme les convives de Platon, au cours d'un banquet, mais autour d'une tasse de thé que l'ancien diplomate a fait chauffer lui-même pour ses hôtes (nous sommes dans la Vienne de 1935). Leurs propos vont remplir trois soirées : l'une consacrée à la philosophie, l'autre à l'histoire, la troisième à la politique.

La forme dialoguée, on l'a deviné, n'est qu'un aimable artifice qui permet à l'auteur (1) de nous faire mieux entendre les nuances de sa pensée en suivant les méandres d'une conversation qui, un peu lâche parfois, ne s'égare pourtant jamais. Le baron van Andrian a entrepris de légitimer les prétentions de l'Autriche à une existence indépendante. Les tentatives de ce genre ont été fréquentes depuis 1933, mais celle-ci prend une place particulière et vaiment éminente. D'autres écrivains sont demeurés sur le plan polémique ou politique; ou, s'ils ont fait appel à l'histoire et à la philosophie, ils se sont contentés de les utiliser hâtivement en vue de fins immédiates. L'auteur laisse entendre que, jeune homme, il s'est consacré à la poésie ; homme jeune, à la politique; homme mûr, à la science, et en tout temps à sa

(1) Léopold Andrian, *Oesterreich im Prisma der Idee.* Verlag Schmidt-Dengler, Wien-Leipzig. 1 vol., 423 pp., 1937.

patrie. En fait, il occupa pendant la guerre un poste diplomatique, et fut ensuite *Generalintendant* du *Hoftheater* de Vienne. L'artiste, le philosophe, le patriote et le chrétien s'harmonisent en lui et lui donnent qualité pour parler de la culture. Car c'est du point de vue de la culture qu'il étudie le problème du patriotisme et celui de l'indépendance autrichienne; et c'est là une heureuse originalité.

Il n'est pour lui de patriotisme vrai, actif, et défiant l'usure, que celui qui est fondé sur une culture.

Trois facteurs, qui n'existent jamais isolés les uns des autres, mais qui restent toujours distincts, donnent à une époque ses caractères essentiels : son trésor de valeurs immatérielles (*Geistigkeit*), sa Culture, et sa Civilisation. Le premier comprend des valeurs qui ont dépouillé toute existence concrète et appartiennent ainsi tout entières à l'une des trois catégories du beau, du bien et du vrai, — de l'esthétique de la morale ou des sciences. La Civilisation, elle, peuple l'univers de ses créations supérieures à celles de la nature originaire avec lesquelles l'homme est aux prises. Ses œuvres constituent une « seconde nature », une nature dominée et maîtrisée par l'homme, réduite à lui assurer les commodités de la vie. La Culture enfin ne fait pas abstraction de la nature ni des êtres concrets qui la composent, et par là elle se distingue des valeurs purement spirituelles (*Geistigkeit*); mais elle les *ennoblit*, et la noblesse qu'elle confère aux choses la distingue à son tour de la civilisation. — Le contrat de mariage et les réalités naturelles qu'implique cette institution ne sont nullement changés par les symboles et les cérémonies dont on les entoure; mais celles-ci témoignent d'une culture, — occidentale, spiritualiste et chrétienne. Une belle table de l'époque de Marie-Thérèse reste une table destinée à servir; mais la beauté des lignes et des teintes, invention d'une époque et d'un temps, lui confèrent un *style* que la civilisation eût été incapable de lui donner et dont elle ne se serait pas soucié.

Cette définition de la culture permet d'en préciser les divers caractères. La considère-t-on du point de vue objec-tif? Quatre traits vont servir à la caractériser. L'auteur insiste très heureusement sur le premier d'entre eux : le caractère social de la culture. S'ouvrir à elle, c'est acquiescer à une vie collective, car c'est dans une communauté, c'est en ses œuvres et en ses institutions, qu'une culture s

réalise et prend forme. Les éléments esthétiques semblent à leur tour jouer un rôle considérable, supérieur peut-être à celui des éléments moraux et scientifiques. D'autre part, les valeurs qui contribuent à former une culture — et c'est le troisième trait — sont « ouvertes » et non closes. Elles sont enfin capables d'extension ou d'expansion, quantitative et qualitative. — Si, après l'avoir envisagée du point de vue objectif, on considère la culture du point de vue subjectif, dans l'individu qui en bénéficie, on remarquera qu'elle affecte les puissances du sentiment plutôt que la volonté. En même temps, elle s'enracine dans la tradition; pas de cuture sans un certain sens du passé et de la continuité ; c'est le barbare qui croit qu'une époque nouvelle commence avec lui; l'homme cultivé doué de facultés créatrices, a conscience d'épanouir et d'achever ce que d'autres ont commencé. La culture enfin est désintéressée, et, grâce sans doute au rôle joué par l'éducation, ses valeurs sont au nombre des choses « qui vont de soi ».

Cette solide et élégante analyse de la culture conduit l'auteur à l'idée centrale du livre : entre le patriotisme et la culture, il y a un lien naturel; seul est vrai, sain et durable, le patriotisme qui est l'expression d'une culture.

Malheureusement, l'avènement d'un siècle où technique, politique et civilisation l'emportent sur la culture, où celle-ci, sous la forme occidentale, chrétienne et humaniste qu'elle a prise et qu'elle doit avoir, s'affaiblit ou même semble rendue impossible, a modifié, déformé, corrompu le sentiment patriotique. Langue, histoire et race y prennent la première place, et avec le patriotisme, c'est la paix et l'ordre entre les nations qui sont atteints et blessés.

En ce qui concerne l'Autriche, l'arrêt subi au XIX[e] siècle par le développement d'une culture qui lui soit propre a empêché la cristallisation d'un sentiment patriotique spécifiquement autrichien. L. von Andrian accuse la bourgeoisie autrichienne d'avoir été infidèle à sa mission et de n'avoir pas su développer les éléments de culture germanique, mais originale, qu'elle possédait. Par là, non seulement elle a contrarié la formation d'une nation autrichienne, mais elle a desservi tous les peuples qu'une connexion plus ou moins étroite rattachait au germanisme. Elle les a privés d'incomparables richesses, qui manquent aujourd'hui à l'Europe et à son équilibre. La bourgeoisie autrichienne du

XIXe siècle s'est trouvée avoir elle-même l'âme déchirée, partagée entre deux idéals qu'elles croyait pouvoir unir en une synthèse, mais qui étaient inconciliables. L'un des deux s'est écroulé avec l'année 1918 ; l'autre, l'idéal du *Deutschtum*, restait seul, pesant de tout son poids dans le sens de l'union avec l'Allemagne, et consommant ainsi la ruine de l'Autriche.

Ces dernières années ont vu une résurrection de l'idée autrichienne; mais on sait à quels dangers elle reste exposée. C'est que le nouveau patriotisme autrichien n'est pas encore devenu l'expression d'une culture. Le drame que vit aujourd'hui l'Autriche vient de ce qu'elle est prise dans l'étau d'un double dilemme : une culture, en raison de son caractère social, n'acquiert toute sa solidité que grâce à l'action d'un sentiment patriotique vivace; — mais seul un patriotisme fondé sur une culture déjà acquise est pleinement efficace. C'est le premier dilemme. Le second n'est pas moins tragique : la nation autrichienne ne peut trouver son achèvement qu'en acquérant une culture qui lui soit propre, mais l'Europe du XXe siècle, livrée à la civilisation et à l'instinct, semble une terre où nulle culture ne peut plus se former ni s'épanouir. — Est-il possible de sortir de ce double dilemme ? L'auteur le pense, et nous le pensons avec lui, même si nous ne mettons pas un espoir égal au sien dans tous les moyens qu'il préconise.

Son livre, en tout cas, est un vivant témoignage rendu à l'existence d'une culture autrichienne. Ni la force ni la pénétration ne lui font défaut, mais elles sont sans cesse revêtues d'élégance. Un charme s'en dégage, voilé — pourquoi cette impression ? — d'une légère mélancolie. Mais, en fait, peut-on aujourd'hui parler de culture, et de culture autrichienne, sans un peu de mélancolie ? Cette impression de « partie perdue » disparaîtra, sans doute, le jour où le livre de L. von Andrian sera devenu le bréviaire de tous les dirigeants de la nouvelle Autriche — *Katechismus der Fuehrenden.* — En attendant, tous ceux qu'intéresse le problème de la culture, dans son étroite connexion avec celui de la culture et de l'ordre européen, trouveront profit à prendre part — fût-ce pour discuter leurs propos — aux conversations des quatre interlocuteurs viennois.

J.-T. Delos, O. P.

L'attitude des organismes professionnels devant le projet de « Statut du travail »

La tentative de M. Chautemps pour élaborer un « Code de paix sociale » s'inspire d'un profond désir de concilier les parties en présence. Il ne faut pas y chercher l'application de principes bien définis. Certaines dispositions des projets donneraient lieu dans la pratique à des déboires certains. D'autres innovations sont en opposition flagrante avec des règles bien établies de notre droit. Ce qui importe avant tout pour le gouvernement, c'est de rétablir l'ordre, de calmer l'agitation si dangereuse en ce moment où notre économie s'enlise chaque jour davantage et où de graves périls extérieurs nous entourent.

Les insuffisances des projets aux yeux des cégétistes

La C.G.T. n'a pas accueilli avec enthousiasme ces projets qui répondent pourtant aux desiderata qu'elle a formulés au mois d'août 1937 dans une lettre adressée au Président du Conseil. Depuis lors, les circonstances économiques se sont aggravées. La montée du coût de la vie est telle que, bien souvent, les arbitres appelés à trancher des conflits portant sur les salaires n'osent satisfaire entièrement les revendications ouvrières de peur de provoquer des difficultés insurmontables pour les entreprises. Or, les textes de M. Chautemps sont muets sur cette question primordiale, pour la C.G.T., de l'adaptation des salaires au coût de la vie. A la commission

du travail, les députés communistes ont pris la défense de l'échelle mobile des salaires, et, après avoir accepté un texte transactionnel de M. Moch stipulant que toute variation de cinq pour cent du coût de la vie entraînerait le rajustement des salaires si la situation économique de l'entreprise le permettait, ils sont revenus sur leur position première au nom des organisations ouvrières. Effectivement, la résolution adoptée par le Comité confédéral national de la C.G.T., le 16 février, demande l'adaptation des salaires au coût de la vie. Une réserve est, cependant, admise : les entreprises qui ne pourront remplir cette obligation devront en apporter la preuve devant une commission comprenant des représentants des organisations syndicales patronales et ouvrières. L'augmentation serait acquise si le patron refusait de justifier son refus. Voilà donc que les organisations ouvrières seraient juges de la situation économique et financière des entreprises ! Dailleurs, la C.G.T. ajoute en outre que si la loi ne lui donne pas satisfaction, la classe ouvrière l'obtiendra par l'action directe !

Outre la revendication de base concernant les salaires, M. Jouhaux a, devant la Commission du travail, demandé que l'embauchage direct soit limité aux entreprises ayant moins de dix ouvriers et non pas trente. Il a cependant concédé que le recours aux offices publics de placement ne serait pas obligatoire pour 10 % du personnel des entreprises. En ce qui concerne le projet sur la grève, M. Jouhaux s'est montré hostile aux sanctions pour ceux qui n'auront pas pris part au vote. Mais il veut des sanctions contre les employeurs qui occuperaient des ouvriers pendant une grève et contre ceux qui n'accepteraient pas une sentence arbitrale. Pour les autres projets, le secrétaire général de la C.G.T. a adopté cette même attitude purement revendicative sans se préoccuper des nécessités économiques et sans se soucier des efforts de conciliation du Président du Conseil.

La résolution du Comité confédéral national nous paraît bien significative. Outre les grandes lignes d'un contre-projet, on peut y lire que « l'heure est venue de nationaliser les opérations de réassurances et l'industrie de l'assurance-vie, ainsi que les entreprises de transport et de répartition de l'énergie électrique ». Tous les discours prononcés gardent le ton habituel de menace et de lutte. La C.G.T. refuse la conciliation ; c'est son programme de socialisation de l'économie qu'elle poursuit inlassablement.

Les propositions concrètes de la C.F.T.C.

Parmi les confédérations ouvrières, l'attitude de la C.F.T.C. devant les projets est particulièrement importante à relever. Les syndicats chrétiens ont été déçus. Ils estiment que la « normalisation » du rapport du patronat et du salariat aurait dû être recherchée par des réformes donnant au travailleur plus de sécurité : fixation de minima de salaires établis sur la base du coût de la vie contrôlée, accroissement des allocations familiales, indemnité spéciale assurant le retour de la mère au foyer, retraite des vieux travailleurs, organisation de l'apprentissage, accession des jeunes au travail, etc... Leur position est donc très ferme et orientée vers des solutions constructives à base de collaboration.

Mais la C.F.T.C., toujours si réaliste, a compris que les projets pouvaient être très préjudiciables à la liberté syndicale. Dans les divers amendements qu'elle a proposés se trouve ce double souci constant d'assurer le droit pour tout travailleur d'adhérer au syndicat de son choix et d'exclure toute possibilité pour la C.G.T. de réclamer le monopole de représentation des travailleurs.

L'attitude réservée de la C.G.P.F.

Le patronat français, déjà préoccupé par toutes les difficultés économiques et les revendications sans fin,

attendait anxieusement les projets du « Statut du travail ». Dans l'ensemble, il a reconnu l'effort de conciliation de M. Chautemps tout en relevant les atteintes indubitables à certaines prérogatives indispensables au rôle qui incombe au chef d'industrie.

C'est à tort, pensons-nous, que la presse de gauche a accusé M. Gignoux, président de la C.G.P.F., de se prononcer contre les projets. Ce que l'on peut dire, c'est qu'il est demeuré sur une position de résistance. Il a critiqué les projets en s'efforçant de dégager les incidences probables sur l'économie. Il s'est affirmé partisan des mesures susceptibles d'assurer l'ordre et la paix sociale. Mais il s'est montré hostile à toute disposition législative qui préparerait, directement ou indirectement, une transformation fondamentale des conditions nécessaires au bon fonctionnement économique du pays; il faut entendre par là surtout l'autorité et la propriété.

En somme, le patronat s'oppose au Statut du travail non pas seulement pour défendre ses intérêts immédiats, mais par réaction contre l'attitude intransigeante des organisations ouvrières de la C.G.T.

La position constructive de la C.F.P.

Les patrons catholiques ne se sont pas contentés de relever les exagérations des solutions proposées. S'inspirant de la doctrine sociale de l'Église, ils ont mis sur pied un contre-projet qu'ils ont présenté à la Commission du travail.

En ce qui concerne le placement, tout particulièrement, les solutions qu'ils proposent tendent non seulement à supprimer les causes de conflit, mais encore à poser les jalons d'une véritable organisation professionnelle.

Les dispositions essentielles cherchent à maintenir à l'employeur, responsable de la bonne marche de l'entre-

prise, la liberté du choix de ses collaborateurs, tout en assurant au salarié son droit au travail et la sécurité de son emploi. En vue de ce double but, il est prévu qu'une indemnité substantielle serait versée pendant six mois à tout travailleur congédié. Le chômeur aurait ainsi la vie assurée dans une large mesure jusqu'à son réembauchage, et les fantaisies des patrons seraient freinées. Cette allocation serait servie par une Caisse professionnelle.

De même, en ce qui concerne l'embauchage, la C.F.P. voudrait voir favoriser les bureaux paritaires professionnels au lieu des offices publics et des bureaux d'usines. Bref, tout ce contre-projet suggère des solutions qui, tout en étant réalisables à brève échéance, créent des amorces à l'organisation des professions.

Telles sont les attitudes des principales organisations patronales et ouvrières devant le projet de « Statut du travail ». Pour chacune, nous avons dû nous contenter de donner quelques traits caractéristiques.

Ils permettent de comprendre que c'est, malheureusement, un esprit de méfiance et de lutte qui domine dans les rapports entre le capital et le travail. Les marxistes s'en contentent volontiers. Pour M. Moch, rapporteur général des projets, la loi ne doit pas essayer de modifier l'antagonisme de ces deux forces qui est lié au régime économique. Pour lui, la loi sociale est donc relative.

Cette conception originale du « droit social » légitime l'action directe de l'une ou l'autre des forces qui s'opposent, et empêche tout ordre basé sur la légalité.

Les débats au Parlement diront quelle est l'opinion du pays en cette matière. Dès maintenant, on est en droit de se demander si le « Statut moderne du travail » n'est pas, comme la « pause », un aveu d'impuissance du gouvernement.

A. V.

Le Visage économique de l'Europe (Payot, 1937; in-8°, 216 pp.), par A. Reithinger, trad. de M. Cl. Bourdet, préface de M. André Siegfried.

L'Europe est en pleine crise, spirituelle, politique, sociale, économique : c'est à ce dernier aspect que s'attache M. Reithinger dans le beau livre que M. Claude Bourdet vient de mettre à la portée du public français. Crise de l'Europe dans ses relations économiques avec le reste du monde, l'auteur certes ne néglige pas ce point de vue, mais crise aussi dans les rapports intra-européens; non pas crise accidentelle, explicable par des événements passagers et qui doive s'évanouir à l'aide de quelconques palliatifs, crise de structure au contraire, qui exige une revision complète des situations réciproques. On peut en effet distinguer dans notre Europe deux grandes zones économiques : un bloc agraire méridional et oriental, et un bloc industriel occidental et septentrional. Ici une évolution généralement ancienne a concentré d'immenses foules dans des groupements urbains voués à une production industrielle intensive; monopole de fait de la Grande-Bretagne, puis, à son instar, de ses voisins d'Europe occidentale, cette activité prodigieuse a provoqué dans cette zone, en même temps qu'une hausse considérable du niveau des salaires et de la vie en général, une baisse régulière du loyer de l'argent, qui a encore stimulé l'industrialisation. L'agriculture, d'ailleurs, trouve dans cette zone des conditions aussi favorables que l'industrie; une population agricole d'une densité à peu près uniforme (40 à 60 habitants par kilomètre carré) y a vécu très à l'aise jusqu'à la récente crise, protégée qu'elle était contre les produits d'outre-mer par des droits de douane très élevés. — L'Europe orientale, à l'inverse, s'est trouvée presque complètement exclue de l'industrialisation du siècle dernier; uniquement agraire, ou peu s'en faut, jusqu'à la guerre, elle souffre d'une pauvreté d'autant plus grande que la population agricole y varie de 70 à 100 habitants par kilomètre carré, avec des procédés de culture souvent arriérés et, en conséquence, des rendements moyens très inférieurs. Aussi toute industrialisation avait-elle été paralysée jusqu'ici par l'absence de capitaux nationaux, et dépendait-elle fatalement de l'étranger.

Mais — et c'est ici que les vues de M. Reithinger deviennent particulièrement saisissantes — au problème économique est sous-jacent le problème démographique : il y a surpopulation sans cesse

croissante de l'Europe; quelles qu'en soient les raisons, quelle que soit en particulier l'influence de la poussée industrielle du XIXe siècle, c'est un fait indéniable. L'immigration, qui fut le remède appliqué avant la guerre, n'est plus possible aujourd'hui, non plus en général que l'expansion coloniale. Et c'est là pour M. Reithinger le nœud du drame européen; la population européenne, en effet, croît toujours dans d'inquiétantes proportions : évaluée à 166 millions en 1810, 206 en 1840, 246 en 1870, 305 en 1900, elle atteignait 373 millions en 1930, et l'état actuel des naissances et décès laisse prévoir un total de 425 millions environ d'Européens pour 1960; dans ce chiffre n'est d'ailleurs pas comprise l'U.R.S.S. que M. Reithinger, à juste titre, considère plus comme un voisin que comme un membre de la communauté européenne. Or l'accroissement, aujourd'hui, porte avant tout sur les populations du groupe slave (le groupe agraire de l'Europe orientale), puis sur les populations méditerranéennes presque aussi peu industrialisées que lui (1). Cette poussée démographique qui commence déjà à bouleverser l'équilibre des forces, ce déplacement vers l'Est du centre de gravité démographique va exiger, exige dès maintenant la concentration urbaine de populations auxquelles l'agriculture ne peut plus fournir ni travail, ni moyens de subsistance, et cette concentration urbaine n'est possible que moyennant une industrialisation, qui réagit à son tour sur les régions déjà industrialisées du Centre et de l'Ouest.

Comment créer dans l'Europe orientale ces industries nécessaires au moment où l'Europe occidentale voit se fermer progressivement ses traditionnels débouchés d'outre-mer ? Avec l'aide de quels capitaux ? Avec quelles matières premières ? Et pour quels débouchés ? Tels sont les grands problèmes que M. Reithinger croit indispensable pour les dirigeants des années à venir de résoudre radicalement, sous peine de voir sombrer la suprématie mondiale de l'Europe au milieu des déchirements des luttes intérieures. Crise d'adaptation donc à une situation nouvelle dont le facteur essentiel est démographique : la guerre de 1914-1918 n'en fut

(1) La démonstration serait encore plus saisissante, l'évolution démographique manifestée davantage en toute son acuité, si l'auteur avait pu considérer les taux respectifs de reproduction, au lieu des taux bruts de natalité, ceux-ci n'étant comparables de pays à pays que si la répartition par âge était elle-même sensiblement comparable d'un pays à l'autre.

pas la cause, plus plus que la « crise » actuelle; l'une et l'autre en sont seulement des symptômes, le mal est plus profond. Pour le moment, l'ordre traditionnel des échanges a vécu; à la place d'un système unique s'ébauchent des systèmes clos, qui restent indispensables malgré l'effort général d'indépendance économique. L'Europe orientale s'industrialise, non parfois sans une vraie réussite économique; tandis que la plupart des vieilles nations de l'Europe occidentale commencent à reviser les principes mêmes sur lesquels elles avaient fondé leur vie économique et notamment cherchent à retrouver une indépendance agricole dont — la France mise à part — elles avaient fait le sacrifice d'un cœur léger. C'est ce que montre M. Reithinger passant en revue les différentes zones européennes après avoir exposé les problèmes généraux de l'économie européenne; signalons en particulier les pages consacrées à l'Allemagne, celles aussi où la Pologne est étudiée avec une impartialité qui n'est peut-être pas aussi rigoureuse à propos des États successeurs de l'Empire d'Autriche-Hongrie.

Quant aux solutions nécessaires, M. Reithinger est trop averti de la complexité de la situation européenne pour en proposer de toutes faites; son intention d'ailleurs est bien plutôt de « jalonner le changement », comme dit M. Siegfried dans la suggestive préface qu'il a écrite pour ce livre, et ce travail de mise au point est parfaitement réussi. — Plus d'une centaine de tableaux, une quinzaine de figures très parlantes documentent l'ouvrage sans l'alourdir un seul instant. La traduction de M. Cl. Bourdet, simple et limpide, contribue d'ailleurs largement à en rendre la lecture aisée et même agréable.

V. Grégoire, O. P.

A TRAVERS LES REVUES

■ *Nouveaux Cahiers* (15-1). *La réglementation de l'embauchage et du licenciement.* — P.-L. Landsberg : *Guerres d'idéologies?* « ... A la fin, on ne voit que des « marxistes » et des « fascistes », on ne voit plus d'hommes. C'est-à-dire que l'on ne voit plus rien de cette substance à la fois sanglante et consciente dont la guerre est faite. L'entreprise a réussi : l'idéologie a permis de justifier l'inhumanité nouvelle que la technique récente a donnée à la guerre. En exterminant des « masses », on ne croit plus tuer des hommes, on *fait semblant de tuer* un certain nombre d'unités abstraites, c'est-à-dire d'*adhérents* à une pensée définie par la haine elle-même. En vérité, il est déjà esentiellement inhumain d'identifier son prochain à une idéologie. Sa mort du moins n'a rien d'idéologique, ni celle de ses enfants. Aux yeux de ceux qui la suivent assis dans les fauteuils de certaines rédactions, la guerre des autres prend visage de polémique de journal quelque peu rude ou de discussion parlementaire quelque peu mouvementée. Ceux qui manient déjà couramment la formule creuse de « la guerre de deux mystiques » paraissent croire que ce sont des livres qui se battent et qui meurent... »

(2-2) — A. Carteiser : *L'Officier français.* A notre connaissance, on consacre rarement à l'officier français des pages aussi équitables et aussi lucides. « Depuis le début de la IIIe République, l'officier se trouve au point de convergence de miroirs déformants — et déformant différemment — maniés par les partis, les clans ou les hommes. » L'auteur, lui, par-delà tous les clichés de la littérature post-barrésienne, s'efforce de faire le point et de déceler les vraies grandeurs de l'officier français. Le corps d'officiers français est l'une des parties les plus cultivées de la nation, — même lorsqu'il croit faire de la politique, il reste dans son ensemble vraiment apolitique (comparer avec le corps des officiers espagnols, par exemple, ou des officiers allemands, — il vit toujours avec l'idée de la guerre, mais plus qu'un autre il a horreur de la guerre. — R. Jouanneau : *Les loisirs ouvriers en Allemagne.* Excellent documentaire.

■ *Syndicats* (9-2). — « Je ne comprends pas que l'on puisse songer à établir un « Statut du travail », moderne au surplus, en laissant de côté la question des travailleurs privés momentanément d'em-

ploi. Il ne faut pas oublier que les chômeurs sont des travailleurs : disons aussi des ouvriers n'ayant plus la possibilité de trouver à s'employer parce que trop vieux ou parce que la technique moderne, les procédés nouveaux de production et de fabrication les ont chassés des usines, mais disons tout de même des hommes et, au sens propre du mot, des travailleurs. Le qualificatif de chômeurs qui leur est appliqué ne vient là qu'accidentellement et consécutivement au déséquilibre d'une société qui ne sait plus faire un sort normal à tous ses membres. C'est une injustice grande que d'écarter les chômeurs du statut moderne du travail. Ils ressentiront douloureusement l'affront qui leur est fait; ils auront l'impression d'être relégués parmi les non-valeurs; d'être placés en dehors du cadre des lois sociales, d'être ainsi des citoyens diminués, privés de leur qualité essentielle : celle de producteurs. »

■ *La revue catholique des idées et des faits.* — Elle a accueilli récemment une note intéressante de Léon-E. Halkin sur *La République des Ducs et l'Église de France.* « C'était sur la religion que comptait l'Assemblée nationale pour assurer de timides réformes sociales, mais, loin de s'appuyer sur les principes de justice du christianisme, les parlementaires faisaient appel à son pouvoir de pacification des esprits, ils lui demandaient d'inspirer la bonté aux patrons et la soumission aux ouvriers. Quelques lois indispensables furent néanmoins votées. L'une d'entre elles réduisit à douze heures le travail des enfants de douze à seize ans, à six heures celui des enfants de dix à douze ans. Il fut même question d'étendre la protection de l'État aux ouvrières; la demande parut inutile ou inopportune, rien ne fut décidé. » — Par contre, Hilaire Belloc continue à envoyer à la revue ses chroniques tendancieuses sur l'état du catholicisme français. C'est d'autant plus regrettable que l'essayiste anglais semble déjà faire le trust de toutes les informations françaises dans les journaux et revues catholiques d'outre-Manche.

LES LETTRES ET LES ARTS

FRANTISEK LAZECKY. *Pour mon pays.*

Un poème religieux d'un jeune écrivain catholique. Traduit et présenté par V.-L. Tapié.

G. MARCEL. *La musique française en deuil.*

Après la mort d'Albert Roussel et de Maurice Ravel. « On peut affirmer, je crois, que jamais ils n'ont perdu conscience de l'engagement essentiel qu'un artiste contracte envers lui-même, et auquel il ne peut se soustraire sans se nier en tant qu'artiste — et cet engagement consiste précisément à proscrire le « n'importe quoi », c'est-à-dire à sauvegarder toujours le style. C'est par là que restent, malgré tout, proches l'un de l'autre deux compositeurs par ailleurs si différents qu'on n'est même pas tenté de les opposer l'un à l'autre. »

NOTES ET CHRONIQUES

LETTRES AMÉRICAINES, par W. Weidlé :
Le pessimisme de F. Scott Fitzgerald.

Ferdinand Brunot et l'histoire de la lange française,
par A. George.

THÉATRE, par H. Gouhier : *Esther.*

Les arts au jour le jour, par G. Poulain.

A travers les revues.

La vulgarisation par le documentaire en Allemagne,
par Peyrebère de Guilloutet.

Pour mon Pays

František (François) Lazecky, dont on va lire quelques fragments, appartient à un groupe de jeunes écrivains tchécoslovaques qui demandent leur inspiration à la pensée et à la doctrine catholiques. Bien qu'ils se tiennent en dehors de la vie politique proprement dite — ou à cause de cela —, ils s'attachent aux problèmes de l'heure présente, anxieux d'y trouver une juste application des principes dont ils se réclament et de faire admettre aux hommes une solution de charité. Leurs revues : Rád (L'Ordre) *de Prague,* Akkord *(est-il besoin de traduire ?) de Brno, et l'hebdomadaire* Obnova (Le Renouveau) *d'Opava, en Silésie, connaissent depuis plusieurs années un succès grandissant. A défaut d'une audience directe, qui n'est guère possible, ils méritent la sympathie des catholiques de France.*

D'autant plus que l'influence de la pensée religieuse française est sur eux puissante. Péguy, Psichari, Léon Bloy, Claudel, Maritain sont leurs maîtres, selon la qualité de leurs génies différents. Daniel-Rops, qu'ils admirent, est leur collaborateur et leur ami.

Dans des œuvres comme Krutá Chemie (Cruelle chimie, *1930*), Kríže (Les Croix, *1934*), *ou* Odění Královské (Le Manteau royal), *qui vient de paraître aux Éditions de Rád, François Lazecky chante, en des vers harmonieux et robustes, l'apaisement des douleurs humaines par la foi. Ses visions pathétiques sont animées du même souffle que les belles œuvres de l'époque gothique et du temps baroque, nombreuses en son pays.*

Le poëme en prose : Pour mon pays (Pro Mou Zemi), *que Lazecky a publié en 1936, contient un appel fervent à la tradition catholique de la Bohême, dont la cathédrale Saint-Guy, à Prague, est le symbole. Pour ceux qui peuvent entendre, au-delà d'une forme admirable, les allusions au*

passé, cet effort pour retrouver les véritables sources spirituelles auxquelles l'ancien royaume de Bohême avait dû sa grandeur, et qui coulent, éternellement fraîches, pour la Tchécoslovaquie contemporaine, donne à l'œuvre sa plénitude. Mais, à travers une traduction, à cause d'une évidente parenté avec le génie catholique français, la beauté de ces pages est perceptible, espérons-nous.

V.-L. T.

Cathédrale Saint-Guy, aigle qui plane hardiment et librement dans l'espace, porté par les esprits du ciel, innombrables et sacrés, du ciel qui s'ouvre de toutes parts à la plainte la plus humble de chaque créature humaine, à chaque appel d'un cœur humain qui souffre.

Cathédrale Saint-Guy, aigle royal qui tournoie sur tous les confins de ma patrie, chantant dans son vol un hymne de gloire et de douceur, un chant de grâce infinie et d'éclat, qui étreint les cœurs d'émoi, de désir et de gloire, qui remplit les cœurs d'émoi, de désir et de gloire.

Cathédrale Saint-Guy, rocher qu'on croit voir osciller de tous les confins de ma patrie et qui pourtant se dresse immuable et ferme, au ciel comme sur tous les paysages de ma patrie. Rocher qui couronne tous les sommets et toutes les collines qui enchâssent ma patrie, et qui pourtant n'hésite pas à ouvrir toutes grandes ses portes monumentales, qui s'ouvre sans tarder à l'assaut, à l'afflux soudain de tous les souffles rafraîchissants, rocher qui se fend à chaque appel du cœur humain qui souffre, à la plainte de toute créature malheureuse.

Cathédrale Saint-Guy, étoile qui monte des profondeurs de l'abîme et depuis des siècles, brille là, au cœur

de l'Europe, scintillante dans la pourpre d'un manteau royal. Des profondeurs de l'abîme jusqu'au sommet des cieux, elle resplendit et elle chante...

Et c'est le véritable et robuste cœur de l'Europe, où roule le sang merveilleux et pur, le sang répandu pour tous ceux de ma patrie, les morts, les vivants, les futurs, le sang répandu pour tous les hommes du monde entier, le sang le plus précieux de Jésus-Christ.

Et regardant par delà l'abîme où ont roulé hier les royaumes puissants et glorieux, et regardant par delà l'abîme où rouleront demain les empires et les républiques puissantes et glorieuses, je vois l'incalculable théorie des constructeurs de la cathédrale, qui travaillent dans les carrières, qui abattent et descendent des arbres, qui détrempent la chaux et creusent l'argile, qui charroient les poutres, broient les couleurs et taillent les ardoises, et, dans la nette et inflexible lumière de l'œuvre divine, je reconnais parmi les autres, saint Denis et saint Athanase, saint Jérôme et saint Antoine, saint Augustin et saint François, et parmi les autres constructeurs de la cathédrale je reconnais saint Cyrille et saint Méthode, saint Adalbert et saint Wenceslas, saint Procope, saint Ivan et saint Jean Népomucène, tous les saints patrons de ma patrie, et j'entends ronronner les métiers et chanter les fuseaux qui s'élèvent, s'inclinent et tournent entre les doigts de sainte Ludmila et de la bienheureuse Agnès, de sainte Anne et de sainte Élisabeth, de sainte Claire et de sainte Catherine, de sainte Cécile et de sainte Thérèse, de toutes les saintes qui filent les merveilleux vêtements d'autel, qui tissent sur les métiers de l'âme aussi bien qu'elles filent sur les vieux rouets mémorables, et je vois tous les saints inconnus, les moines et les prêtres, qui travaillent à la décoration de la cathédrale et recopient les Saints Livres. Et regardant par-

dessus l'abîme où ont roulé hier les royaumes puissants et illustres, les civilisations et les idoles devant lesquelles ployaient le genou les nations, je vois tous les constructeurs de la cathédrale, les innombrables martyrs et les saints, la clé de saint Pierre et la houlette de saint Joseph, qui brille dans un rayon de soleil d'or, et je vois toute la chrétienté qui travaille, ensoleillée par la lumière de la croix, inflexible clarté, car c'est vraiment la chrétienté tout entière qui a édifié la cathédrale...

Et, me penchant par-dessus l'abîme de l'histoire, j'entends le puissant chœur des cloches, et, me courbant davantage par-dessus l'abîme de l'histoire, j'entends une plainte à fendre l'âme tomber des cloches où résonne douloureusement l'âme de ma patrie : saint Wenceslas est mort, saint Adalbert est mort, Charles IV est mort; sur les ruines du cœur de l'Europe, dans les vignobles et les jardins ravagés, campe une soldatesque, et la ruine en manteau de pourpre rôde autour des terres où le combat se prolonge. La construction de la cathédrale est interrompue, la nation déchirée en deux, ma patrie frémit sous le sabot des chevaux, et, quand je me penche sur le visage de la martyre pour embrasser toute sa douleur, j'entends les coups étouffés de son cœur, comme si quelqu'un piétinait sur sa poitrine.

Et je vois le Tchèque qui, mourant de soif, refuse de boire à la coupe de saint Wenceslas, refuse de boire à la coupe de Charles IV, le père de la patrie, mais veut boire au calice (1). C'est un Tchèque divisé dans son âme, un homme de désespoir qui a établi la raison au-dessus de la foi, qui a établi la raison contre la foi, et

(1) Allusion au schisme hussite, aux guerres qui en furent la conséquence, et à la revendication que faisaient les Hussites ou Calixtins de la communion sous les deux espèces.

qui, rompant l'unité de foi, rompt sa propre unité et celle de la nation... C'est le serviteur et l'esclave de sa propre raison, c'est-à-dire d'un maître barbu, farouche et sourcilleux. C'est l'homme du Nord ennuagé et qui ne connaît pas la joie, qui ne sait pas danser quand tout l'invite à la danse joyeuse. Il dit qu'il aime et défend la vérité, mais, en réalité, il n'aime que sa vérité à lui, non pas la Vérité Universelle, et il dit que chacun possède la vérité, alors qu'il ne se peut pas que chacun possède la Vérité. Il veut être plus habile que le monde entier, il veut être plus sage que la Sagesse millénaire de l'Église, plus sage que le ciel lui-même. C'est bien cela, nous le reconnaissons. Il mène sa querelle, et, derrière lui, la nation se déchire...

Ainsi vient l'ennemi intérieur de ma patrie, qui est aussi l'ennemi de la glorieuse unité chrétienne de l'Europe, le ravageur de la paix; il se glisse par la porte dérobée et s'établit au pied des tours de la cathédrale Saint-Guy. Il se cache comme un voleur qui dissimule son larcin et couvre prudemment son véritable visage. Il est Luther, à qui l'Allemand veut par excellence réserver son hommage aujourd'hui et qui s'incline d'abord devant les puissances du monde, plaçant Guillaume ou Hitler au-dessus du roi Jésus-Christ.....

Mais qui ne serait touché jusqu'aux larmes quand, au crépuscule du soir, les cloches de Saint-Guy se mêlent en un puissant choral, où chaque chrétien comprend l'appel à la prière que Dieu lui-même entend dans les cieux, un choral répété en une infinité de nuances, mais qui chante la gloire en une seule langue, comme c'est une seule et même langue que parlent les habitants du ciel, les Anges et les Saints, car il n'y a pas de différence entre la langue de saint Gabriel et de saint Michel, de saint Adalbert et de saint François, et il n'y a

pas de différence entre la langue de saint Wenceslas, prince de Bohême, et celle de saint Louis, roi de France. Et dans cette musique qui se répand de mont en mont, on reconnaît la voix humaine, rassasiée d'angoisse et d'espoir, qui court sur toutes les frontières du royaume de la joie et du péché, de l'humilité et de la gloire, du regret et de l'amour. Et à cette musique qui apporte aux nations la paix et l'unité, on ne répond qu'en s'agenouillant.

Et voici que s'élève une douce brise pacifique, à laquelle aspire chaque âme et qui gonfle la simarre de saint Cyrille et de saint Méthode, une brise qui souffle de Byzance et qui souffle de Rome, proclamant la gloire des saints et de la Vierge, mais surtout proclamant la gloire de Dieu...

Et cette brise de paix anime la cathédrale Saint-Guy, la plus belle bannière de ma patrie. Elle est l'une Guy, la plus belle bannière de ma patrie. Elle est l'une des innombrables bannières qui frémissent dans le monde à ce souffle de paix, lorsqu'il s'étend sur tous les confins du monde, partout, entre ciel et terre, et qu'il gonfle cette forêt d'étendards de pierre, qui est vraiment l'unique étendard autour duquel doivent se rallier toutes les nations.

FRANTIŠEK LAZECKY.

(Trad. Victor-L. Tapié.)

La musique française en deuil

A quelques mois d'intervalle, la musique française perd ses plus illustres représentants. Après Gabriel Pierné, après Albert Roussel, Maurice Ravel. On aurait vite fait le compte de ceux qui nous restent. Nous ne pouvons nous le dissimuler, la période glorieuse de l'art musical français prend fin. Il ne s'agit nullement, dans mon esprit, de contester les mérites de notre jeune école; les dons d'un Milhaud ou d'un Honegger, d'un Poulenc ou d'un Sauguet sont manifestes. Mais ce qui frappe chez la plupart de ces compositeurs, c'est en particulier chez l'auteur de *Christophe Colomb* et, dans une certaine mesure, chez celui du *Roi David,* une inégalité dans la production qui s'explique en grande partie par un manque de contrôle exercé sur leur facilité même, une aptitude à s'abandonner non pas seulement à l'inspiration, mais à des puissances indistinctes qui n'ont pas, sur le plan esthétique, une valeur supérieure à celle qui appartient, dans l'ordre réel, aux circonstances considérées dans leur matérialité. Chez un Milhaud, par exemple, à certains égards presque génial, la part du contingent — c'est-à-dire, en réalité, du verbiage et de ce qu'il faudrait appeler le « n'importe quoi » — est immense. Pour employer une expression triviale, je dirai qu'avec lui c'est heur et malheur et on n'est même pas très sûr qu'il soit toujours lui-même en état de discerner la qualité respective de tel ou tel de ses ouvrages. Il ne les domine pas. C'est exactement le sentiment inverse qui se dégage de l'œuvre

des deux grands musiciens qui viennent de mourir, je veux dire d'Albert Roussel et de Maurice Ravel. Je ne veux pas du tout dire que tout ce qu'ils nous laissent soit de la même valeur ou de la même signification; ce serait un paradoxe insoutenable. Mais on peut affirmer, je crois, que jamais ils n'ont perdu conscience de l'engagement essentiel qu'un artiste contracte envers lui-même, et auquel il ne peut se soustraire sans se nier en tant qu'artiste — et cet engagement consiste précisément à proscrire le « n'importe quoi », c'est-à-dire à sauvegarder toujours le style. C'est par là que restent, malgré tout, proches l'un de l'autre deux compositeurs par ailleurs si différents qu'on n'est même pas tenté de les opposer l'un à l'autre. Je me garderai ici de quoi que ce soit qui ressemblerait à un de ces parallèles purement rhétoriques auxquels on tenta naguère de nous rompre, au cours de nos années de lycée, non sans nous en dégoûter pour notre vie entière.

***

Albert Roussel laisse derrière lui une œuvre considérable et dont, j'en suis persuadé, on est encore loin de mesurer toute la portée. Peu d'artistes eurent une existence plus pure et plus belle. Depuis 1894, date à laquelle il donna sa démission d'officier de marine, — il avait alors vingt-cinq ans, — on peut dire qu'il vécut entièrement pour son art (1). Les circonstances l'avaient mis à l'abri des difficultés matérielles; il trouva en la

(1) Comme l'écrit Arthur Hoerée dans le beau livre qu'il vient de lui consacrer : « Depuis le jour où il a quitté la mer, l'homme n'a eu qu'une seule pensée : édifier une œuvre forte et belle, se confondre avec elle. » « Je n'ai cherché, a-t-il dit lui-même à l'auteur, en exprimant clairement ma pensée qu'à servir mon art. J'espère y avoir réussi. C'est la seule récompense que je souhaite. »

personne de sa femme une compagne admirable de compréhension et de tendre sollicitude; sa modestie, sa délicatesse, son exquise urbanité lui valurent la sympathie générale; et l'on peut dire que, depuis quinze ans, sa notoriété en France et dans le monde alla continuellement grandissant. Les témoignages d'un Casella, d'un Koussévitzky, d'un Hermann Scherchen, qui figurent dans le numéro d'hommage que vient de lui consacrer la *Revue Musicale,* traduisent, me semble-t-il, le sentiment à peu près général des musiciens à son endroit. Ce qui vient accroître à mes yeux la valeur de semblables attestations, c'est que nul n'a moins fait pour soigner sa propre réputation. Son désintéressement était proverbial : ne le vit-on pas détourner au bénéfice de camarades moins bien partagés telles commandes rémunérées — et, au comité de la S.I.M.C., refuser l'inscription de sa *Quatrième Symphonie* au programme d'un festival, parce que la Société avait pour but de faire connaître les jeunes, et qu'il n'avait point à se substituer à l'un d'eux? Je dirai, quant à moi, sans hésitation que la bonté, la délicatesse, la pudeur de cette âme passent dans l'œuvre, et qu'elles sont même de plus en plus discernables à mesure que celle-ci se développe. Cette évolution n'est pas facile à caractériser; j'accorderai difficilement à M. Arthur Hoerée que la période qui va de *Padmavati* (1914) à la *Deuxième Symphonie* « laisse percevoir un certain romantisme de combat, mais constitue une transition vers celle qui suit et où l'auteur parviendrait à un équilibre proprement classique ». A mon sens, ces mots de classicisme et de romantisme ne présentent ici qu'une signification très lâche et comme imprécisable. D'une façon générale, ils ne s'appliquent plus, serait-ce avec un minimum d'adéquation, à aucune des œuvres notables de notre temps. Tout ce qu'on peut dire, c'est que dans les ouvrages de la dernière manière, en particulier dans la *Troisième* et la *Quatrième Symphonie,* et aussi dans le *Quatuor à*

cordes, on assiste à un processus d'intériorisation de ce qui, dans la période antérieure, pouvait à la rigueur être interprété comme du pittoresque à l'état pur. Je dis à la rigueur, parce qu'en réalité il me semble évident que pour Roussel, comme d'ailleurs pour tout musicien véritable, il ne s'est jamais agi d'exprimer autre chose que des émotions. « Loin de vouloir décrire, déclarait-il lui-même, je m'efforce toujours d'écarter de mon esprit le souvenir des objets et des formes susceptibles de se traduire en effets musicaux. Je ne veux faire que de la musique. » Mais cette dernière phrase ne doit pas être interprétée en fonction de la notion tout ensemble dogmatique et confuse de « musique pure » que certains théoriciens cherchèrent à imposer après la guerre, musique pure voulant dire musique objective, ce qui est rigoureusement vide de sens. Tout ce qu'on peut accorder, c'est que cette formule mort-née prétendait traduire une réaction contre l'impressionnisme, à laquelle Albert Roussel participa directement, sans jamais verser dans les outrances délibérées, ostentatoires et polémiques qui, si souvent, vinrent fausser l'inspiration d'un Strawinski. Les épithètes dont je viens de me servir sont de celles qu'on ne peut jamais appliquer aux ouvrages d'Albert Roussel; nul ne prétendra qu'il ne s'y trouve pas des inégalités et, çà et là, des excès; on peut estimer qu'il a abusé parfois du martèlement, du piétinement, et pout dire du vacarme scandé; mais c'est qu'il était lui-même possédé ou subjugué, comme peu de musiciens le furent jamais, par un certain dynamisme tyrannique; et j'irai, pour ma part, jusqu'à penser que c'est là un élément vital du drame intérieur intranscriptible en mots qui se répète à travers son œuvre, et dont il faudrait noter le caractère quasiment liturgique. Ce mot est pris ici dans l'acception la moins chrétienne qui soit. Sauf, peut-être, dans le *Psaume* LXXX — encore cette exception est-elle à mes yeux plus apparente que réelle — on peut dire que le sentiment spécifiquement

chrétien lui est partout et toujours étranger, — plus qu'à Debussy, qui a composé le *Martyre de saint Sébastion,* et qu'à Fauré à qui nous devons le *Requiem,* — autant qu'à Dukas et qu'à Ravel. Mais c'est de l'auteur d'*Ariane et Barbe-Bleue* plutôt que de celui de *Daphnis et Chloé* qu'il conviendrait ici à quelque degré de le rapprocher, en raison de la puissance d'émotion métaphysique qui leur est commune. Seulement, au lieu que chez Dukas celle-ci se réalise dans une zone d'intelligence décantée, surélevée, qui communique avec le monde de Platon, de Spinoza et de Gœthe, il semble que chez Roussel, comme d'ailleurs chez Magnard, et chez le d'Indy de la *Symphonie Cévenole,* bien qu'avec des nuances très différentes, elle corresponde à une sublimation du vital pur par où il communique avec le religieux proprement dit; mais le religieux ici coïncide toujours à quelque degré avec le cosmique. Le problème délicat qui se pose au critique est de savoir jusqu'à quel point l'exaltation panthéistique qui s'éploie au sommet de la *Troisième Évocation,* dans la merveilleuse improvisation psalmodiée (*Hymne au Soleil*) en laquelle celle-ci trouve son accomplissement, peut être retrouvée dans les œuvres de musique pure (j'entends par là non programmatique) qui jalonnent sa production d'après-guerre; je songe surtout aux trois symphonies (*si* bémol — 1922; *sol* mineur — 1929; *la* majeur — 1934). Ni la *Naissance de la Lyre,* ni *Bacchus et Ariane,* ni cet admirable *Æneas,* qui, pour des raisons stupidement politiques, attend encore son heure, n'apportent de réponse précise à cette question parce que l'auteur, dans ces différents ouvrages, s'adapte, fort adroitement du reste et avec une grande aisance, à des sujets qui lui ont été proposés, mais dont aucun, à mon avis, ne répond directement à une exigence partie du tréfonds de lui-même. Je serais tenté de dire quant à moi, comme je l'indiquais un peu plus haut, — mais sans me dissimuler qu'une telle appréciation risquera toujours de paraî-

tre arbitraire à certains, — que le sentiment cosmique dans ces œuvres maîtresses tend à s'intimiser. Je ferais état, dans ce sens, de l'Andante du *Quatuor à cordes*, comme de celui de la Symphonie en *la* majeur, la parenté soit avec certaines œuvres de musique de chambre de d'Indy, soit avec les derniers ouvrages de Magnard, en particulier le *Quatuor à cordes*, me paraît indéniable. Il faudrait, au reste, se garder de voir là, à proprement parler, une filiation : « Un artiste dérive toujours de quelqu'un, écrivait le compositeur à M. Hoerée, d'un maître antérieur dont il s'est inspiré, consciemment ou inconsciemment; Wagner s'est inspiré de Weber, d'Indy de Wagner, etc... On se juge très mal soi-même, et je n'arrive pas à retrouver mon père musical. » Il s'agit beaucoup moins ici, à mes yeux, d'une paternité que d'affinités profondes entre des musiciens profondément humains, j'entends par là attentifs à la vie secrète au sein de laquelle l'homme accède à sa perfection propre, dans un accord toujours plus exact avec le monde mystérieux qui l'a appelé à l'existence.

Je reconnais bien volontiers ce qu'il y a d'indéterminé et, partant, d'irrémédiablement décevant dans un rudiment de caractérisation tel que celui-ci. Mais lorsque je lis les pages où, très consciencieusement, M. Hoerée s'est efforcé d'inventorier les particularités techniques de la musique de Roussel, je suis bien forcé de constater que, malgré sa science et sa bonne volonté, il ne parvient qu'à dénombrer des caractères formels tout à fait impropres à donner au lecteur la moindre idée de cet art si individualisé cependant qu'il se laisse reconnaître dès les deux ou trois premières mesures d'une œuvre quelconque. « Le souci modal, écrit M. Hoerée, influe directement sur sa mélodie, dont le dessin onduleux, les appuis déplacés, le chromatisme, les modulations constantes, et son corollaire : l'instabilité tonale, lui appartiennent en propre. » J'ai bien de la peine à croire que « le souci modal » existe par lui-même pour

un compositeur de l'ordre de Roussel. Certes, il est vrai de dire qu'il emploie de façon continue une grande variété de modes intégrés à son langage. Ce ne sont tout de même que des moyens subordonnés à une inspiration qui les utilise et qu'ils ne qualifient que superficiellement, sauf dans des œuvres telles que *Padmavati* ou la *Naissance de la Lyre,* où l'auteur se préoccupe de nous introduire dans un monde sonore donné, préexistant. M. Claude Delvincourt a noté, après d'autres, que chez Roussel les basses, au sens technique du mot, font défaut parce que sa polyphonie est ainsi faite qu'elle n'en comporte pas. « Rien là de scandaleux, d'ailleurs, ajoute-t-il, car dans un agrégat harmonique quelconque on peut donner l'impression très nette de la fondamentale sans l'écrire, simplement par l'emploi des harmoniques supérieures, judicieusement étagés. » En réalité, on ne peut, dans ce domaine, dépasser une formule comme celle que l'on trouve dans le livre de M. Hoerée, et à laquelle il y a toute raison de souscrire : « Le plus mélodiste, le plus polyphoniste des musiciens français d'aujourd'hui, il maintenait intacte en plein debussysme la tradition constructive et contrapunctique qui, à cette époque, était suspecte. » Mais qui, ajouterai-je, ne l'était plus à ceux qui, à la suite d'Hindemith, préconisaient, sous une forme ou sous une autre, le retour à Bach. Ce dont nous pouvons tous témoigner — et ce qui a sa valeur à une époque où la plupart des artistes ont une peur maladive de se voir dépassés —, c'est qu'une œuvre de Roussel quelle qu'elle soit ne nous a jamais paru moins jeune que celle de tel ou tel de ses cadets qui l'accompagnait sur l'affiche. Il a été merveilleusement préservé jusqu'au bout de la sclérose qui s'attaque trop souvent à l'inspiration même d'un compositeur vieillissant. La *Rhapsodie Flamande,* sa dernière œuvre importante, est une des plus vivantes, une des plus chargées de sève qu'il nous ait données au cours de ces dernières années; peut-être annonçait-elle

en quelque façon ce drame lyrique sur Charles le Téméraire auquel il allait se consacrer; on se console difficilement qu'il n'ait pu mettre à exécution ce grand projet. Du moins aurons-nous la joie dans quelques semaines d'entendre *Ænéas* à l'Opéra.

***

Maurice Ravel, pour autant qu'il est possible de porter dès à présent un jugement d'ensemble sur son œuvre, m'apparaît comme un magicien pur; je prends ici ce mot dans la plénitude de son sens, et avec ce qu'il comporte d'explicitement péjoratif; car un magicien est un homme qui exerce sur ses auditeurs des prestiges prémédités, et c'est exactement le cas chez l'auteur de l'*Enfant et les Sortilèges*. On peut même dire que cette volonté d'ensorcellement, si irréductible d'ailleurs à la volonté de plaire que l'on discerne chez des musiciens courtisans tels que Massenet, se laisse clairement discerner dès les premières œuvres de Ravel : dans une mélodie telle que *Sainte*, qui date de 1896, comme dans la *Pavane pour une Infante Défunte*. Ce qui est, à mon sens, caractéristique dès l'origine chez Ravel, c'est, d'une part, l'absence radicale d'ingénuité, et en même temps une maîtrise extraordinaire dans l'art de créer pour l'auditeur, par tout un ensemble d'artifices concertés, une féerie sans contenu. Sans contenu, j'y insiste; et c'est là précisément l'opposition fondamentale entre un Ravel et un Rimski, celui de *Sadko* ou de *Snegourochka*, qui, par delà toute son habileté, toute sa roublardise, reste néanmoins en contact vivant avec toute une tradition populaire enracinée. Le féerique ravelien, au contraire, celui de *Ma Mère l'Oye*, par exemple, constitue un monde clos dont l'auteur détient toutes les clefs, et qui ne communique même pas souterrainement avec le monde diffus des chansons et des légendes. A

cet égard, le rapprochement s'impose avec la poésie valéryenne, dans la mesure où celle-ci coïncide avec la merveilleuse technique d'artificier qui s'y concentre. Comme beaucoup de mes contemporains, à la suite de Pierre Lalo, j'admis longtemps que Ravel était au fond un épigone qui, tout en empruntant à Debussy bien des procédés harmoniques ou autres, n'accéda point aux zones réservées où s'exprime le profond sentiment de la vie, de l'âme même, l'hylozoïsme douloureux qui palpite dans les *Nocturnes* ou dans *Pelléas*. Je pense aujourd'hui que cette appréciation devrait être infiniment nuancée. D'abord, le problème de la filiation chronologique ne comporte vraisemblablement pas une solution aussi simpliste ; je ne serais pas surpris qu'on pût prouver que Ravel a, dans l'ensemble, établi son climat harmonique indépendamment de Debussy ; et il est exact, dans l'ensemble, de dire que l'orientation de leur art n'est pas la même. « Debussy, écrit M. Roland Manuel, a, semble-t-il, l'horreur instinctive des formes classiques, trop rigides pour son insaisissable fluidité ; au développement de forme, il oppose le développement d'idée... Rien de semblable chez l'auteur du *Quatuor en fa* et de la *Sonatine* qui s'impose parfois les contraintes les plus farouches, celle de la forme sonate, par exemple. » Ces remarques sont sujettes à caution dans la mesure où le terme de fluidité appliqué à Debussy recouvre simplement une complexité infiniment subtile qu'on se dispense d'analyser; mais il est vrai de dire que la forme a sans doute présenté dès l'origine pour Ravel, et de plus en plus après la guerre, en particulier dans les Concertos, un intérêt intrinsèque. Ce qui peut nous dissimuler l'existence d'un formalisme authentique chez l'auteur du *Tombeau de Couperin*, c'est l'extraordinaire richesse de son coloris. Mais peut-être l'analyse, dans la mesure d'ailleurs si strictement limitée où elle est possible, montrerait-elle que précisément entre la forme et la couleur, il y a chez les plus grands, chez un De-

bussy ou chez un Fauré, un entre-deux qui est le lieu de la musique proprement dite, c'est-à-dire de l'émotion musicale elle-même. C'est à partir de *Pelléas* et des *Mélodies* qu'on arriverait, je n'ose dire à la saisir, mais à la cerner en quelque manière, comme M. V. Jankélévitch tente de le faire dans son livre sur les lieder fauréens (1). Je crois, pour ma part, que cet entre-deux chez un Ravel est, sinon inexistant, ce serait beaucoup trop dire, du moins évanouissant dans le plus grand nombre des cas. Il y a cependant quelques œuvres fort rares où se laisse discerner, à travers tant de chatoiements, d'irisations, de scintillements, une pensée musicale authentique qui nous atteint directement, et ensuite nous habite comme une présence. Je songe à tel épisode de *Daphnis et Chloé,* au merveilleux premier mouvement du *Trio,* qui m'a toujours paru bien supérieur au *Quatuor à cordes,* et, parmi les œuvres récentes, à cet Andante du *Concerto* pour piano, qui contraste de façon si inexplicable avec les deux mouvements qui l'encadrent. C'est sur des pages comme celles-là que je tente de concentrer toute mon attention quand je cherche à évoquer ce que fut le Ravel poète, le Ravel véritable — par delà l'extraordinaire pyrotechnicien qui n'a cessé de nous éblouir. En effet, quand M. Roland Manuel, dans un article récent, se demande par quelle magie les charmes d'Ariel et les artifices de Vaucanson se fondent dans ce palais impondérable, il pose une question non seulement insoluble, mais, à proprement parler, dénuée de sens. Aucune fusion n'est possible en pareil domaine. Et il convient de ne pas se dissimuler qu'un problème très grave est impliqué dans le débat qui met aux prises les fanatiques de Ravel et ceux qui ne voient en lui qu'un musicien mineur, exquis du reste, et merveilleusement maître de son art. Ceux qui exaltent l'auteur des *Histoires Naturelles* entendent du même coup condam-

(1) A paraître chez Plon.

ner les « folles prétentions » d'un Beethoven et d'un Wagner, et réduire la musique à un jeu où la pensée en tant que telle ne saurait avoir aucune part; à la faveur d'équivoques nettement repérables, ils s'appliqueront ensuite à montrer que Mozart et Debussy entrent dans leur définition. Mais ceci ne sera vrai qu'à la limite, là où la réalité qui est au cœur même de leur inspiration s'amenuisera au point de se réduire à un divertissement. Tout de même, la clef de Debussy n'est pas dans le *Children's Corner* ou dans *Jardins sous la Pluie*, — la clef de Mozart n'est pas dans les *Petits Riens*. D'un point de vue comme celui de M. Roland Manuel — et celui-ci ne m'intéresse qu'en tant qu'il est à certains égards un ravélien-type —, les mots grandeur ou profondeur appliqués à une œuvre musicale perdent toute signification; ils ne désignent que des trompe-l'œil romantiques. C'est là s'inscrire en faux contre l'irrécusable témoignage de tous ceux — créateurs ou non — pour qui la musique a été une nourriture essentielle, bien plus encore : une vie supérieure où trouver un recours contre les puissances de dispersion et d'exténuement intérieur auxquelles l'âme humaine est en proie. Je ne voudrais donner lieu ici à aucun malentendu; non seulement Ravel demeure à mes yeux un des plus grands décorateurs dont la France puisse s'enorgueillir, mais encore je suis on ne peut moins disposé à contester la valeur intrinsèque d'un art tel que le sien, avec le sens presque infaillible des proportions et des perspectives qui le caractérise; il me semble y reconnaître la transposition sonore de ces jardins, de ces quinconces, de ces pièces d'eau que conjurèrent, aux quatre coins de notre territoire, les grands architectes-paysagistes de l'ancien temps. On s'explique par là que de tous nos musiciens contemporains, Ravel soit sans doute le plus abordable, particulièrement pour les étrangers. Au lieu qu'un Fauré, incomparablement plus profond, plus secret, plus authentiquement poète, demeure inac-

cessible à tous ceux qui, en France et hors de France, restent sourds à une certaine mélodie essentielle qui est l'âme même à soi rendue présente. J'y reviendrai à propos du livre remarquable de M. V. Jankélévitch, où, pour la première fois, je crois, justice sera rendue par un penseur authentique à l'un des plus grands musiciens qui soient.

Gabriel Marcel.

Le pessimisme de F. Scott Fitzgerald

Il n'y a peut-être pas de tristesse plus poignante que celle qui se dégage des romans américains. Certes, les romanciers du vieux monde ne montrent pas non plus, et cela pour de bonnes raisons, la vie en rose; mais il n'est pas jusqu'à la noirceur voulue des livres de M. Céline qui ne soit moins sinistre, au fond, que la grisaille uniforme et strictement objective des romanciers réalistes américains de la vieille génération. Rien qui se puisse comparer en Europe à la lourdeur éléphantesque de la *Tragédie américaine* de M. Dreiser, à la trivialité sans issue de la vie, telle qu'elle se présente à M. Sinclair Lewis. Pour les romanciers de la génération suivante, l'univers est plus désolé encore, qu'il s'agisse de celui de M. Faulkner, de M. Hemingway ou de M. Scott Fitzgerald. Chez le premier, l'existence entière est comme vitriolée par des passions sournoises et impitoyables; chez le second, le centre même en est frappé d'une sorte de paralysie qui permet de perpétuer un grand nombre d'agitations superficielles en leur retirant en même temps tout sens et toute portée; chez le troisième, la désolation, le désespoir sont plus secrets encore, de sorte qu'en laissant intacte la structure apparente de l'œuvre et la cohérence extérieure de la réalité humaine qu'elle représente, ils en affectent d'autant plus sûrement la croissance intime et l'unité profonde.

M. Francis Key Scott Fitzgerald (1) est encore assez

(1) Tous ses livres sont édités par Scribner à New-York.

peu connu en France. Il est né en 1896, la même année que M. John Dos Passos, deux ans avant M. Hemingway avec lequel il a le plus d'affinités. De 1914 à 1917, il fit ses études à l'université de Princeton, s'enrôla ensuite dans un corps de volontaires américains, alla au front, vécut longuement en Europe dont l'atmosphère d'après-guerre, tout comme M. Hemingway, l'a profondément marqué. Son premier roman, *This side of Paradise* (*De ce côté du Paradis*), parut en 1920 et fut bientôt suivi par un autre roman, par trois recueils de nouvelles, par une comédie; mais tout ce qu'il a écrit au début de sa carrière a été éclipsé par son troisième roman, *The Great Gatsby,* publié en 1925, qui a eu un grand succès et auquel M. T. S. Eliot lui-même assigna une place des plus importantes parmi les œuvres de la jeune littérature américaine. Désormais, M. Scott Fitzgerald pouvait jouir d'une renommée stable et d'une situation littéraire privilégiée. Tout à son honneur, il faut dire qu'il n'en profita point. Il a préféré se taire, et ce n'est que dix ans après la publication de ce qui est considéré par tout le monde comme son chef-d'œuvre qu'il a fait paraître un roman nouveau : *Tender is the Night* (*La Nuit est tendre;* ces paroles sont empruntées à l'*Ode à un rossignol,* de Keats). Ce qui rapproche ce livre du *Grand Gatsby* et ce qui l'en sépare est également caractéristique du talent de M. Fitzgerald et de l'état général de la littérature américaine d'aujourd'hui.

Il y a d'abord un fait curieux à noter. Comme chez tant d'autres écrivains d'Amérique, comme chez William Faulkner avant tout, la puissance créatrice de l'auteur de *Great Gatsby* et de *Tender is the Night* fonctionne le mieux aux moments où il s'agit de décrire quelque scène d'une farouche violence : il y en a plusieurs, et des plus réussies, dans les deux romans, mais elles sont plus nombreuses dans le premier que dans le second. Cette différence correspond d'ailleurs à celle que l'on peut constater dans le rythme même de la nar-

ration — précipité dans le premier cas, dans le second variable, susceptible de ralentissements et d'accélérations. Aussi, l'action du *Grand Gatsby* se passe-t-elle en Amérique, celle du nouveau roman est placée en Europe. M. Fitzgerald ne flatte aucun de ses personnages, mais on sent quand même une vitalité beaucoup plus puissante chez les Américains d'Amérique qu'il nous montre que chez ceux qui habitent de ce côté de l'Atlantique. Cette vitalité peut être brutale, elle n'en offre pas moins au romancier des ressources qui, par ailleurs, peuvent venir à lui manquer. C'est pourquoi, sans doute, le *Grand Gatsby* est une réussite exceptionnelle, dont l'intensité et la concentration ne se retrouvent plus dans *Tender is the Night*. Nous verrons cependant que, d'un autre point de vue, ce dernier livre constitue peut-être un témoignage encore plus précieux et plus profond.

Le *Grand Gatsby* a pour centre l'étonnant personnage de ce nom considéré plus ou moins de l'extérieur par le narrateur qui parle à la première personne, mais qui ne joue aucun rôle actif dans le roman. Nous le voyons, au début, d'une façon superficielle, tel qu'il peut apparaître à un spectateur indifférent ou simplement étonné, et à mesure que nous nous avançons dans la lecture du livre, nous pénétrons aussi plus avant dans la compréhension du personnage et de sa destinée. Gatsby est un nouveau riche à la fortune suspecte, mais cette fortune il l'a accumulée mû par une passion unique et aveugle pour une femme dont il a perdu la trace depuis la guerre, et qu'il veut à tout prix retrouver, reconquérir. Il donne de grandes fêtes, reçoit une foule de gens qu'il connaît à peine et qui se prélassent dans ses jardins avec ce goût violent du plaisir immédiat dont ne manque jamais l'*homo americanus* tel que nous le peint M. Fitzgerald. Gatsby rencontre enfin celle qu'il aime; elle ne l'a pas oublié, son mari la trompe et elle ne tient pas à lui rester fidèle; mais après quelques jours passés

dans une sorte de vertige magistralement décrit par le romancier, elle s'aperçoit qu'il lui est trop difficile de quitter non pas son mari, mais les habitudes contractées pendant sa vie conjugale, l'ennui même que ces habitudes lui ont toujours causé... Gatsby n'a plus maintenant qu'à disparaître. Un garagiste le tue, dont la femme a péri dans un accident d'automobile et qui croit que Gatsby en a été la cause. La scène de ce meurtre, celle de l'accident, ainsi que certaines rencontres dans un milieu louche à New-York sont ce qu'il y a de plus réussi dans le roman. L'impression d'ensemble qu'il laisse est celle de l'absurdité révoltante de l'existence humaine en général et de la vie américaine en particulier.

Dans *Tender is the Night,* cette impression s'accentue encore, et cela dans la mesure même où la violence diminue. Le nouveau roman est à la fois un vaste « tableau de mœurs » — comme on eût dit jadis quand les mœurs existaient encore — et une sorte de confession tortueuse et cachée que l'on devine plutôt qu'on ne l'appréhende directement. Il est curieux qu'après de longues années l'auteur soit revenu à la peinture de ce même « âge de jazz » (c'est le titre d'un de ses recueils de nouvelles), de l'après-guerre fiévreuse, de la *prosperity* quelque peu congestionnée, de cette chasse au plaisir, de cette lutte désespérée contre l'ennui qui constitue le fond de tous ses livres de jeunesse et qui éclate avec une telle véhémence dans le *Grand Gatsby.* Seulement, cette fois, nous ne sommes plus aux environs de New-York, mais dans un milieu de riches Américains vivant en Europe et surtout en France.

Le personnage central du livre est un homme bien équilibré, supérieurement intelligent, le docteur Diver, spécialiste des maladies nerveuses et mentales. Nous le voyons, non avec les yeux des autres, comme c'est le cas pour Gatsby, mais de l'intérieur, avec ses propres yeux; ou, du moins, nous le voyons ainsi en lisant la seconde

et la troisième partie du livre, car dans la première c'est Rosemary qui occupe le premier plan, jeune fille de dix-huit ans qui a brillamment débuté au cinéma et qui s'éprend de Diver, son aîné de seize ans, avec une fougue juvénile capable de renverser tous les obstacles. Mais il ne s'agit pas seulement d'obstacles extérieurs. Le docteur Diver a épousé Nicole Warren, jeune fille non entièrement guérie d'une maladie psychique causée par la passion criminelle que jadis elle avait inspirée à son propre père. Cette maladie lui revient par moments, obscurcissant aussi bien la vie de son mari qui l'aime, et auquel elle a donné deux enfants, que la sienne propre. Tout l'être du docteur est tendu vers la guérison définitive de sa femme. La vie qu'il mène à cet effet, les soucis auxquels il n'échappe qu'à force de divertissements factices nuisent à sa carrière scientifique qui s'annonçait brillante. Un des accès de folie de Nicole fait avorter l'amour naissant de Dick Diver pour Rosemary. Au cours d'une rechute plus longue, il se détache intérieurement de sa femme qui finit par le quitter pour se remarier. Elle jouit maintenant d'une santé parfaite, mais la vie de Dick est brisée; il repartira pour l'Amérique, oubliant toutes ses ambitions anciennes, et finira en obscur médecin de province.

Faut-il tirer de tout cela cette conclusion et cette morale qu'un aliéniste ne doit jamais se marier avec une de ses malades ? Ce serait là un résultat bien pauvre pour un romancier. En réalité, le sujet du roman n'existe que pour justifier un sentiment de la vie qui n'y est pas nécessairement lié. Le docteur Diver — on s'en rend compte à la fin — périt spirituellement non pas à cause de sa femme ou du bonheur manqué avec Rosemary; il périt par l'effet de l'atmosphère dans laquelle il est condamné à vivre. Jamais encore l'existence de la « classe ayant des loisirs », selon l'expression anglaise, des gens riches et désœuvrés venus du Nouveau monde en Europe pour s'amuser, pour avoir *a good time,* et

qui hantent les grands hôtels de la Côte d'Azur et les boîtes de nuit de Montparnasse, n'a été peinte avec une rage à froid aussi féroce, avec une haine ou, peut-être, une rancune aussi personnelle. L'ennui de la « fête » continuelle, le vide intérieur qui en résulte — c'est cela le thème véritable et terrible de la première partie. La lente dégradation de Diver, les habitudes d'alcoolique qu'il acquiert peu à peu (l'alcool a déjà tué un de ses amis), ses randonnées inutiles et vides de sens à travers l'Europe, son pugilat avec des policiers à Rome (scène violente qui, avec l'entretien du père de Nicole avec le médecin qui la soigne, est peut-être la meilleure du livre), son enlisement final dans l'obscure Amérique provinciale — tout cela forme le contenu réel de *Tender is the Night*. Nous l'avons dit au début de cette chronique : l'idée que l'auteur se fait de la vie est si désespérée qu'elle exerce une action dissolvante sur sa faculté créatrice elle-même. Ce qu'il veut faire en tant que romancier est incompatible avec ce qu'il a cru sentir et comprendre en tant qu'homme. Comme cela arrive si souvent dans la littérature contemporaine, la validité même de son témoignage nuit à la qualité artistique de son roman. Mais si l'on oublie le roman, on ne manquera pas de retenir le témoignage.

WLADIMIR WEIDLÉ.

Ferdinand Brunot et l'histoire de la langue française

Albert Thibaudet remarquait un jour, à propos de Sainte-Beuve, que notre époque hâtive ne permettait plus guère d'édifier des *Port-Royal*. Il ne mettait à part, et d'autant plus à l'honneur, que Henri Bremond et Camille Jullian. Peut-être faudrait-il se montrer un peu moins exclusif, encore que la remarque soit juste, et joindre au palmarès de ces rares architectes les noms d'un Duhem et d'un Stéphane Gsell hier, certainement celui d'un Ferdinand Brunot aujourd'hui.

Ferdinand Brunot est mort le 31 janvier. Ce grand savant très simple jouissait à coup sûr d'un renom solide auprès des érudits et d'une grande autorité auprès de ses nombreux élèves. Mais il a fallu qu'il mourût pour qu'on aperçût un peu partout l'ampleur de son œuvre et que le public apprît vraiment quelle place était la sienne, en France comme à l'étranger.

L'homme était curieux. Ce Lorrain de Saint-Dié, né le 6 novembre 1860, avait pour père un ouvrier de 48, un mécanicien, que ses idées révolutionnaires conduisirent en prison. Beaucoup de traits, chez le fils, s'expliquent par le père. M. Brunot gardait un enthousiasme de jacobin juvénile pour « la liberté » et ses deux sœurs de quatre-vingt-neuf. Il était resté, de plus, patriote fougueux, vieux Vosgien qui n'oublie pas. Enfin, ce doyen de Sorbonne, ce grand professeur et membre de l'Académie des Inscriptions, avait la passion du travail manuel, il œuvrait de ses mains comme son père, en

sculptant sur bois. Il tirait plus de fierté, nous racontent ses familiers, des beaux meubles qu'il avait faits avec ses outils d'ouvrier que des livres monumentaux sortis de sa plume.

L'ardeur libérale et patriotique le menait à diverses fonctions sociales ou administratives; la principale fut la mairie du XIVe arrondissement, qu'il exerça pendant toute la guerre et au-delà, secondé par l'inépuisable dévouement de sa femme : ce fut un grand maire aussi.

Mais, on a hâte d'y venir, c'est par sa colossale *Histoire de la Langue française* que Ferdinand Brunot demeure et demeurera. Là, il pouvait déclarer : *Exegi monumentum !* Les années d'apprentissage l'avaient préparé : ce normalien, très vite maître de conférences à Lyon, écrivait une *Grammaire historique* dès 1887, puis, en 1891, une thèse fameuse sur *La doctrine de Malherbe d'après son Commentaire sur Desportes*; plus tard, en 1922, il devait résumer ses idées directrices dans un ouvrage, *La Pensée et la Langue,* qualifié par Gustave Cohen de « fondamental ». N'oublions pas non plus qu'il rompit des lances en 1932 contre l'Académie et sa *Grammaire,* cette grammaire désavouée sous cape par une bonne partie des Quarante.

La vie de Ferdinand Brunot, c'est avant tout l'*Histoire de la Langue française,* édifice unique et tel que nul autre langage ne s'en vit consacrer de si haut. Le premier tome parut en 1905, la seconde partie du neuvième est des derniers mois. L'ouvrage, dans l'ensemble, forme déjà seize grands volumes ; l'auteur, qui a tout prévu, qui savait sa mort proche et l'acceptait, désigna son disciple et collaborateur (presque homonyme) Charles Bruneau pour conduire le grand œuvre à son terme, c'est-à-dire à l'année 1900. En fait, les tomes X et XI sont sous presse, qui doivent évoquer *La Langue classique dans la tourmente* et *La perte de l'hégémonie en Europe.*

Ouvrons ce dernier livre publié par Ferdinand Bru-

not lui-même, ce tome IX, *La Révolution et l'Empire*, 2e partie : *Les Événements, les institutions et la langue* (1). C'est un insigne exemple de sa manière, de sa méthode et aussi du stade suprême où était parvenue sa pensée. De plus en plus, en effet, l'auteur de cette vaste *Histoire* s'éloignait de la conception sèche et simpliste qui consistait à donner un minutieux catalogue de mots, une espèce d'herbier décoloré, desséché. Une vie prodigieuse circule à travers ces pages innombrables. C'est bien la vie des mots qu'on trouve ici, reflet de la vie d'une nation, de ses grandeurs et de ses revers, de sa religion et de ses métiers, de son existence quotidienne et de sa geste historique, des choses les plus hautes et des plus humbles. C'est une immense contribution linguistique à l'histoire de la civilisation française.

La Révolution fut un prodigieux instrument de renouvellement du vocabulaire. Nous trouvons bien là ce double aspect destructeur et constructeur qui la caractérise : une foule de vieux mots sont abolis (pensez aux noms de mesures anciennes, de privilèges disparus, d'idées démonétisées, etc.); une multitude plus grande encore de mots nouveaux (ou repris de l'antique) sont apparus : termes officiels, locutions militaires, expressions politiques ; il y a flux et reflux, nouveau régime précipité en avant, et ancien régime violemment emporté en arrière. Et cela va des termes empruntés à la religion jusqu'au parler des grognards !

Ainsi, l'*Histoire de la Langue* est devenue de plus en plus sociale et totale, l'aspect grammatical étant comme fondu dans les autres. Ce grand latiniste et helléniste

(1) Un fort volume in-8º, XXVIII-660 pp.; Paris, Armand Colin, 1937. Comme *L'Histoire de la Littérature française* de Petit de Julleville, qui fut un peu la mère de *L'Histoire de la Langue*, tous les tomes de celle-ci sont publiés, dans des conditions excellentes de présentation, par la maison Armand Colin.

avait voué une passion exclusive au langage français. Il y a vu le miroir de notre âme nationale, cette âme il nous l'a fait voir. Quelles que soient les lacunes de sa formation spirituelle, du moins Ferdinand Brunot a-t-il consciencieusement tenté de ne rien écarter du vaste tableau qu'il dressait. Et, désormais, tous ceux pour qui le français existe, c'est-à-dire nous-mêmes et aussi tant d'étrangers de par le monde, tous les esprits attirés par notre civilisation tiennent le magistral ouvrage de Ferdinand Brunot pour une pièce essentielle de la culture de ce temps.

André George.

THÉATRE

La célèbre Maison de Saint-Cyr ressemble à ce que l'on appellerait aujourd'hui une « école nouvelle ». Instruire en divertissant, telle est une partie du programme suivi par Mme de Maintenon. Or, le chant et l'art de dire les vers sont parmi les divertissements les plus instructifs : *Esther,* on le sait, a pour origine un vœu exprimé par les « personnes illustres » qui dirigent l'institution. « Elles me firent l'honneur, écrit Racine dans sa Préface, de me demander si je ne pourrais pas faire, sur quelque sujet de piété et de morale, une espèce de poème où le chant fût mêlé avec le récit, le tout lié par une action qui rendît la chose plus vive et moins capable d'ennuyer. »

Dans un suggestif article du *Figaro,* M. Pierre Brisson nous montre un Racine dont la piété et le loyalisme monarchique ont été brusquement transformés en peur par « le scandale des poisons ». Le 21 novembre 1679, la Voisin a accusé le poète d'avoir empoisonné Mlle du Parc. C'est une calomnie, mais pendant toute une année il « a senti le souffle du désastre », et surtout de cruels souvenirs lui ont rappelé que, sans être un assassin, il reste un grand, un très grand pécheur. En 1688, Mme de Maintenon a devant elle un homme « en qui le fauve est bien mort », sans « élan vital », n'ayant même plus le sens du refus. *Esther* apparaît alors comme le lieu d'une curieuse aventure intellectuelle : un art souverain triomphe d'une humanité déchue; Racine n'est plus, mais la poésie survit à la mort du poète... (1) Or,

(1) *Le Figaro,* 23 janvier 1938.

en lisant la Préface d'*Esther,* une tout autre histoire nous frappe. En acceptant d'écrire une tragédie pour jeunes filles, l'auteur de *Bérénice* retrouve une idée qui errait depuis longtemps dans son esprit et qu'il n'avait jamais eu l'occasion d'éprouver dans une œuvre. « ... J'entrepris donc la chose, et je m'aperçus qu'en travaillant sur le plan qu'on m'avait donné, j'exécutais en quelque sorte un dessein qui m'avait souvent passé dans l'esprit, qui était de lier, comme dans les anciennes tragédies grecques, le chœur et le chant avec l'action et d'employer à chanter les louanges du vrai Dieu cette partie du chœur que les païens employaient à chanter les louanges de leurs fausses divinités. »

Travailler sur commande n'est pas toujours un mauvais départ pour le poète. M. Paul Valéry a volontiers insisté sur ce point. Mme de Maintenon demande à Racine un divertissement avec chant et mouvements de groupes : Racine invente la formule dramatique qui doit répondre à ces conditions; il voit immédiatement que la tragédie classique à la manière d'*Andromaque* ou de *Phèdre* ne convient pas, et il retrouve, avec la tragédie grecque, un théâtre où les vers ne disent pas tout. *Esther,* c'est un texte, une musique et un spectacle.

M. Georges Le Roy nomme très justement *Esther* un « oratorio » (1), et ce mot exprime bien l'inspiration de sa très intéressante mise en scène. Le chœur est au premier plan; il reçoit ce rôle actif sans lequel l'œuvre est presque inintelligible. La partition a été confiée à M. Félix Raugel et à sa chorale. Un groupe de jeunes filles du Conservatoire remplace les demoiselles de Saint-Cyr; ses mouvements suivent les lignes gracieusement dessinées par Mlle de Rauwera. Tout est musique, même pour les yeux.

Continuant à prendre des libertés avec la tragédie classique, Racine « triche » avec l'unité de lieu. Certes,

(1) *Un oratorio chez Molière,* dans *Le Journal,* 11 janvier 1938.

déclare-t-il, « toute l'action se passe dans le palais d'Assuérus ». Mais, « comme on voulait rendre ce divertissement plus agréable à des enfants en jetant quelque variété dans les décorations, cela a été cause que je n'ai pas gardé cette unité avec la même rigueur que j'ai fait autrefois dans mes tragédies ». Après la musique et les mouvements de groupe qui sont le prélude de la danse, trois décors! C'est une révolution! M. Georges Le Roy a écarté tout souci de couleur locale, ou plutôt d'exactitude archéologique : il nous montre des images persanes évoquant l'Orient tel que l'imaginaient sans doute les demoiselles de Saint-Cyr. Sa seule préoccupation fut de rester fidèle au texte biblique qui, comme il l'a rappelé lui-même, est un guide d'une étonnante précision pour le metteur en scène (1).

Cette nouvelle présentation d'*Esther* est aussi une nouvelle preuve de l'intelligence avec laquelle la Comédie française est conduite. Ce spectacle montre une fois encore ce qui peut être obtenu dans cette Maison de Molière lorsque ses trésors de bonne volonté, de foi et de talent sont bien « administrés ». *Esther* apparaît aujourd'hui sous son vrai jour. Sa lumière est intérieure; elle éclaire un divertissement sacré où les éléments dramatiques sont la jeunesse et la pureté; il s'agit moins d'une action tragique que d'une action de grâces. Il n'y a pas de conflits psychologiques; les âmes sont simples et légères; le méchant Aman est un rôle pour jeune fille. Mais Racine sait qu'il n'écrit pas *Britannicus*; son génie n'a jamais été plus lucide; il brise ses formes et le récit biblique devient une sorte de poème lyrique animé. Le livret est d'une exquise douceur : le chef-d'œuvre se révèle sur la scène.

HENRI GOUHIER.

(1) *Le miracle d'Esther,* dans *Le Figaro,* 18 janvier 1938.

LA QUINZAINE ARTISTIQUE

1er février : M. Pierre Ladoué, conservateur-adjoint du Musée du Luxembourg, est nommé conservateur du Palais de Versailles. Docteur ès lettres, membre fondateur de l'Association des Écrivains Combattants, trésorier de cette Association, ce qui dit assez sa haute conception du labeur utile et sa modestie, M. Pierre Ladoué ne contribua pas peu, et notamment lorsqu'il fut secrétaire de rédaction de *L'Art et les Artistes*, à dégager l'un des premiers certaines nouvelles tendances de l'Art Contemporain en des articles dont celui sur le peintre Raymond Legueult marque assez la curiosité et la qualité d'esprit de l'auteur.

A la place de M. Ladoué, M. Jean Cassou est nommé conservateur-adjoint du Musée du Luxembourg. Secrétaire de Pierre Louys, collaborateur de Léon Bérard, M. Cassou fit ses classes dans l'administration au simple titre de rédacteur au ministère de l'Instruction publique, puis d'inspecteur général des Arts appliqués et d'inspecteur général des Monuments historiques. Ses livres, ses articles, plus que son titre euphorique de « chargé de mission au cabinet du ministre de l'Éducation nationale », son talent, ont « joué » pour lui. M. Cassou, écrivain et philosophe, a fait l'objet d'un article de M. Roger Brielle dans *La Vie Intellectuelle* du 10 janvier 1937. Il est, pour nous, l'un des meilleurs devins de la peinture actuelle.

3 février : Vernissage, chez Charpentier, de l'Exposition des vifs croquis au pinceau de M. Yves Brayer, que M. Raymond Escholier qualifie dans sa préface de « Vagabond sentimental » et de « Baroquiste égaré au XXe siècle ». Et vernissage de la première exposition, composée de toiles printanières, translucides, de Mme Sabine René-Jean, fille de l'éminent critique d'art du *Temps*.

3 février : La typographie d'art perd en M. Huyot, âgé de près de soixante-quinze ans, célèbre sous le nom de Georges Auriol, un de ses rénovateurs les plus personnels. Ce doux Montmartrois, qui souffrait de se sentir oublié, joua un rôle important dans le « modern' style » en donnant un statut à la lettre, au caractère typographique. Le caractère qui porte son nom fut réalisé par Peignot. Conteur charmant et sans prétention, il fit le texte du volume sur *Saint-Lazare et la Rue* qui accompagne, chez Rey, les planches de son ami Steinlen.

4 février : Décès à Paris du docteur Sabouraud, qui se délassait de la dermatologie en sculptant mieux qu'un amateur et avec lyrisme et qui, beau-père du si intelligent et si regretté Jean de Brunhoff, était le père du peintre Émile Sabouraud, nature magnifique de la génération des moins de quarante ans.

« Vernissage », à la Galerie Charpentier, de la rétrospective Fernand Gottlob (1872-1935) que M. Gaston Derys présente, en sa préface de catalogue, comme un « impressionniste épris de synthèse ».

5 février : Le peintre Édouard Vuillard est élu à l'Académie des Beaux-Arts, en remplacement du peintre Paul Chabas, par 18 voix sur 30, contre 7 à M. Jean Dupas, ordonnateur de pompes picturales (le paquebot *Normandie* et l'église du Saint-Esprit), 3 à M. Leroux, 2 à M. Henri Royer, artistes peintres. M. Édouard Vuillard, intimiste illustre, qui fut l'élève de Gérôme, selon le mot très juste de Verhaeren, « semble broder ses toiles avec des laines surannées et merveilleuses ». Il méritait bien que de ces laines, à l'occasion de ses soixante-dix ans, on lui brodât des pantoufles et un fauteuil d'Immortel.

7 février : Promotion de la Légion d'honneur du ministère de l'Éducation Nationale : *grand-officier* . M. Charles Diehl, le subtil historien de l'art byzantin; *commandeur :* M. Georges Huisman, directeur général des Beaux-Arts; *officiers :* M. Georges Rouault, le peintre le plus pathétique et le plus profondément humain de notre temps; le bon graveur Pierre Dubreuil; M. Péterelle, le peintre qui voit Monticelli en noir; M. Zadkine, l'intelligence faite sculpture, le paradoxe; M. Paul Charlemagne, peintre épris de crépis et qui parfois s'allège. Promotion de l'Enseignement Technique : *officier :* M. Yvanhoë Rambosson, filleul de Barbey d'Aurevilly, d'où son prénom, poète, critique, combattant de tous les mouvements de l'art, combattant généreux, qui fonda le Salon d'Automne et qui en offrit la présidence à Frantz-Jourdain.

8 février : Mort, à Athènes qui le vit naître en 1872, de « M. Nicolas Leprince, peintre, Grec », selon le catalogue de la Société Nationale des Beaux-Arts dont il était membre associé depuis 1931. « Nicolas Leprince » était le pseudonyme du prince Nicolas de Grèce, fils du roi Georges Ier, frère du roi Constantin, père de la princesse Paul de Yougoslavie et de la duchesse de Kent, oncle du roi Georges II. Il montra au Salon et à la Galerie Bernheim jeune, des paysages et des natures mortes d'une discrétion et d'une sensibilité qui formaient le fond de sa personnalité. M. Nicolas Leprince peut être compté comme l'un des plus délicats petits maîtres parisiens actuels.

10 février : Chez le décorateur Lambert, Mme Bernadette Wirtz-Daviau présente les demeures qu'elle peignit de la princesse Bibesco, Daragnès, Maurice Denis, Lucien Descaves, Georges Duhamel, Edmond Jaloux, Mallet-Stevens, les frères Martel et les frères Tharaud, Henri Martineau. Aimables documents, que le temps rendra peut-être un peu historiques.

11 février : Promotion du ministère de l'Air : *chevalier* : Mme Louis Hirschauer, soit Geneviève Gallibert, peintre du ministère de l'Air, qui s'est attachée à tracer toute l'élégance des fuselages, la légèreté des plus lourds que l'air, et encore la légèreté des ciels de l'Île-de-France, du Maroc, de la Camargue et de l'Hellade où elle se rendit pour illustrer d'un allègre burin le *Demi-dieu* de M. Jacques de Lacretelle, le ciel qu'elle connaît bien, ayant à son actif déjà cent heures de vol.

12 février : Le sculpteur prince Paul Troubetzkoï meurt près d'Intra (Italie) où il était né le 16 février 1866. L'artiste, ancien professeur à l'Académie de Moscou, habita longtemps Paris où il travailla. Il était sociétaire de la Société Nationale des Beaux-Arts depuis 1910, et exposait régulièrement au Salon. Il s'intéressait surtout aux chevaux, qu'il s'appliquait à modeler avec une scrupuleuse honnêteté manuelle. Il érigea à Pétrograd le monument d'Alexandre III, et on lui doit un monument du général Cadorna, des bustes de Bernard Shaw, d'Anatole France et de Blaise Pascal, des cow-boys que n'eût pas dédaignés Meissonier, et une statuette équestre de Léon Tolstoï que le Luxembourg envoya au Jeu de Paume.

13 février : M. Félix Brunau, architecte en chef du gouvernement, architecte du ministère des Affaires étrangères, est nommé chevalier de la Légion d'honneur. M. Brunau qui portait déjà le ruban, plus rare, de la médaille de sauvetage, fut l'un des lauréats du concours international du monument du général Bolivar, érigé à Quito (Équateur). Il est le réalisateur du premier musée de l'Arc de Triomphe de l'Étoile digne de ce nom.

14 février : Vernissage, à la Galerie Druet, des paysages mélancoliques et impressionnistes de M. Paul Favé, méconnu comme le fut Guillaumin à cause de Claude Monet, et qui vaut Guillaumin.

Au musée de la France d'Outre-Mer, vernissage des peintures de « Charles de Foucauld » relevées par René Pottier d'après les originaux qui décoraient l'autel de l'ermitage de Tamanrasset et se trouvent actuellement à Aïn-Sefra.

GASTON POULAIN.

A TRAVERS LES REVUES

Nouvelle Revue Française. — Nous sera-t-il permis d'avouer que ce qui nous semble, bien souvent maintenant, présenter le plus d'intérêt dans l'illustre revue, ce sont les « nouvelles brèves » de ses dernières pages ? On trouve là des informations sélectionnées et presque toujours *refreshing*. Ces pincées d'épices doivent-elles pour autant nous détourner de nourritures plus substantielles ? A cet égard, nous avouons notre désillusion. Faudra-t-il, en effet, reconnaître la grande trouvaille de la saison dans ce « *Petit dictionnaire des mots retrouvés* » qui pourrait bien n'être, après tout, qu'un prétexte aux divertissements de collégiens quadragénaires ?

Art dramatique. — (*Bulletin du Centre d'études et de représentations de la Compagnie des Comédiens routiers.*) Nous saluons avec joie l'apparition de ce numéro quadruple de la revue de Chancerel, qui semble prendre un nouveau et vigoureux départ.

Ce même numéro contient la table analytique et onomastique des cinq premières années du bulletin. C'est une véritable mine de renseignements. Enfin, des « informations et notes en vrac » entre lesquelles nous distinguons celle qui est intitulée *Spectacles dits de masse* :

Deux très importants essais, riches d'enseignements : *La fête nocturne du travail*, donnée au Parc des Princes par les Jocistes pour leur X^e anniversaire, le 17 juillet dernier. *Le Jeu Dramatique interfédéral français*, donné par les Scouts et les Éclaireurs au dernier Jamboree. Malgré bien des insuffisances, des erreurs, ces deux vastes manifestations mériteraient une longue étude. Il serait intéressant de les comparer avec *Naissance d'une Cité*, autre vaste « spectacle de masse » conçu par Jean-Richard Bloch. Nous saisirons la première occasion de le faire.

La vulgarisation par le documentaire en Allemagne

Quand on feuillettera, dans l'avenir, les annales des peuples, il conviendra d'y faire une large part à cette catégorie de film qui, de par sa dénomination française, se situe d'elle-même : le documentaire... la plus puissante forme de la vulgarisation.

Dans l'actif échange qui relie actuellement l'Allemagne cinématographique au Japon, on est frappé, à Berlin, par la place prépondérante que les Nippons accordent au documentaire dans leurs écoles. Et si, d'autre part, nous, Français, suivons les salles de Berlin, pour y rechercher les méthodes pédagogiques allemandes, on y trouve l'affirmation du principe que « nul n'a jamais fini d'apprendre » et que cette pédagogie s'adresse non seulement à l'enfant, mais aussi à la mère en sa qualité de monitrice de l'enfant, et cela dans les plus diverses branches, par exemple, de l'éducation physique.

Le nouveau film de la « UFA », *Femme saine : peuple sain*, nous montre méthodiquement, clairement ce qui importe dans cette formation physique de la femme. Ce sont les mouvements oscillatoires avec cordes, le saut en longueur, la tenue correcte du corps, les exercices avec ballon médical et lancement du disque. Les grandes écoles de gymnastique de Berlin (Anna Hermann) ont fourni à la camera de Kurt Stanke ses photographies remarquables. Puis nous voici dans les camps de travail féminin, dont je visitais il y a peu de mois les réalisations méthodiquement pratiques. Mais là une parenthèse s'impose : un tel et si rude effort se pourrait-il fournir par nos jeunes filles à nous, mâtinées de Celtes et de latinité ?...

La jeunesse féminine allemande, elle, s'y livre avec enthousiasme, incorporée au « Deutscher Reichsbund » dont M. Baldur von Schirach est le chef suprême.

La bande déploie maintenant les cours spéciaux « Mère et enfant » et cela en six images donnant des aspects d'ensemble et d'enseignement individuel. Ces jeunes Walkyries lançant le javelot précèdent la démonstration des mouvements justes au tennis... Le génie organisateur de l'Allemagne procède au développement de toutes les capacités physiques de celles dont le peuple se chiffre par près de cent millions.

D'autres films... nous n'en pouvons étudier ici que quelques-uns, alors qu'ils passent par centaines...

Celui-ci, *Plongeons*, démontre l'utilité sociale de cet art en le-

quel sont maîtres tout d'abord phoques, dauphins et pingouins. Nous voyons au travail ceux qui scrutent le fond des mers, pêcheurs d'éponges ou modernes scaphandriers. Le water-polo démontre la supériorité d'un bon plongeur sur le simple nageur, et la bande se clôt par un dramatique sauvetage.

Tout cela... science du développement musculaire... encore faut-il que la machine humaine soit en bon état et qu'on en connaisse le fonctionnement. Donc, film « UFA » sur *Rayons X*. Tous les appareils les plus perfectionnés passent devant nous avec leurs utilisations dans les affections cutanées et certaines tumeurs Le rayon révélateur nous expose un intérieur de ventre de singe en pleine activité..., la position des œufs dans le corps de la poule tandis qu'elle caquette, insouciante..., le jeu de l'articulation pendant que la main écrit une lettre..., le cœur humain et les poumons d'un chat prospère et vigoureux. Et enfin tout le contenu d'une boîte cranienne et comme s'y meut un monde d'horlogeries précises.

De tels films sont naturellement établis sous le contrôle direct de l'État, par des sommités de la science. Les Allemands estiment que seules ces méthodes de vaste diffusion peuvent promouvoir la sélection humaine, en conférant l'impulsion qui dormait peut-être avec des capacités, des aptitudes ignorées chez quelqu'un des spectateurs n'ayant pas eu les moyens d'atteindre à cette prospection de la science moderne à laquelle tout être a droit.

Peyrebère de Guilloutet.

ERRATA

M. Maurice Schumann nous prie d'insérer les deux corrections suivantes au sujet de l'article publié dans notre numéro du 10 février (pp. 367-387) : *Où va le Japon ?*

1. — Page 382 : La base de Singapour n'a pas coûté 9 millions, mais 19 millions de livres sterling.

2. — Contrairement à la note de la p. 392 et conformément à celle de la p. 368, l'authenticité du plan *Tanaka* continue d'être âprement contestée. S'il est cependant permis de s'y référer, c'est parce que toutes ses affirmations essentielles sont corroborées par les écrits et les discours qui visent la doctrine du panasiatisme nippon.

Le Gérant : E. Aubin. — Imp. E. Aubin et Fils, Ligugé (Vienne)

Collection *“ Vers les temps nouveaux ”*

René MOREUX

Le rôle du Patronat catholique dans la construction de l’ordre économique nouveau

2 fr. ; *franco* **2 fr. 50**

●

★ ★ ★

La participation ouvrière à l’organisation du travail

Broché : **2 fr.** ; *franco* **2 fr. 50**

●

Un Traité complet d’Eloquence sacrée

A.-D. SERTILLANGES, O. P.
Membre de l’Institut

L'ORATEUR CHRÉTIEN

Préface par le Rme P. GILLET
Maître Général des Frères Prêcheurs

Un vol. in-8° écu de XIV-440 p. . Prix : **20 fr.** ; *franco* **22 fr.**



M.-J. CONGAR,
des Frères Prêcheurs

Chrétiens désunis

Principes d’un « œcuménisme » catholique

« ... ce livre, qui fait un insigne honneur à la grande école théologique du Saulchoir. »
GEORGES GOYAU.

Magnifique volume de 400 p. Papier satiné « Drury ». **35 fr.**

La Vie Intellectuelle

revue bi-mensuelle

Directeur : M.-V. BERNADOT

La correspondance doit être adressée impersonnellement à

M. le Directeur de LA VIE INTELLECTUELLE

LES ÉDITIONS DU CERF

29, boulevard La-Tour-Maubourg, PARIS-VIIe

Chèque postal . Éditions du Cerf : c. c. **Paris 1436-36**

Téléphone : Invalides 23-86

Nous prions nos correspondants de bien vouloir mentionner sur leurs chèques ou mandats :

1° S'il s'agit d'un « abonnement » ou d'un « réabonnement ».

2° Si cet abonnement est pour eux ou pour une autre personne.

3° A quelle revue il se rapporte : *Vie Intellectuelle, Vie Spirituelle, Revue des Jeunes, Année Dominicaine, Cahiers de la Vierge, Bulletin Thomiste.*

Tarif des abonnements :

	La Vie Intellectuelle	La Vie Spirituelle simple	La Vie Spirituelle avec suppl.	La Revue des Jeunes
France :	60 fr.	30 fr.	40 fr.	30 fr.
Étranger demi-tarif :	70 fr.	40 fr.	50 fr.	40 fr.
Étranger plein tarif :	85 fr.	50 fr.	60 fr.	50 fr.

Abonnement au juste prix : 100 francs

Abonnement d'entraide : 125 francs

Numéros vendus séparément : 5 francs

Liste des Pays qui ont accepté une réduction de 50 % :

Afrique du Sud (Transval, Natal, Orange, Bechuanaland, etc.), Albanie, Allemagne, Abyssinie, Arabie Saoudite, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Colombie, Congo Belge, Costa-Rica, Cuba, Dantzig (Ville libre), Égypte (et Soudan égyptien), Espagne (Baléares et Canaries), Esthonie, Finlande, Grèce et Crète, Guyane Néerlandaise, Guatémala, Haïti, Hedjaz (et Nedjed), Honduras, Hongrie, Iran, Iracq, Lettonie, Liberia, Lithuanie, Luxembourg, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal et Colonies, République Dominicaine, République de l'Équateur, Roumanie, Russie (U.R.S.S.), Salvador, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie d'Europe et d'Asie, Uruguay, Vatican, Vénézuela, Yougoslavie, Maroc (zone espagnole).

* *Les abonnements partent d'octobre, d'avril ou de juillet.*
* ON NE REÇOIT DES ABONNEMENTS QUE POUR L'ANNÉE ENTIÈRE.
* *Pour tout changement d'adresse envoyer 1 fr. et l'ancienne bande.*
* *Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.*
* *La revue ne paraît pas en août.*